

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2016

N°157

TOME I

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (*Conseil du 27 janvier 2016*)

3

PARTIE 2 : DECISIONS (*Conseil du 27 janvier 2016*)

(Tome II)

PARTIE 3 : ARRETES (*Tome II*)

**PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME** (*Tome II*)

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	9
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	55
AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	56
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	57
CULTURE	61
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	97
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	121
ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE	132
FINANCES	133
GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE	145
LOGEMENT	146
PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES	199
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	200
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	227
PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE	228
RESSOURCES HUMAINES	229
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	239
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	263
TRANSPORTS ET MOBILITE	264
VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE, BIODIVERSITE	283
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	284

HORS COMMISSION

Commune de Montpellier - Protocole d'accord entre la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la dynamisation du cœur marchand de la Ville de Montpellier - Approbation	10
Tramway ligne 4 - Marché n°8.421 des Travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains du bouclage de la Ligne 4 - Complément à la délibération n°12450 du 31 juillet 2014	13
Taxis - Droits de stationnement - Approbation	15
Organisme extérieur - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Représentants de la Métropole - Désignation	17
Organisme extérieur - SAEML TAM - Acquisition d'une partie des parts de la Ville de Montpellier - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignation - Approbation	20
Achat d'espace publicitaire dans les différents réseaux d'affichage pour les besoins en communication de Montpellier Méditerranée Métropole - Marchés n°4021CO15, n°4022CO15, n°4023CO15, et n°4024CO15 - Autorisation de signature	23
Article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales - Délégations permanentes - Modifications - Approbation	26
Commissions du Conseil de Métropole - Modification de la composition	33

ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Néant	55
-------	----

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

Néant	56
-------	----

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

Projet de Renouvellement Urbain du quartier Centre - Convention territoriale - Avenant n°10 - Avenant à l'avenant de clôture - Autorisation de signature	58
--	----

CULTURE

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le Syndicat de l'AOC Languedoc « Grès de Montpellier » - Autorisation de signature	62
Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association I.P.E.I.C.C. - Autorisation de signature	64
Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association La Cimade, groupe local Montpellier - Autorisation de signature	67
Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'association "Les Amis du musée Fabre" - Autorisation de signature	70
Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Culture et Sport Solidaires 34 - Autorisation de signature	73
Culture - Manifestations et événements 2016 - Prise en charge des frais de déplacements et autres frais annexes dans le cadre de l'organisation des manifestations et événements des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	76
Culture - Réseau des Médiathèques - Convention de coopération liée au transfert de documents cartographiques relevant du dépôt légal imprimeur entre la Bibliothèque nationale de France (BnF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	83

CULTURE

Culture - Reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire - Lancement de la consultation en vue des travaux - Approbation de l'enveloppe financière globale de l'opération	85
Culture - Établissements culturels - Adhésion à des réseaux d'échanges professionnels - Approbation	88
Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant à la convention de dépôt d'objets archéologiques entre le Mucem et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	92
Culture - Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	94

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT

Préfiguration du bâtiment totem dédié au numérique dans les locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier - Autorisation d'occupation temporaire consentie par la Ville - Mandat à la SAAM - Approbation - Autorisation de signature	98
Développement économique - Parc d'activités du Salaison - Vendargues - Mandat d'étude et de réalisation de requalification du parc d'activités du Salaison - Marché de travaux n°2960T13.01 - Lot n°1 - Avenant n°2 - Autorisation de signature	102
Développement économique - Développement International - Axe Euro-Méditerranée - Mission exploratoire et d'affaires Italie (Palerme), Algérie (Tlemcen et Alger changement de date) février 2016 et Allemagne (Rhein-Neckar) mars 2016 - Financement des missions - Approbation	106
Développement économique - Développement International - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour 2016 - Convention - Autorisation de signature	109
Développement économique - Solution mutualisée d'une plateforme Open Data avec les communes membres - Convention de mise à disposition des services conforme aux articles L 5217-5 et L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales - Autorisation de signature	114
Développement économique - Solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics en partenariat avec les communes membres - Convention de mise à disposition des services conforme aux articles L 5217-5 et L 5215-27 du Code général des collectivités territoriales - Autorisation de signature	117

DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT

Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers - Modalités de mise à disposition du public - Approbation	122
Modification simplifiée de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez - Modalités de mise à disposition du public - Approbation	124
Aménagement et urbanisme - Enfouissement des lignes à haute tension à l'Est de Montpellier - Villes de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Convention de réalisation et de financement avec Réseau de Transport et d'Electricité (RTE) - Autorisation de signature	126
Politique foncière en faveur du logement social - Convention de type « veille foncière » avec l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon et la commune de Grabels - Autorisation de signature	129

ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

Néant	132
-------	-----

FINANCES

Attributions de compensation aux communes pour l'exercice 2016	134
Organismes extérieurs - Association Finances Gestion Évaluation (AFIGESE), Assemblée des Communautés de France (AdCF), Association France Urbaine - Cotisations 2016 - Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) - Cotisation 2015 - Approbation	142

GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET AUTONOMIE

Néant	146
-------	-----

LOGEMENT

Acquisition-amélioration de 107 logements sociaux - Résidences « Molière et Ségur » - 721 rue du Pré aux Clercs - Montpellier - Garantie d'emprunt à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	147
Construction de 10 logements sociaux - Résidence « René Subias », 2 impasse du Stade à Castries - Garantie d'emprunts à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	150
Construction de 37 logements sociaux - Résidence « Quint et Sens » - Avenue Nina Simone à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	153
Construction de 25 logements en location-accession - Résidence « Quint et Sens » - Avenue Nina Simone à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	156
Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Quint et Sens » - Avenue Nina Simone à Montpellier - Garantie d'emprunt à la société FDI Foncière - Convention - Autorisation de signature	159
Construction de 9 logements sociaux - Résidence « Link » - 1 033 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	162
Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Bo Garden », 696 rue de la Sorbes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	165
Construction de 4 logements sociaux - Résidence « Le Domaine de l'Arbousier », route de Saint-Drézery à Sussargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	168
Construction de 17 logements sociaux - Résidence « Les Portes du Sud » - Avenue des platanes à Lattes - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	171
Construction de 56 logements sociaux - Résidence « Calahorra » - ZAC Saint-Estève lot M1 à Pignan - Attribution de subventions à la SA d'HLM ERILIA - Convention - Autorisation de signature	174
Construction de 27 logements sociaux - Résidence « Urban Eden » - 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM DOMICIL - Convention - Autorisation de signature	177
Construction de 20 logements sociaux - Avenue de Maurin à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée - Délibération n°13491 du 16 décembre 2015 - Modification	180
Construction de 181 logements sociaux étudiants - Résidence « la Colombière II », rue Colombière à Montpellier - Abrogation de la délibération n°13269 - Garantie d'emprunts à l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	182
Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2016 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de soixante-treize logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	185

LOGEMENT

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de trois logements - Autorisation de signature 194

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2010-2015 - Quartiers Gambetta / Figuerolles / Nord Ecusson - Délibération n°13275 du 30 septembre 2015 - Modification 197

PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET EVALUATION DES POLITIQUES

Néant 199

PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Aménagement de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Mission de maîtrise d'œuvre et élaboration des dossiers réglementaires - Demande d'aides financières 201

Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Approbation de l'avant-projet - Demandes d'aides financières 203

Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Marché de maîtrise d'œuvre n°3233EA13 - Avenant n°1 - Autorisation de signature 206

Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation du Plan de Submersions Rapides (PSR) 209

Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Approbation des dossiers d'enquêtes publiques et demande d'ouverture d'enquêtes publiques conjointes pour la déclaration d'utilité publique et les autres procédures administratives 212

Aménagement de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Marchés pour la désignation du maître d'œuvre et pour l'établissement des dossiers réglementaires et PSR - Commission composée en jury - Élection - Autorisation de lancer deux appels d'offres et de signer les marchés 215

Prévision des crues et prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire - Actions 2.4 et 4.2.2 du PAPI 2 Lez - Demandes d'aides financières 219

Ecocité - Ville en alerte - Marché n°3460EA14 pour la mise en œuvre d'un système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique - Autorisation de signature 222

Schéma Directeur d'Assainissement - Station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues / Sussargues - Mesures compensatoires sur la Viredonne - Approbation du programme et demande d'aides financières 225

PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC

Néant 227

PROXIMITE, RELATIONS AVEC LES USAGERS, COMPLEXE FUNERAIRE

Néant 228

RESSOURCES HUMAINES

Mise à jour des concessions de logement - Liste d'attribution - Modification 230

Modification du tableau des emplois et des effectifs 232

Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) - Modalités de plafonnement - Modification 237

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification des statuts et désignation d'un membre du conseil d'administration - Approbation	240
Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement - Construction de l'Intercepteur Est Tranche 5 Pompignane - Marché de travaux n°3402EA13 - Avenant n°1 - Autorisation de signature	243
Dévolement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Fontmagne sur la commune de Saint-Brès - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	246
Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement du pôle Balard à Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	249
Restructuration du réseau d'assainissement du lotissement Les Prémages et de la ZAC des Plans à Restinclières - Convention de remboursement de travaux réalisés pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	252
Pays de l'Or Agglomération - Convention d'achat d'eau potable - Avenant n°1 - Autorisation de signature	254
BRLE - Avenants aux conventions de livraison d'eau à la Métropole - Avenants - Autorisation de signature	257
Contrats de délégation du service public de l'assainissement - Document d'exécution de la procédure de fin de contrats - Autorisation de signature	260

SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

Néant	263
-------	-----

TRANSPORTS ET MOBILITE

Transports et Mobilité - Implantation de bornes électriques sur le territoire métropolitain - Groupement de commandes - Demande d'aides financières - Approbation	265
Transports et Mobilité - Transport en commun - Gratuité pour les accompagnateurs des personnes handicapées - Approbation	274
Transports et Mobilité - Déplacement de l'autoroute A9 et contournement Nîmes Montpellier (CNM) - Avenant et convention relatifs au rétablissement de la route de Vauguières - Autorisation de signature	276
Transports et Mobilité - Transport en commun - Modification de la tarification Pass'Congrès - Approbation	279
Transports et Mobilité - Convention d'échanges de données avec SNCF mobilités - Autorisation de signature	281

VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE

Néant	283
-------	-----

VOIRIE, ESPACE PUBLIC

Néant	284
-------	-----

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – COMMUNE DE MONTPELLIER - PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MONTPELLIER, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ POUR LA DYNAMISATION DU CŒUR MARCHAND DE LA VILLE DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du territoire de Montpellier, soucieuses de renforcer l'attractivité de Montpellier et soutenir l'économie de proximité, souhaitent associer leurs compétences pour faciliter le développement commercial du centre-ville.

La croissance de Montpellier en fait l'une des villes les plus dynamiques de France depuis 30 ans toutefois le déséquilibre avec le commerce de périphérie est significatif et les magasins traditionnels de pied d'immeuble de « l'hyper centre » organisés essentiellement dans le secteur de l'Ecusson ont pu souffrir d'un certain vieillissement de l'offre et de l'insuffisance de locaux de taille importante permettant d'attirer certaines enseignes.

Ce constat démontre la nécessité d'interventions dans l'intérêt de l'ensemble du tissu commercial du centre-ville.

La Ville de Montpellier, en s'appuyant sur la SERM et la SAAM, a lancé des projets urbains ambitieux qui vont permettre à Montpellier de disposer un centre-ville marchand élargi digne de son rang de métropole..

Les principaux objectifs sont de :

- Dynamiser l'ensemble des commerces du centre-ville pour faire face à la concurrence en périphérie.
- Permettre à Montpellier de disposer d'une armature commerciale de centre-ville à l'échelle d'une métropole régionale
- Améliorer l'attractivité du centre-ville en tant que lieu de destination commerciale.

Pour y parvenir le centre-ville doit proposer une offre nouvelle, différenciée et adopter un positionnement adapté à l'environnement commercial existant. En effet, il ne s'agit pas d'amener de la concurrence aux commerces en place mais plutôt d'organiser une programmation complémentaire de marques et d'enseignes variées inexistantes aujourd'hui à Montpellier.

Les différents partenaires s'accordent sur la nécessité d'accompagner les actions initiées et de les amplifier.

Pour atteindre ces objectifs, les signataires décident de mettre en place une analyse prospective pilotée par la Ville au sein d'un groupe de travail qui aura pour mission d'émettre des propositions stratégiques sur l'avenir du centre-ville de Montpellier.

A court terme, il est également décidé de mettre en place une gestion dynamique et partagée de la commercialisation des locaux vacants, des demandes d'implantation d'enseignes et de commerçants indépendants.

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de ses compétences développement économique notamment des secteurs économiques, commerciaux, tertiaires et touristiques, aménagement de l'espace et de l'élaboration des documents de planification correspondants, souhaite donc s'associer à la démarche initiée par la Ville de Montpellier et la CCI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie du territoire de Montpellier pour la dynamisation du cœur marchand de la ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Délibération n° 13559

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

- 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : IMC MD9609 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – TRAMWAY LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - COMPLÉMENT À LA DÉLIBÉRATION N°12450 DU 31 JUILLET 2014

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Par délibération n°12450 du 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé TaM mandataire à signer le marché n°8.421 des **travaux d'infrastructures**, de **dévoiemment** de réseaux humides, d'**aménagement d'espaces** verts et d'**installation de mobiliers urbains du bouclage** de la 4^{ème} ligne de tramway avec le groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € H.T.

Il convient de compléter cette délibération n°12450 et autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément et dans les conditions définies par la délibération n°11816 du 24 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser TaM à signer, dans le cadre de l'exécution du marché n°8.421, toutes les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément aux dispositions du contrat ;
- autoriser M. le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 110254-DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016
Pour extrait/certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – TAXIS - DROITS DE STATIONNEMENT - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est transformée en Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation ainsi que la mise en œuvre des dispositions de l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales emporte a entraîné le transfert des communes à la Métropole des prérogatives en matière de délivrance des autorisations de stationnement sur la voie publique aux exploitants de taxi.

A cet effet, il convient de définir le montant des redevances lié au droit du stationnement sur le domaine public. Cette redevance était auparavant définie par les communes.

Il est proposé d'appliquer à la Métropole les montants qui étaient précédemment applicables dans les communes.

Ainsi à titre d'exemple, sur la commune de Montpellier, le montant du droit de stationnement pour un véhicule taxi sera fixé à 115,00 euros / trimestre au titre de l'année 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les montants des droits de stationnement applicables aux exploitants de taxi, tels que définis ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : MC 13577-06

Fait à Montpellier, le 1 FEV 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - REPRÉSENTANTS DE LA
MÉTROPOLE - DÉSIGNATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au capital de 35 368 881 euros composé de 216 987 actions. Elle détient 37,05% du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

La société MONTPELLIER EVENTS a pour objet la gestion directe ou déléguée, l'exploitation et l'animation de tous services publics et équipements publics ou privés ainsi que toutes activités de nature privée à vocation de spectacles, congrès, salons, expositions touristiques ou culturelles. Elle a en charge le développement de ces activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, du Parc des expositions et de la Park&Suites Arena. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur la Métropole de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events».

Par délibération n°12217 en date du 22 avril 2014, puis par délibération n°12660 en date du 27 novembre 2014 et n°12911 du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a procédé à la désignation de ses 6 représentants, dont un représentant au sein des Assemblées Générales de la société, conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de la SAEML Montpellier Events.

Il est proposé de désigner trois nouveaux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS et de confirmer trois des représentants actuels au sein du Conseil d'administration de la société, ce en application de l'article R.1524-4 du code précité.

En vertu de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose de désigner les trois nouveaux représentants suivants au sein du Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER Events :

- Philippe SAUREL,
- Laurent JAOUL,
- Stéphanie JANNIN.

Il propose la confirmation des trois représentants suivants au sein du Conseil d'administration :

- Bernard TRAVIER,
- Jean Pierre RICO,
- Michèle DRAY-FITOUSSI.

Il est également proposé à l'Assemblée la désignation de Philippe SAUREL en qualité de représentant au sein des Assemblées Générales de la SAEML.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations à main levée ;
- procéder à la désignation des trois nouveaux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer l'ensemble des autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, au sein du Conseil d'Administration de la société, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- désigner le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Assemblées Générales de la société, le doter de tous pouvoirs à cet effet et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

Délibération n° 13578

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

La nouvelle liste de représentants est donc la suivante :

- P. SAUREL
- B. TRAVIER
- JP. RICO
- M. DRAY FITOUSSI
- L. JAOUÏ
- S. JANNIN.

Le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des Assemblées Générales de la société est Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire
Publié le : - 3 FEV. 2016
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 210230 - DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, **légalement convoqués**, se sont **assemblés** au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SAEML TAM - ACQUISITION D'UNE PARTIE DES PARTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - DÉSIGNATION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la SAEML TAM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 27,79% du capital, soit 9 530 actions et occupe 4 postes sur 12 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence en la personne de Monsieur Abdi El Kandoussi.

A côté du collège des actionnaires privés représentant près de 45% du capital, la Ville de Montpellier apparaît également comme actionnaire public de la société, à hauteur de 27,33% du capital ; la Ville de Montpellier détient à cet effet 9 370 actions et occupe 3 postes sur 12 au sein du Conseil d'Administration.

La société TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public confiés par l'autorité organisatrice Montpellier Méditerranée Métropole, à l'intérieur du périmètre des transports urbains. TaM réalise par ailleurs toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Par ailleurs, la société réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement.

Par application de l'article L.1521-1 du CGCT et de la loi MAPTAM en date du 24 janvier 2014 portant création de la métropole, Montpellier Méditerranée Métropole a vocation à devenir l'actionnaire public de référence des Entreprises Publiques Locales de notre territoire (SAEML et SPL). Ainsi une commune, actionnaire d'une SAEML dont l'objet social s'inscrit dans le cadre d'une compétence qu'elle a intégralement transférée à un EPCI, peut continuer à participer au capital de cette société à condition qu'elle cède à l'EPCI plus de 2/3 des actions qu'elle détenait antérieurement au transfert de compétence.

Dans le cadre de la compétence voirie et espaces publics, notamment liée à l'activité de gestion des parcs et aires de stationnement, transférée au 1^{er} janvier 2015, il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole acquière 6 248 actions de la Ville de Montpellier (soit 2/3 des parts détenues par la Ville de Montpellier) à la valeur nominale de 125€ soit 781 000€.

La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société passerait donc de 27,79% à 46,02%, celle de la Ville de Montpellier ne serait plus que de 9,11%.

La répartition des sièges de l'ensemble des représentants des actionnaires de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier au sein du Conseil d'administration de la société se trouvant ainsi modifiée.

Par délibération n°12214 en date du 22 avril 2014, le Conseil a désigné Messieurs Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Luc COUSQUER, Jean Luc SAVY et Jean-Pierre RICO pour la représenter au sein du Conseil d'administration de la société.

Il convient à cet effet de désigner 2 nouveaux représentants pour Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration de la société TaM et de confirmer les 4 représentants actuels; la Ville de Montpellier étant désormais représentée par 1 membre au sein du Conseil d'administration de la société, contre 3 auparavant.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de la Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à aux désignations au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes ;
Mesdames Miralles et Da Sylva.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est **proposé** au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'acquisition **des parts** de la Ville de Montpellier dans la SAEML TAM pour 781 000€ soit 6 248 actions à la valeur nominale de 125€ ;
- dire que ces crédits sont inscrits au budget **de la Métropole** ;
- décider à l'unanimité de procéder à ces désignations **à main levée** ;
- désigner les nouveaux **représentants** de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration de la SAEML TAM et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- confirmer les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au Conseil d'administration et aux Assemblées générales de la SAEML TAM.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Les représentants de la Métropole au sein du Conseil d'administration de la SAEML sont les suivants :

A.EL KANDOUSSI

JL.COUSQUER

JL.SAVY

JP.RICO

P. MIRALLES

T. DASYLVA.

Le représentant aux Assemblées Générales est Abdi EL KANDOUSSI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 208061 - AE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour ~~l'original~~ extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – ACHAT D'ESPACE PUBLICITAIRE DANS LES DIFFÉRENTS RÉSEAUX D'AFFICHAGE POUR LES BESOINS EN COMMUNICATION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - MARCHÉS N°4021CO15, N°4022CO15, N°4023CO15, ET N°4024CO15 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller spécial, délégué à la Communication, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole développe une **politique de** communication extérieure cohérente, permettant non seulement d'affirmer sa notoriété et **son image** de marque, mais aussi d'informer les citoyens des actions qu'elle mène.

Dans le cadre des opérations de communication qu'elle réalise, Montpellier Méditerranée Métropole effectue des campagnes de promotion de l'image de la Métropole et de ses événements, à ce titre, elle effectue des achats d'espace publicitaire dans les médias nationaux comme locaux ainsi que dans des réseaux d'affichage urbain de proximité.

Le secteur du mobilier urbain a connu un grand développement au cours des trois dernières décennies. Ce **développement** s'explique, d'une part, par la forte augmentation de la demande d'équipement en **mobilier urbain** des collectivités locales et, d'autre part, par la réorientation progressive de la **demande d'espaces publicitaires** extérieurs vers ce type de supports, moins touchés que les panneaux **traditionnels** de grand format par les restrictions législatives et réglementaires à la liberté d'affichage dans les centres des villes.

Les mobiliers urbains installés sur la voie publique répondent à des besoins d'intérêt général très divers : information locale, protection des usagers des transports en commun contre les intempéries, propreté, hygiène, éclairage public, signalisation routière, etc.

Deux **grandes** catégories de mobilier urbain **peuvent être distinguées** : le **mobilier urbain publicitaire** et le **mobilier urbain non publicitaire**. Si ce dernier **remplit exclusivement une fonction d'intérêt public** local, le premier fait en outre l'objet d'aménagements destinés à **permettre l'affichage de messages publicitaires**.

Montpellier Méditerranée Métropole, **ne disposant pas des équipements de mobilier urbain des villes** qui la constituent ni de celui des routes départementales et des lignes de tramway, doit acheter les **faces publicitaires** afin de pouvoir communiquer sur les événements qu'elle organise notamment dans les villes où ont lieu les fêtes de terroir.

Donc afin d'être lisible et en conformité avec les réglementations en vigueur, la direction de la communication a lancé une consultation avec les principales sociétés détentrices des réseaux d'affichage de mobilier urbain sur le territoire de la Métropole.

Ces marchés seront conclus selon la forme des marchés à bons de commande sans minimum ni maximum annuels et prendront effet à compter de leur notification et pourront être reconduit de manière expresse par la personne publique deux fois par période d'une année.

Compte tenu de l'exclusivité des droits pour la commercialisation des espaces publicitaires, du caractère **unique** de chacun des réseaux en terme géographique, spatial et de disponibilité ; il a été décidé de **consulter** ces sociétés sur la base de l'article 35-II.8 du Code des marchés publics et lancer des procédures négociées sans publicité ni mise en concurrence préalable.

En effet les formalités de publicité et de mise en concurrence sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet du marché, du faible degré de concurrence dans le secteur considéré et de l'exigence géographique dans les 31 communes de la Métropole.

Après négociation, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 5 janvier courant, a attribué les marchés suivants :

- n°4021CO15 - Réseau PISONI – estimatif annuel de 70 000 € TTC – rabais négocié à 35% avec les frais de gestion offerts,

Délibération n° 13580

- n°4022CO15 - Réseau CLEAR CHANNEL – estimatif annuel de 150 000 € TTC – rabais négocié à 30% pour le 2m², 40% pour le 8m² et 50% pour les bus,
- n°4023CO15 - Réseau MEDIAFFICHE – estimatif annuel de 150 000 € TTC – rabais négocié à 30%,
- n°4024CO15 - Réseau JC DECAUX – estimatif annuel de 150 000 € TTC – rabais négocié à 20% pendant 12 semaines dans l'année, 5 ou 10% les autres semaines selon le budget commandé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 935, 936 et 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les marchés tels que définis ci-dessus retenus par la Commission d'Appel d'Offres, ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

JNC 110183 DE

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié

l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATIONS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

La mise en œuvre effective des nouvelles compétences de la Métropole notamment concernant la voirie et les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain, nécessite de prévoir la possibilité de déléguer par décision un certain nombre de nouvelles compétences afin d'accroître la réactivité, l'efficacité de la Métropole et de développer une gestion quotidienne de proximité qui réponde aux attentes des élus et de la population.

Ainsi, il est proposé de rajouter dans le domaine 'Patrimoine et Domanialité' un point relatif aux permissions de voirie dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain :

1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions

sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention
- 1.6 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.7 autoriser l'acquisition d'œuvres d'art à titre onéreux qui ne font pas l'objet d'une demande de subvention, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 1.8 approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 1.9 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.10 fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- 1.11 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- 1.12 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- 1.13 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.
- 1.14 autoriser le transfert de biens du domaine public communal à la Métropole en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.
- 1.15 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs**

dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer et modifier les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

3.4 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.2 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant du 1er alinéa de l'article 3 du Code des marchés publics, lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.3 prendre toute décision concernant la résiliation des marchés publics et accords cadres conclus par Montpellier Méditerranée Métropole, ;

4.4 prendre toute décision autorisant dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, la signature des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix unitaires, dans la limite de 5% du montant « contractuel du marché », tel que défini à l'article 15 du CCAG Travaux pour les marchés à prix forfaitaire et dans la limite résultant de ces taux et des modalités de calcul définies à l'article 15.3 pour les marchés à prix mixte ;

4.5 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;

4.6 approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.7 prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion

de réseaux publics , relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur ;

4.8 préparer, passer, exécuter et régler tous les marchés publics relevant de l'urgence impérieuse telle que définie dans le Code des marchés publics, quelques soient leurs montants, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.9 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des protocoles transactionnels qui peuvent être passés dans le cadre des marchés à procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;

4.10 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence pour la conclusion des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.11 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés subséquents aux accords-cadres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

4.12 prendre toute décision concernant la signature des avenants de co-utilisation portant sur des marchés initialement passés par les communes membres de la Métropole, et dont l'objet couvre pour partie des compétences transférées à la Métropole et pour partie des compétences demeurant communales. Ces marchés seront en effet conjointement utilisés par la commune concernée et Montpellier Méditerranée Métropole, chacune sur la base de leurs besoins et compétences respectifs.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

INC 1109674 - DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

M. Philippe SAUREL

- 1 FEV. 2016





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE –
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la réception de nouvelles demandes d'élus métropolitains et d'élus désignés par les maires, il convient d'acter la participation de nouveaux membres et le retrait d'autres membres au sein des différentes commissions, par la présente délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la nouvelle composition des commissions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

INC MES 636 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GUIRAUD

Présidents Suppléants

Eliane LLORET

Didier MERLIN

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	GABORIT	France	Clapiers
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	MALLET-POUJOL	Nathalie	Jacou
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ANDREU	Francis	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle TOUZARD

Présidents Suppléants

Yvon PELLET

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MICHEL	Béatrice	Juvignac	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
RAYMOND	Joël	Montaud	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
COUR	Christophe	Montpellier	ESCURET	Serge	Castries
DANAN	Perla	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VIDAL	Maurice	Cournonsec
LLORET	Eliane	Sussargues	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
			LACHENAL	Renaud	Grabels
			MARINES	Jean François	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			LE PRUNENNEC	Fabien	Pignan
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Catherine DARDE

Présidents Suppléants

Noël SEGURA

Annie YAGUE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	BREDA	Isabelle	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
MALEK	Jérémie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
HART	Clare	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			CASTELL	Alain	Juignac
			JIMENEZ	Danièle	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			GROS	Emilie	Montaud
			GIMENEZ	Anne	Murviel-lès-Montpellier
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Bernard TRAVIER

Président Suppléant

Eliane LLORET

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
YAGUE	Annie	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARINES	Jean-François	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	DEBONO	Bella	Jacou
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			FRAISSE	Dély	Lavérune
			GAILLET	Murielle	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			ARNAUD	Audrey	Le Crès
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel-lès-Montpellier
			TAIONI-KLOSTER	Béatrice	Murviel-lès-Montpellier
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Stéphanie JANNIN

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
DEMON	Véronique	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MARTY	Robert	Cournonterral
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	FLACHER	Bruno	Grabels
BALAZUN	Geniès	Restinclières	LEMAIRE	Yannick	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MOULIN	Gaby	Jacou
VERA	Joël	Saussan	BRAEMER	Luc	Juignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
			LENOIR	Philippe	Lavérune
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			BRETON	Alain	Montferrier-sur-Lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoit	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, international, artisanat**

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Chantal MARION

Présidents Suppléants

Caroline NAVARRE

Thierry BREYSSE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
MARION	Chantal	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BRISAUD	Anne	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
NAVARRE	Caroline	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
DANAN	Perla	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
JAMET	France	Montpellier	LAGET	Jean-Jacques	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
DEMON	Véronique	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
PEREZ	Véronique	Montpellier	GROS	Emilie	Montaud
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	BOULET	Serge	Murviel-les-Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PIERRE	Denis	Murviel-les-Montpellier
			MATTERA	Patrick	Pignan
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
			DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
			DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Genies-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			CROS	Magali	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghislain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHULLAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Michèle CASSAR

Présidente Suppléante

Titina DASYLVA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
DASYLVA	Titina	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
JAMET	France	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
CASSAR	Michelle	Pignan	RUF	Thierry	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	LACOMBE	Guy	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérols	PETIT	François	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			DELAUZE	Daniel	Pignan
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Max LEVITA

Président(e-s) Suppléant(e-s)

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	AUFRANC	Thierry	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	NAZET MARSON	Magali	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	GREPINET	Alain	Juvignac
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	MARTIN	Eliane	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	PEREZ	Michel	Lavérune
LEVITA	Max	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
BRISAUD	Anne	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
DASYLVA	Titina	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
JAMET	France	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DURAND	Philippe	Saint-Brès
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Régine ILLAIRE

Présidente Suppléante

Patricia MIRALLES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	DALAINE	François	Castries
MALEK	Jérémie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MIRALLES	Patricia	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
			MARTY	Robert	Cournonterral
			GINE	Martine	Cournonterral
			EHRLICH	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			LARGUIER	Jérôme	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MAURY	Françoise	Lavérune
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			WASSELIN	Michèle	Pignan
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			SERRANO WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Noël SEGURA

Présidents Suppléants

Catherine DARDE

Jérémy MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BARON	Monique	Clapiers
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
MALEK	Jérémy	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
COTTE	Robert	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juvignac
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LENOIR	Philippe	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	MAURY	Françoise	Lavérune
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	WEBER	Jean-Paul	Lavérune
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			MAVEL	Catherine	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			MOYA ANNE	Claudine	Murviel-lès-Montpellier
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérols
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MORETEAU	Colette	Pérols
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOUI	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			SERRANO-WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Eliane LLORET

Président Suppléant

Max LEVITA

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
HART	Clare	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
LEVITA	Max	Montpellier	GAILLAC	Emmanuel	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JEAN	Bernard	Le Crès
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GARCIA	Michèle	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Jackie GALABRUN-BOULBES

Présidents Suppléants

Pascal KRZYZANSKI

René REVOL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
REVOL	René	Grabels	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrègues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
JAMET	France	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	RUF	Thierry	Jacou
CASSAR	Michelle	Pignan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint Drézéry	LOPEZ	Lionel	Lattes
			PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérols
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Cyril MEUNIER

Présidents Suppléants

Henri DE VERBIZIER

Jackie GALABRUN-BOULBES

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	DUTAU	Gilles	Clapiers
MICHEL	Béatrice	Juvignac	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	PISCOT	Marc	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	ALBERT	Marie	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
GIANIEL	Isabelle	Pérols	PERVENT	Paloma	Lavérune
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	CARBONELL	Gérard	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	Georges	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel-lès-Montpellier
			GIL	Mickael	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Laurent JAOUL

Président Suppléant

Lorraine ACQUIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
JAOUL	Laurent	Saint-Brès	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	VLASLOIR	Edith	Castelnau-le-Lez
LLORET	Eliane	Sussargues	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			BONNET	Marie-France	Jacou
			GRAVIER	Eugène	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Ressources Humaines

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Pierre BONNAL

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

Guy BARRAL

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
BUONO	Rosy	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARBE	Patrick	Montaud
			BOULAND	Corinne	Montaud
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

René REVOL

Présidents Suppléants

Renaud CALVAT

Cyril MEUNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
REVOL	René	Grabels	VINDOLET	Thierry	Clapiers
CALVAT	Renaud	Jacou	PISCOT	Marc	Cournonsec
MICHEL	Béatrice	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	FLACHER	Bruno	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MEUNIER	Cyril	Lattes	RUF	Thierry	Jacou
RAYMOND	Joël	Montaud	LENOIR	Philippe	Lavérune
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PETIT	François	Lavérune
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JAMET	France	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
GIANIEL	Isabelle	Pérols	ALBERNHE	Luc	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ASSIE	Rémi	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	VALLETTE VIALLLARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			LITTON	Michel	Pérols
			PELLET	Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-Luc MEISSONNIER

Président Suppléant

Fabien ABERT

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
JAMET	France	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
PHOUTTHASANG	Khanthaly	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
QUILES	Thierry	Pignan	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CARNET	Olivier	Cournonterral
JAUL	Laurent	Saint-Brès	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	TEISSIER	Michel	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			CASTELL	Alain	Juvignac
			THALY-BARDOL	Audrey	Juvignac
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CARBONNEILL	Philippe	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			DE MONTLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud
			RUIZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			MOULIN	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVASSE	Patricia	Pérols
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Présidente

Isabelle GIANIEL

Président Suppléant

Jean-Luc MEISSONNIER

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	FRANCES	Trinité	Cournonterral
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
PASTOR	Eric	Lattes	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	LACOMBE	Guy	Lattes
COUR	Christophe	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
CASSAR	Michelle	Pignan	LAZUTTES	Marie-André	Montferrier-sur-Lez
QUILES	Thierry	Pignan	CHARDES	Mylène	Montpellier
GIANIEL	Isabelle	Pérols	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
JAOL	Laurent	Saint-Brès	WASSELIN	Michèle	Pignan
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CINÇON	Sylvie	Pignan
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			TAVERNE	Jocelyne	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint-Drézéry
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Valorisation et protection animales, biodiversité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Jean-François AUDRIN

Présidents Suppléants

Rosy BUONO

François DELAINE

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
JAMET	France	Montpellier	GONDRAN	Claire	Grabels
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérois
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues

Commission Voirie, espace public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président

Rabii YOUSSEUS

Président Suppléant

Jérémie MALEK

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BASCOUL	Julien	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
BALAZUN	Génès	Restinclières	PISCOT	Marc	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Genès des Mourgues	FRANCES	Trinité	Cournonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	JUEN	Claude	Fabrègues
			OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			CAPEL	Christian	Lattes
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			MARTIN	Eliane	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			LOUCHE	Christian	Montaud
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			VIALLLARD VALLETTE	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POFTEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

COHÉSION SOCIALE – PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER CENTRE - CONVENTION TERRITORIALE - AVENANT N°10 - AVENANT À L'AVENANT DE CLÔTURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, a fait l'objet de plusieurs modifications entérinées par 9 avenants, signés au niveau local ou national.

Afin d'entériner les modifications apportées au projet sur la cité Gély et le centre ancien, et de définir les modalités de clôture définitive du programme de la convention, un avenant n°10, de clôture doit être signé par les maîtres d'ouvrage des opérations à clôturer du PRU Centre en entérinant notamment les points suivants :

Sur la Cité Gély :

- ☐ La définition du calendrier du programme de démolition de l'immeuble « l'arche », sous maîtrise d'ouvrage de l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat,
- ☐ La modification du calendrier du programme d'aménagements, à savoir :
 - les opérations de restructuration urbaine (voie Font Carrade, démolition partielle de l'ex centre social), sous maîtrise d'ouvrage respective de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier,
 - la démolition de 13 garages, sous maîtrise d'ouvrage de l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat,
- ☐ la modification des contreparties cédées à la Foncière Logement,
- ☐ La modification du calendrier du programme de résidentialisation et la signature d'une convention de groupement de commande avec l'Office public de l'habitat Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat permettant une réalisation cohérente des aménagements et une économie globale sur le projet.

Sur le centre ancien :

- La modification du calendrier du programme de logements sociaux sis 31 cours Gambetta, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SFHE,
- La modification du calendrier du programme d'aménagements, à savoir :
 - les voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire, sous maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole,
 - les conteneurs enterrés et boutiques à déchets, sous maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole,
- La modification du calendrier des opérations d'aménagement des espaces commerciaux et artisanaux, sous maîtrise d'ouvrage SERM,
- Les mesures envisagées sur les terrains initialement dédiés à la Foncière Logement,
- La demande de majoration du taux de financement permettant d'améliorer le bilan de l'opération « D1 Bilan aménageur en construction neuve »,
- La non-réalisation de l'étude d'un Plan stratégique local (PSL) entrant dans le cadre des études d'ingénierie et de conduite de projet.

Cet avenant a été rédigé en 2015 et les parties prenantes l'ont entériné également en 2015.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du 1^{er} janvier 2015. Cette transformation a eu pour effet le transfert de compétences détenues par la Ville de Montpellier à la Métropole et notamment la compétence voirie avec les opérations concernées (restructuration urbaine de la cité Gély, voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire, conteneurs enterrés et boutiques à déchets pour la partie génie civil...) désormais sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole après une année 2015 de transition.

Modalités de clôture définitive de la convention :

La date limite pour la demande de 1^{er} acompte (justificatif de 15% de la dépense par opération) est fixée au 30 juin 2017.

La date limite pour l'ensemble des demandes du solde, conformément au règlement comptable et financier de l'agence, est fixée au 31 décembre 2018.

A cette date, les opérations non encore soldées seront soit soldées en l'état connu des dépenses justifiées, soit feront l'objet d'un recouvrement le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°10 de clôture du PRU Centre à intervenir entre l'ANRU, l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SERM, l'OPH ACM, la SFHE groupe Arcade et l'Association Foncière Logement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, M. L. JAOL, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV 2016

Numéro de l'acte : INC 1108883 - DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE SYNDICAT DE L'AOC LANGUEDOC « GRÈS DE MONTPELLIER » - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de sa collaboration avec le Syndicat de l'AOC Languedoc « Grès de Montpellier », le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a accueilli, en mai 2015, une balade vigneronne et co-organisé des visites guidées œnologiques au fil de ses collections, lors de la Fête des Vignes. Les deux institutions souhaitent poursuivre leur collaboration en co-organisant à nouveau ce type de visites guidées.

Dans la perspective de cette collaboration, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat de l'AOC Languedoc « Grès de Montpellier » souhaitent consolider leur partenariat en établissant une convention.

Dans le cadre de cette convention le musée Fabre s'engage à :

- Co-organiser les visites guidées œnologiques.
- Accueillir au sein des ateliers éducatifs, la partie dégustation des visites œnologiques.
- Appliquer aux visites œnologiques, le tarif des visites guidées des collections permanentes soit 8 euros, pendant les horaires d'ouverture du musée Fabre,
- Participer financièrement à la partie dégustation de la visite œnologique pour un budget maximum de 500 euros par an.

Le syndicat « Grès de Montpellier » s'engage à :

- Assurer la partie dégustation des visites œnologiques,
- Rémunérer l'animateur des Grès de Montpellier.
- Apporter le matériel nécessaire à l'élaboration des visites œnologiques.
- Valoriser le partenariat par des actions de communication et notamment la mise à disposition de dépliants de promotion du musée dans ses locaux et auprès des producteurs viticoles.

Cette convention est conclue pour un an, renouvelable par tacite reconduction trois fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le syndicat "Grès de Montpellier",
- dire que les dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec le syndicat "Grès de Montpellier" ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

- 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : *MC 10871 DE*

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié
l'original.
Le Président,

- 1 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'ASSOCIATION L.PEICC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2015, près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

L'association L.PEICC (Imaginaire, Projets, Echange, International, Culture, Citoyenneté), Association d'Éducation Populaire, affiliée à Peuple et Culture, a pour vocation, dans le cadre de ses missions, de lutter contre l'exclusion sociale, professionnelle et culturelle à travers le développement d'une citoyenneté active. Dans ce cadre, l'association propose notamment des ateliers de pratiques artistiques et de médiation à destination d'enfants, d'adolescents et d'adultes du quartier Mosson. Le présent partenariat concerne une trentaine d'usagers en situation d'exclusion sociale.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec l'association L.PEICC, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

L'association L.PEICC s'engage à :

- ✓ Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- ✓ Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance,
- ✓ Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- ✓ Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge,
- ✓ Valoriser le partenariat établi,
- ✓ Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- ✓ Souscrire un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- ✓ S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- ✓ Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- ✓ Mettre à disposition ses médiateurs pour assurer les visites guidées à raison de trois par an.

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'association L.PEICC,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 110884 9 - AE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION LA CIMADE, GROUPE LOCAL MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2015, près de 1500 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

L'association La Cimade, groupe local Montpellier, dans le cadre de ses missions, a pour vocation de manifester une solidarité active et de défendre la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes. Dans ce cadre, l'association propose notamment des ateliers de médiation, de formation et d'éducation à destination de ces personnes. Le présent partenariat concerne une trentaine d'adultes en situation d'accès à la langue et à la culture française.

Afin d'inscrire dans la durée le projet mené avec l'association La Cimade, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

L'association La Cimade, s'engage à :

- ✓ Respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre,
- ✓ Assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance,
- ✓ Proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre,
- ✓ Prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge,
- ✓ Valoriser le partenariat établi,
- ✓ Informer le musée Fabre de toute communication sur le projet,
- ✓ Souscrire un abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- ✓ Proposer un tarif préférentiel : abonnement annuel de 30 euros sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires,
- ✓ S'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur,
- ✓ Inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser,
- ✓ Mettre à disposition ses plasticiens pour assurer les activités à raison de 3 à 5 ateliers de pratique artistique.

Cette convention est conclue pour un an reconductible deux fois. Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin de définir conjointement les perspectives et objectifs à atteindre sur les périodes de reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'association La Cimade, groupe local Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture : - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 408944 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLÓRET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION "LES AMIS DU MUSÉE FABRE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Créée il y a 25 ans, l'association des Amis du musée Fabre a pour objectifs la connaissance et le rayonnement du musée Fabre de Montpellier et, plus généralement, la promotion des arts plastiques dans leur diversité. A ce titre, elle entend jouer un rôle actif au profit du musée, en véritable partenaire du dynamisme culturel de Montpellier et de sa région. Elle s'adresse aux amateurs d'art et à ceux qui, quelles qu'en soient les raisons, se tiennent éloignés du Musée malgré leur désir de compréhension et leur plaisir devant la création artistique.

De par son objet, cette association œuvre au développement et au renforcement de l'activité et des animations du musée Fabre, de l'élargissement d'accès de ses collections et expositions au plus grand nombre. Elle soutient également le musée Fabre dans sa politique d'enrichissement de ses collections, en faisant don d'œuvres spécifiquement achetées pour le musée Fabre, à concurrence de montants évalués à environ 25 000 € / an sur les six dernières années.

Compte tenu des liens très étroits existants entre l'association des Amis du musée Fabre et le musée Fabre, et de la volonté commune des parties à concourir au développement, au sens large, du musée Fabre, de ses activités et de ses collections, il est proposé de formaliser cette collaboration par la conclusion d'une convention de partenariat d'une durée initiale de trois ans.

Selon les termes de cette convention, et conformément aux dispositions tarifaires en vigueur, les Amis du musée Fabre bénéficient d'un accès privilégié au musée Fabre : accès gratuit aux collections permanentes et aux expositions temporaires, possibilité pour l'association d'organiser des visites guidées spécifiques pour ses adhérents, moyennant le paiement d'un droit de parole.

L'association s'engage en contrepartie à participer à l'animation des journées spéciales organisées aux musées Fabre que sont notamment les dimanches de gratuité (1^{er} dimanche du mois), les journées du patrimoine (événement annuel, courant sur un week-end), et la nuit des musées (événement annuel, courant sur une nocturne). Elle s'engage également à organiser des conférences d'esthétique et d'histoire de l'art dans l'auditorium du musée Fabre, gratuites et accessibles à tout public, dont le thème et le calendrier sont établis en lien avec la direction du musée Fabre. Par ailleurs, l'association publiera des textes sur les collections et expositions temporaires du musée dans chacun des numéros de la revue trimestrielle « La Rencontre » qu'elle édite. Enfin, les Amis du musée Fabre s'engagent à participer à l'enrichissement des collections du musée Fabre notamment par l'acquisition (ou la participation à l'acquisition) d'œuvres d'art, préalablement validées par le Directeur du musée Fabre.

En contrepartie, et outre les dispositions tarifaires susmentionnées, le musée Fabre mettra gratuitement à la disposition de l'association son auditorium pour les conférences qu'elle organise, ainsi qu'un espace d'accueil des visiteurs dédié à l'association dans le hall du musée Fabre.

Chaque année, les parties feront un bilan moral et un bilan financier de l'exécution de la convention. En fonction des conclusions du dernier bilan, la convention sera ou non reconduite pour la même durée dans la limite de trois reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'association "Les Amis du musée Fabre",
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13616

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture
Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : *INC 109570-05*

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET L'ASSOCIATION CULTURE ET SPORT SOLIDAIRES 34 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Dans ce cadre, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création plastique pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2015, près de 1500 usagers issus des secteurs social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

L'association Culture et Sport Solidaires 34 a pour objectif de développer l'accès à la culture auprès de publics spécifiques accompagnés par les structures relais, partenaires de Culture et Sport Solidaires 34. Le partenariat entre le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Culture et Sport Solidaires 34 permettra, à travers un réseau de plus de 550 relais sociaux sur l'ensemble du territoire héraultais, d'assurer le rayonnement du musée auprès d'un public éloigné de la culture.

Afin d'inciter les 500 relais partenaires de l'association Culture et Sport Solidaires 34 à rendre le musée accessible, il est proposé de mettre gracieusement à leur disposition des billets d'entrée pour 80 personnes et d'établir une convention qui précise les engagements de part et d'autre.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole assurera la prise en charge financière de la mise à disposition gracieuse de ces billets pour un budget global de 530 €.

En outre, l'association Culture et Sport Solidaires 34 invitera les professionnels et bénévoles de ses relais sociaux à participer à des rencontres-formations organisées par le musée Fabre au musée. A cette occasion l'outil d'accès en autonomie dans les collections permanentes « Le sens du détail » sera valorisé.

Enfin, l'association Culture et Sport Solidaires 34 bénéficiera de l'organisation d'un projet spécifique annuel (visites ou ateliers) sur un thème choisi en lien avec le musée Fabre pour un groupe de 10 / 12 usagers issus des relais sociaux de Culture et Sport Solidaires 34.

Afin d'inscrire dans la durée le projet spécifique, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative. Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole proposera à Culture et Sport Solidaires 34 un tarif préférentiel : abonnement annuel de la structure de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Cette convention est conclue pour une durée de un an. A l'issue de cette période, elle sera renouvelée en fonction du bilan, chaque année, dans la limite de deux reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec l'association Culture et Sport Solidaires 34, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13617

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

INC 1106 789 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS 2016 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

I - Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2016 sa programmation, riche d'expositions et événements au fil des collections :

I 1 – Expositions

Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme

Du 24 juin au 16 octobre 2016

Montpellier, ville natale du peintre, et le musée Fabre, qui possède l'un des plus riches fonds de cet artiste, rendent hommage à Frédéric Bazille (1841-1870) dans une grande exposition plus de vingt-cinq ans après l'événement *Bazille et ses amis impressionnistes* (Montpellier, musée Fabre ; New York, The Brooklyn Museum of Art, 1992-1993) et treize ans après l'exposition *Bazille* (Paris, musée Marmottan Monet, 2003). L'exposition souhaite redonner toute sa richesse et sa singularité à une œuvre parfois réduite à n'être qu'un premier jalon dans l'histoire de l'impressionnisme. A la fois monographique et thématique, elle présentera les créations du peintre, sa culture visuelle et les œuvres qui ont marqué son temps.

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre les trois plus importantes collections d'œuvres de Bazille, le musée Fabre, à l'initiative du projet, le musée d'Orsay et la National Gallery of Art de Washington. Le comité scientifique de l'exposition se compose de Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, Conservateur Général du patrimoine, Paul Perrin, Conservateur des peintures au musée d'Orsay et Kimberly Jones, Associate Curator au département des peintures françaises de la National Gallery of Art de Washington. L'exposition a déjà reçu le soutien de nombreuses institutions françaises et étrangères ainsi que des collectionneurs privés.

A l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, département des arts décoratifs du musée Fabre, un volet thématique, la mode au temps de Bazille, présentera une sélection de costumes et d'accessoires, qui évoqueront la mode et la vie culturelle sous le Second Empire à Montpellier.

L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher et espaces d'interprétation multi-sensoriels

Décembre 2016 - mai 2017

L'art et la matière propose un concept innovant afin d'offrir un accès de tous aux sculptures par un dispositif tactile (moulages) ainsi que par des espaces d'interprétation multi-sensoriels notamment à destination des plus jeunes.

Cet espace propose de favoriser la mixité des publics et d'enrichir la réflexion autour de l'approche sensible de l'œuvre d'art. Novatrice, cette démarche s'appuie d'abord sur une forte volonté d'accessibilité à tous les publics et répond à une demande. Les publics empêchés sont les premiers types d'usagers ciblés, bien que le projet prévoit également des espaces réservés afin d'accueillir d'autres types de public, notamment les enfants dans le cadre familial et scolaire, mais aussi les adultes, tous rassemblés autour d'une autre expérience de l'art favorisant les échanges et les découvertes réciproques.

Ce projet assure la valorisation des collections du musée Fabre de façon pérenne : les moulages pourront être valorisés dans d'autres structures telles que des médiathèques ou maisons pour tous. Des projets de médiation hors les murs seront développés ayant pour finalité la venue au musée et la découverte des œuvres originales in situ.

L'exposition bénéficie déjà du soutien scientifique et matériel du musée du Louvre qui offre toute son expérience avisée en la matière et prêtera cinq moulages de sculptures.

I 2 – Evènements

3^{ème} édition du Prix Félix Sabatier : une récompense pour les nouveaux talents des Ecoles des Beaux-Arts

Mars à juin 2016

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'est associé à la Fondation Typhaine et à cinq écoles supérieures des Beaux-Arts du Sud de la France pour créer le prix « Félix Sabatier ».

Destiné à soutenir la jeune création plastique se développant dans les écoles d'art, ce prix distingue les œuvres d'étudiants diplômés des écoles partenaires à la suite du vote d'un jury de professionnels du monde de l'art.

Créé en mars 2012, le prix « Félix Sabatier » a pour objectif de récompenser les jeunes étudiants ayant obtenu leur Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP).

Pour cette nouvelle édition, trois œuvres par école seront présélectionnées par les directeurs des écoles d'art concernées. Un jury composé de membres qualifiés, dont la Présidente de la Fondation Typhaine, le Directeur du musée Fabre, d'artistes et de professionnels de l'art, se réunira pour étudier les œuvres de chaque étudiant et désignera les lauréats.

Ce prix offre aux lauréats des bourses allant de 5 000 à 10 000 euros et l'opportunité d'exposer leur travail au sein des collections du musée Fabre.

Accrochage Acquisitions

Printemps 2016

Fort de son ambitieuse politique d'acquisition due à un soutien fort de la Métropole et à la générosité de ses mécènes, le musée Fabre souhaite exposer ses récentes acquisitions par un accrochage spécifique. La présentation des derniers achats d'œuvres de Raoux, Vien, Cabanel, Glaize, Leenhardt et d'artistes du groupe Support/Surface permettra de montrer l'attachement du musée Fabre à l'enrichissement perpétuel du patrimoine des habitants de la Métropole.

Accrochage Meurice

Mars – juin 2016 (atrium)

A l'occasion de la donation importante de plusieurs œuvres de Jean-Michel Meurice, le musée présentera les œuvres les plus monumentales de l'artiste ainsi que quelques prêts issus de son atelier.

Accrochage peintures languedociennes

Fin juin – octobre 2016 (salles Bazille et Canonge, atrium Richier)

En parallèle à l'exposition *Frédéric Bazille*, le musée Fabre proposera un accrochage d'artistes du XIXe et du XXe liés au Languedoc.

Joseph Marie Vien (1716-1809)

Novembre 2016 – février 2017

Suite à l'acquisition de *Sarah présentant Agar à Abraham*, et pour célébrer le tricentenaire de l'anniversaire de l'artiste, le musée souhaite consacrer une exposition dossier à Joseph Marie Vien, artiste né à Montpellier et dont le musée possède une belle collection.

I 3 – Préparation exposition 2017

François Rouan

Février – mai 2017

La première exposition consacrée à François Rouan à Montpellier – où il est né en 1943 – se concentrera sur son travail de peinture. Mené depuis le milieu des années 60, ce travail exigeant, jouant tantôt d'une monochromie presque austère (série des *Portes*, 1971-1976), tantôt d'une exubérance colorée et baroque (*Constellations tabouées* 1992-1993), déploie les différentes modalités d'une technique inventée dès 1965 : le tressage. Pas seulement une manière de « peindre sur bandes » comme disait Jacques Lacan en 1978, mais aussi et surtout un mode de pensée, le principe du tressage gouverne l'œuvre de Rouan. L'exposition retracera ces quelque cinquante années de peinture avec une sélection très serrée : une cinquantaine de tableaux seulement, choisis parmi les plus importants, pour jalonner ces cinq dizaines d'années, de 1965 à 2015, et pour signifier l'ampleur d'une œuvre certes largement exposée, mais encore à découvrir.

Afin de présenter ces événements exceptionnels et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'organiser des voyages de presse et conférences de presse auxquels seront conviés des représentants de la presse nationale et spécialisée.

Il est également prévu que les co-commissaires d'expositions, conférenciers ou artistes soient invités aux vernissages de ces expositions ainsi qu'aux conférences organisées par le musée Fabre. De plus, les co-commissaires, conférenciers et les artistes pourront, dans le cadre de la préparation des événements, bénéficier de la prise en charge des frais liés à leur déplacement à Montpellier.

La logistique de ces déplacements (frais de transport, d'hébergement, de restauration) sera prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

De même, il est proposé d'autoriser et de prendre en charge les voyages à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Fabre, dans le cadre de leurs missions ; visualisation et estimation de l'état des œuvres en projet d'acquisition, préparation d'expositions, présence à des vernissages d'expositions co-organisées avec des institutions étrangères (*Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme...*) ...etc.

Le coût prévisionnel se répartit comme suit :

- *Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme* : 8 000 €
- *L'art et la matière* : 4 000 €
- *François Rouan* : 3 000 €
- *Prix Félix Sabatier* : 1 000 €
- Accrochages et expo-dossier *Joseph-Marie Vien* : 5 000 €
- Déplacements à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Fabre et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 8 000 €

II – Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit en 2016 sa programmation riche d'expositions et d'événements culturels.

II 1 – Expositions

Les Étrusques en toutes lettres. Écriture et société dans l'Italie antique

Du 17 octobre 2015 au 29 février 2016 - MAEC du 18 mars au 31 juillet 2016

L'exposition rend compte des recherches les plus récentes sur l'écriture étrusque à travers plus de 80 œuvres. Les documents et objets présentés illustrent la diversité des supports et des pratiques de l'écriture dans la Méditerranée antique, mais aussi les acquis de la recherche sur une langue encore largement incompréhensible.

Ainsi, diverses inscriptions étrusques majeures, parmi lesquelles la table de Cortone (II^e siècle avant J.-C.), un des trois plus longs textes étrusques identifiés, sont présentées aux côtés de pièces inédites méconnues. De somptueux objets témoins de la civilisation étrusque rappellent le quotidien de ce peuple : statues en marbre et en bronze, urnes funéraires, vases en céramique, miroirs, objets de culte. Cette exposition est coproduite par le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le Musée archéologique étrusque de Cortone (Toscane, Italie) en collaboration exceptionnelle avec le musée du Louvre.

Afin d'organiser le transfert de l'exposition à Cortone et le retour des œuvres issues de collections du sud de la France de cette exposition, une équipe du musée de Lattes (responsable scientifique des collections) se rendra en Italie au mois de mars 2016 (du 14 au 19 mars, date prévisionnelle) et au mois d'août 2016.

L'écriture de l'Égypte ancienne (titre provisoire)

Du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017

Cette exposition est coproduite par le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, avec la collaboration scientifique de l'équipe « Égypte Nilotique et Méditerranéenne » (ENM), Laboratoire d'Excellence « Archéologie et Histoire de la Méditerranée et de l'Égypte anciennes » (LabEx ARCHIMEDE), Université Paul Valéry – Montpellier 3. Cette exposition bénéficie du partenariat scientifique et de prêts exceptionnels du musée du Louvre.

Depuis le début du XIX^e siècle, la civilisation égyptienne exerce un intérêt continu, voire une fascination sur les esprits et quantité de livres, documentaires ou expositions, en présentant

régulièrement les traits les plus saillants au grand public. Pourtant, depuis la redécouverte du système hiéroglyphique par Jean-François Champollion (1790-1832), à partir de 1822, l'écriture égyptienne antique reste pour beaucoup, probablement à cause de son esthétique, encore parée de ses « mystères ». L'exposition prévue au musée Henri Prades de Lattes a donc pour ambition de présenter au grand public une vision claire et renouvelée de l'écriture, et plus précisément les différentes écritures (hiéroglyphes, hiératique et démotique), de l'Égypte ancienne, à l'aune de nouvelles découvertes ainsi que des avancées de la recherche sur les systèmes d'écriture.

Dans le cadre de la préparation de la scénographie et du catalogue, trois déplacements à Paris sont prévus (commissariat général de l'exposition) au cours du premier semestre 2016.

Exposition d'art contemporain

Depuis 2007, le Site archéologique Lattara-musée Henri-Prades soutient et expose la création contemporaine dans une volonté d'ouverture et de transversalité culturelle. A l'occasion de la programmation de cette 9^{ème} exposition, l'artiste invité, Jean Denant, investira l'espace muséal avec la production d'un ensemble d'œuvres *in situ*, afin de susciter une approche inédite de Lattara.

Avec ce nouveau projet de création encore en gestation, Jean Denant se livre à une réflexion sur les processus de destruction et d'effacement qu'engendre l'archéologie alors même qu'elle révèle le cours de l'histoire. Une ou plusieurs installations viendront s'inscrire directement au sol, dans le parcours muséographique de la collection permanente de Lattara, en confrontation avec un site archéologique réel ou sublimé...

Plasticien, diplômé de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Toulouse, Jean Denant, aujourd'hui reconnu sur la scène nationale, vit et travaille à Sète. Artiste très complet, il se confronte à tous types de matériaux et de supports dans un travail de construction/déconstruction qui requiert un vrai engagement physique.

Il est prévu de convier la presse au vernissage des expositions temporaires.

II 2 - Evènements

- Journée thématique : l'alimentation dans l'Antiquité

Comme en 2015, le service des publics propose une journée thématique à destination des familles. Après avoir abordé la lumière dans l'Antiquité, le 20 avril 2016 sera consacré à l'alimentation dans l'Antiquité.

Deux pôles se distingueront au cours de cette journée :

- La boulangerie : depuis la récolte des céréales jusqu'à la dégustation de galettes, le public découvrira les différentes étapes de confection de pain antique (moudre le grain, préparer les recettes, cuisson).
- Les saveurs des recettes antiques : découvrir les différents saveurs de recettes et plats antiques à dans le cadre d'un buffet de dégustation selon les recettes transmises par les sources anciennes.

Deux intervenants participeront à cette journée aux côtés des médiatrices du musée.

- Nuit européenne des musées : contes, danses et musiques

Le musée Henri Prades participera cette année, le 21 mai 2016, à cette manifestation européenne en proposant des animations dans les collections qui inviteront le public à regarder le patrimoine archéologique à travers les contes, la danse et la musique.

Quatre intervenants seront associés à cette manifestation.

- Journées nationales de l'archéologie

Les 20 et 21 juin 2016, le musée propose lors des journées nationales de l'archéologie des reconstitutions sur le thème de la civilisation étrusque. Différents intervenants proposeront des reconstitutions historiques sur les activités civiles et militaires, les décors peints dans la céramique étrusque et une initiation et découverte de la parure et des rituels étrusques.

Trois intervenants animeront aux côtés de l'équipe du musée et de l'INRAP ces journées.

- Ciné-club

Délibération n° 13618

Le musée Henri Prades, en association avec la médiathèque et le théâtre Jacques Cœur de Lattes propose deux cycles de ciné-club en 2016. Chaque séance est animée par un spécialiste qui permet ainsi d'instaurer un échange avec le public :

- Premier trimestre (janvier, février, mars) : cycle de cinéma contemporain.
Le musée Henri Prades prendra en charge 2 interventions dans ce cycle.
- Dernier trimestre (octobre, novembre, décembre) : cycle consacré au cinéma d'auteur.
Le musée Henri Prades prendra en charge 1 intervention dans ce cycle.

Le coût prévisionnel se répartit comme suit :

- *Les Étrusques en toutes lettres* : 4 400 €
- *L'écriture de l'Égypte ancienne* : 2 800 €
- Exposition d'art contemporain Jean Denant : 3 750 €
- Evènements : 13 800 €
- Visite de presse : 1 000 €

III - Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité d'établissement public d'enseignement artistique, est tenu lors des examens de fin d'année et des concours d'entrée, d'organiser des jurys dont les membres sont des personnalités qualifiées.

Conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Culture et de la Communication, les jurys, composés chacun de 3 à 5 membres, se réunissent par discipline, trente-quatre au total, parmi lesquelles la pratique des instruments, de la danse, de la direction d'orchestre, de la formation musicale, etc...

Le Conservatoire à Rayonnement Régional programme également, dans le cadre de ses missions, près de 200 manifestations par an (classes de maîtres, conférences, concerts, spectacles de danse, échanges pédagogiques, etc...), pour lesquelles des intervenants extérieurs sont sollicités.

Par délibérations n°12161 du 6 février 2014 et n°12702 du 18 décembre 2014, le Conseil de Communauté a approuvé les conditions de prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des membres de jurys et examens, et des intervenants extérieurs susmentionnés, sur la base des frais réels engagés.

Il est proposé de prolonger ce dispositif et que Montpellier Méditerranée Métropole prenne à sa charge, aux frais réels, les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement des personnalités qualifiées et intervenants susmentionnés.

Le coût global prévisionnel maximum s'établit sur l'année 2016 comme suit :

- 12 000 € pour les frais de restauration et d'hébergement,
- 18 000 € pour les frais de déplacement.

IV – Le Planétarium Galilée de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de son cycle annuel de conférences, souhaite inviter Monsieur Hubert Reeves, éminent astrophysicien, pour une intervention programmée fin octobre 2016. Compte-tenu de la renommée de cet intervenant, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne en charge les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration liés à sa venue, à concurrence d'un montant maximum de 1 000 €.

L'ensemble des frais susmentionnés aux paragraphes I, II, III et IV de la présente délibération, seront remboursés conformément aux décrets n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié et n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié. En application de l'article 5 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, ces frais pourront, le cas échéant, être pris en charge dans le cadre du marché conclu par Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la délibération n°12087 du 19 décembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers et artistes, invités par le

Délibération n° 13618

musée Fabre dans le cadre de sa programmation 2016, à concurrence d'une dépense maximum de 21 000 €,

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du musée Fabre et de toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 8 000 €,

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers, intervenants-animateurs et artistes, invités par le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades dans le cadre de sa programmation 2016, à concurrence d'une dépense maximum de 21 750 €,

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et de toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 4 000 €,

- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de transport, d'hébergement et de restauration des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 30 000 €,

- autoriser la prise en charge des frais de déplacements et d'hébergement d'un conférencier au Planétarium Galilée pour un montant de 1 000 €,

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,

- autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 3 FEV 2016 684 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait **certifié** conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - CONVENTION DE COOPÉRATION LIÉE AU TRANSFERT DE DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES RELEVANT DU DÉPÔT LÉGAL IMPRIMEUR ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE (BNF) ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537, le dépôt légal a été créé par François 1^{er}, afin de préserver le patrimoine écrit. Le dépôt légal effectué par les éditeurs a été étendu également aux imprimeurs, et régionalisé au milieu du XX^e siècle. Dès cette date, la bibliothèque municipale classée de Montpellier a été chargée de cette mission d'intérêt national.

Depuis 1998, la Médiathèque Centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur ».

Montpellier Méditerranée Métropole a signé en 2015 une convention cadre de pôle associé de dépôt légal avec la BnF (n° 2015-117/423), pour une durée de cinq ans du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2019. En 2015 une subvention d'un montant de 50 700 euros a été allouée à Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour l'année 2016, la BnF propose une convention de coopération liée au transfert des exemplaires de dépôt légal imprimeur des documents cartographiques régionaux imprimés en Île-de-France (en particulier la production de l'IGN). Ces documents étant déjà conservés à la BnF au titre du dépôt légal éditeur, la BnF propose le transfert vers la Médiathèque Centrale Emile Zola des cartes concernant la Région, afin de nous permettre l'enrichissement des fonds locaux. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à donner aux documents reçus un traitement identique à celui qu'elle donne aux documents issus du dépôt légal imprimeur (conformément aux articles R131-1 à R132-8 et L132-4 à L132-6 du Code du Patrimoine).

En 2014, la Médiathèque Emile Zola a reçu 1371 livres, 289 titres de périodiques, 4679 brochures, 536 affiches, 156 cartes et plans et 55 cartes postales.

Depuis le 5 novembre 2014, la Médiathèque propose la consultation des archives de l'internet par l'accès distant aux serveurs de la BnF et participe à la sélection des sites internet collectés par la BnF.

Le dépôt légal représente un atout d'importance pour l'enrichissement des collections patrimoniales d'intérêt local et régional et permet, dans une large mesure, de réaliser une bibliographie régionale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération liée au transfert de documents cartographiques relevant du dépôt légal imprimeur avec la Bibliothèque nationale de France,
- autoriser Monsieur le Président à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

INC 1103773 DE

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.

- 1 FEV. 2016





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**CULTURE – RECONSTRUCTION DE LA MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE -
LANCEMENT DE LA CONSULTATION EN VUE DES TRAVAUX - APPROBATION DE
L'ENVELOPPE FINANCIÈRE GLOBALE DE L'OPÉRATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°10509 du 29 novembre 2011, le Conseil a approuvé le lancement de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez, lequel a été établi à 3,9 M€ H.T., valeur juin 2013, et autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics.

Par délibération n°12757 du 05 février 2015 le Conseil de Métropole a attribué au groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13 relatif à la médiathèque Aimé Césaire sur la Commune de Castelnau-le-Lez, l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux étant alors estimée à 2 700 000 € H.T., valeur juin 2013, par le maître d'ouvrage.

Par délibération n°13314 du 30 septembre 2015 le Conseil de Métropole a adopté l'Avant-Projet Définitif de l'opération, ainsi que l'estimation définitive prévisionnelle du coût des travaux fixée à 3 036 918,00 € H.T.,

A la suite de la poursuite des études au stade PRO, il est aujourd'hui proposé de lancer en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics un appel d'offres ouvert, visant à la conclusion des marchés de travaux décomposés comme suit (chaque lot faisant l'objet d'un marché distinct) :

n °lot	Libellé lot	Montant forfaitaire estimatif en € H.T.
1	Terrassement / VRD	273 000 €
2	Gros-Œuvre / Fondations	730 000 €
3	Charpente bois / murs à ossatures bois / bardage bois	105 000 €
4	Etanchéité	75 000 €
5	Menuiseries aluminium / Serrurerie	495 000 €
6	Vêture inox / isolation	296 000 €
7	Agencement / menuiserie bois	154 000 €
8	Plâtrerie / Cloisonnement / Faux Plafond	118 000 €
9	Revêtements de sols coulés / sols souples / sols durs / faïences	102 000 €
10	Peintures intérieures	64 000 €
11	Chauffage / ventilation / rafraîchissement / plomberie / sanitaires	387 000 €
12	Electricité	280 000 €
13	Ascenseurs	28 000 €
14	Espaces verts	13 000 €
	Montant estimatif total	3 120 000 €

L'enveloppe financière globale de l'opération, estimée initialement sur la base du programme, à 3,9 M € H.T. en juin 2013, doit ainsi être recalée à 4,35 M€ H.T., valeur novembre 2015. Cette augmentation est liée d'une part à l'actualisation du prix, et d'autre part à la démarche environnementale exemplaire engagée sur ce bâtiment (labellisation Bâtiment à Energie POSitive (BEPOS), ce qui sera une première en France pour une médiathèque).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la dénomination et les estimations des 14 lots des marchés de travaux pour la réalisation de la médiathèque Aimé Césaire, ainsi que le montant global de l'ensemble des marchés de travaux à 3,12 M€ H.T.,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres pour les travaux de construction de la médiathèque Aimé Césaire,
- approuver l'enveloppe financière globale de l'opération à 4,35 M€ H.T.,

Délibération n° 13620

- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission d'Appels d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché, y compris son éventuelle résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC MO 6784 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – ÉTABLISSEMENTS CULTURELS - ADHÉSION À DES RÉSEAUX D'ÉCHANGES PROFESSIONNELS - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de leurs activités, les établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole adhèrent depuis plusieurs années à un certain nombre de réseaux professionnels. Il est proposé, pour l'année 2016, de renouveler l'adhésion à ces réseaux :

Pour le réseau des médiathèques :

Réseau Carrel – Montant annuel de l'adhésion : 50 €

Groupement national qui favorise la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique : négociation de tarifs privilégié, mutualisation, développement de l'offre, accessibilité.

Languedoc-Roussillon Livre et Lecture – Montant annuel de l'adhésion : 50 €

Financée par la DRAC et par la Région, LR2L regroupe les acteurs du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et médiateurs du livre en région). L'adhésion permet de participer aux assemblées générales et de prendre ainsi part aux choix stratégiques et professionnels. En outre, le réseau des médiathèques fait partie du Pôle associé documentaire régional constitué avec la Bibliothèque nationale de France, la DRAC, la Région et la LR2L.

Images en bibliothèques – Montant annuel de l'adhésion : 110 €

Association de coopération nationale pour la mise en valeur des collections cinématographiques et audiovisuelles dans les bibliothèques. Elle apporte aux vidéothécaires les éléments de réflexion et d'anticipation indispensables à l'évolution de leur métier. Elle permet aux adhérents de bénéficier d'un catalogue et de tarifs privilégiés, notamment dans le cadre de la manifestation nationale « Le mois du film documentaire ». Elle permet également de bénéficier de formations.

Comité français du Bouclier bleu - Montant annuel de l'adhésion : 300 €

Le bouclier bleu a pour rôle d'informer, de sensibiliser et de former tous les publics à la fragilité du patrimoine culturel mais également d'accompagner et promouvoir les actions de prévention et d'intervention d'urgence. Pour assurer une meilleure sécurité des collections, la médiathèque centrale Emile Zola a produit un plan de conservation des documents patrimoniaux, ce qui permet également d'être en conformité avec la charte de conservation préconisée par le Ministère de la Culture. Parallèlement, il faut également concevoir un plan d'urgence en cas de sinistres (inondations, incendies...). L'adhésion au Comité français du Bouclier bleu permet de disposer d'un appui et d'une expertise en la matière.

Association des utilisateurs de logiciels INFOR bibliothèque - Montant annuel de l'adhésion : 120 €

La participation à cette association permet de faire des retours sur le bon fonctionnement et sur les dysfonctionnements du système intégré de gestion de bibliothèque VSmart par INFOR utilisé dans le réseau des médiathèques, ce qui permet d'obtenir des améliorations sur le produit utilisé. Adhérer permet d'être plusieurs à demander des développements de fonctionnalités complémentaires, de façon privilégiée.

Pour le musée Fabre :

Club Innovation & Culture (CLIC FRANCE) – Montant annuel de l'adhésion : 700 €

Depuis 2008, le CLIC fédère les musées, lieux de patrimoine et de sciences français les plus innovants en matière de nouveaux services numériques destinés au public. Ce réseau est constitué de plus de 300 lieux culturels et d'une quinzaine d'entreprises qui souhaitent partager leurs bonnes pratiques et expériences et développer des projets numériques communs et innovants. Le CLIC est une ressource pour la mise en place des projets et un lieu d'échange, notamment par le biais du congrès annuel qui permet de découvrir les projets innovants et constitue un temps de rencontres entre professionnels du secteur.

French Régional American Museum (FRAME) - Montant annuel de l'adhésion : 6 000 €

L'association FRAME créée en 1999 est une fédération de 26 musées de France et d'Amérique du Nord, dont le musée Fabre. Ce réseau promeut l'échange culturel dans un contexte collaboratif entre musées. FRAME encourage les partenariats entre ses musées membres afin d'organiser des expositions, de développer des programmes culturels innovants pour ses publics et de favoriser des échanges de professionnels parmi les équipes de ses musées.

International Council of Museums (ICOM) - Montant annuel de l'adhésion : 700 €

Organisation créée en 1946 par des professionnels des musées et pour les professionnels des musées. Il s'agit d'un réseau unique de plus de 30 000 musées et de professionnels des musées incarnant la communauté muséale mondiale. Sa principale mission est la mise à disposition d'experts issus de 136 pays et territoires pour répondre aux défis des musées dans le monde.

Club Business de la SAEM – Sud de France Développement - Montant annuel de l'adhésion : 1 140 €

Le « Club Business » est une structure de promotion de la SAEM – Sud de France Développement. En 2015, il a regroupé environ 70 adhérents parmi lesquels des hôtels, des palais et bureaux de congrès et des lieux de découverte et de loisirs comme peuvent l'être l'Aquarium Mare Nostrum ou le Planétarium Galilée dans la Métropole. Le musée Fabre souhaite attirer ce tourisme d'affaires en intégrant le « Club Business ».

Cercle Prestige – Sud de France Développement - Montant annuel de l'adhésion : 1 140 €

Le « Cercle Prestige » est un club de Sud de France Développement ouvert aux particuliers et faisant la promotion de produits touristiques régionaux haut de gamme via leurs tours operators. Ce club compte des hôteliers, des restaurateurs, des professionnels de l'accueil et des représentants de grands monuments de la région. De la Camargue aux Pyrénées-Orientales, des Grands Causses au littoral méditerranéen, Sud de France Développement a sélectionné une cinquantaine d'établissements haut de gamme. En adhérant au « Cercle Prestige », le musée Fabre intègre le réseau de structures haut de gamme visitées par les touristes ayant souscrit à l'offre touristique des tours operators Sud de France.

Pour le planétarium Galilée :

Association des Planétariums de Langue Française (A.P.L.F.) – Montant annuel de l'adhésion : 60 €

Créée dans le but de renforcer les liens entre le monde des Planétariums et les astronomes professionnels, et développer les Planétariums en favorisant rencontres et échanges, l'APLF réunit actuellement 110 membres représentant 22 Planétariums.

Comité de Liaison Enseignants et Astronomes (CLEA) - Montant annuel de l'adhésion : 40 €

Le Comité de Liaison Enseignants et Astronomes prône l'enseignement de l'astronomie, vecteur de culture et de développement de la curiosité pour les sciences, à tout niveau scolaire. Il cible ses activités sur la formation initiale et continue des enseignants, passeurs primordiaux de savoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser pour l'année 2016, l'adhésion annuelle aux réseaux d'échanges professionnels susmentionnés,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13621

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : IMC 1106783-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT À LA CONVENTION DE DÉPÔT D'OBJETS ARCHÉOLOGIQUES ENTRE LE MUCEM ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de mettre en valeur les collections archéologiques conservées au Musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et de diffuser ce riche patrimoine auprès du plus grand nombre, à chaque fois que cela est possible, il est répondu positivement aux demandes de prêt et de dépôt qui lui sont faites.

Dans cet objectif, le 19 avril 2013, une convention de dépôt d'objets archéologiques a été signée pour une durée de 5 ans entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole et le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée de Marseille (MuCEM). Elle précise les modalités de ce dépôt, notamment en termes de transport, d'assurance et de restauration des objets et établit l'ensemble des obligations du musée dépositaire.

Sur les bases de cette première collaboration, les deux établissements ont également souhaité se rapprocher afin de développer en commun, sur le moyen et le long terme, divers projets visant à diffuser les connaissances liées à leurs patrimoines respectifs. Une convention de partenariat avec le MuCEM a été signée, pour une durée de trois ans, en ce sens à ce même moment, afin de promouvoir les expositions respectives des deux musées.

En raison de travaux de réaménagement dans la Galerie de la Méditerranée, salle 1 (singularité I) qui ont débuté en novembre 2015, le MuCEM se voit dans l'obligation de démonter certaines œuvres y étant présentées. Les deux musées se sont donc rapprochés pour définir les modalités d'interruption anticipée du dépôt pour une partie des œuvres.

Afin de formaliser cette opération, il est nécessaire de signer un avenant à la convention de dépôt originale.

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance liés à ce retour anticipé seront pris en charge financièrement par le MuCEM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de dépôt d'objets archéologiques entre le MuCEM et la Métropole;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 406582 - DE

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président

M. Philippe SAUREL



- 1 FEV. 2016

3 FEV. 2016

3 FEV. 2016



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es) :

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es) :

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

CULTURE – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LA SOCIÉTÉ 7LTV ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La société 7LTV exploite son canal de télévision local sous la marque « TV Sud Montpellier » en vertu d'une convention conclue avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en date du 27 juin 2006.

La loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de la communication définit des grands principes qui régissent son activité :

- respect du pluralisme de l'information ;
- indépendance éditoriale ;
- vocation locale des émissions ;
- volonté d'atteindre tous les publics en leur offrant un espace d'expression où les problèmes de la vie courante sont privilégiés ;

Ce dispositif législatif est complété par l'article L 1426-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de conclure avec une personne morale à qui est confié un service de télévision locale, un contrat d'objectif et de moyens définissant les missions de service public qui incombent à cette chaîne et leurs conditions de mise en œuvre, notamment financières, pour une durée comprise entre 3 et 5 ans.

Par délibération n°10570 du 20 décembre 2011, le Conseil a autorisé la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2012, dont le terme a été fixé au 31 décembre 2015 par avenant n°1.

Compte tenu du retour d'expérience de ce partenariat, et de l'intérêt de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier à conventionner avec la société 7LTV pour, entre autre, la promotion et la diffusion de leurs activités sur leurs territoires respectifs, il est proposé de conclure avec 7LTV une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs, tripartite, pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois par reconduction expresse pour la même durée.

La convention à intervenir a pour objet de fixer les axes de collaboration entre 7L, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier. Les productions vidéo réalisées dans ce cadre s'appuieront sur le planning prévisionnel des manifestations de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, remis à jour chaque année et annexé à la convention.

D'une façon générale, la société 7LTV s'engage à couvrir tous les aspects de la vie locale en l'abordant sous des angles variés : social, économie, culture, sport, politique, vie scolaire et universitaire, faits de société etc, de l'échelle communale à celle de la Métropole voire du pôle métropolitain. Dans ce cadre, elle s'attache à favoriser la compréhension de l'organisation institutionnelle, à conforter l'identité du territoire en valorisant sa cohérence comme ses spécificités locales et à renforcer l'expression des citoyens dans un souci de démocratie participative.

En outre, une attention plus particulière sera apportée à certaines des thématiques portées par les deux personnes morales à travers leurs politiques publiques, sur la base des 7 piliers stratégiques de la Métropole : Santé, Numérique, Transport et mobilités, Développement économique, tourisme et industrie, Agro-écologie-alimentation, Culture, patrimoine, universités, et Citoyenneté, développement social, égalité des chances.

Au sein de ces thématiques seront mis en exergue de façon particulière les sports extrêmes au sens large, de ceux pratiqués au Fise jusqu'à la course camarguaise voir d'autres sports traditionnels, le sport féminin, les cultures urbaines (musiques électroniques, street art, etc.), la qualité des architectures anciennes et contemporaines des villes et des villages.

L'ensemble des communes de la Métropole et du Pôle Métropolitain feront l'objet d'une attention particulière de la société 7LTV. La déclinaison de ces thématiques dans la grille de programme

Délibération n° 13623

de 7LTV pourra prendre plusieurs formes : web-reportages, magazine hebdomadaire « Montpellier Méditerranée », émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle et cinématographique.

Enfin, l'ensemble des productions réalisées par 7L TV dans le cadre de la présente convention sera mis à la disposition de la Ville et de la Métropole via la plateforme *My Vidéo Place* de la chaîne. Ces programmes pourront être librement réutilisés et diffusés via les sites et réseaux sociaux des deux personnes morales .

En contrepartie de ces engagements, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole verseront à la société 7LTV une participation annuelle forfaitaire de, respectivement, 60 000 € H.T., et 250 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec la société 7LTV et la Ville de Montpellier,
- fixer le montant de la participation annuelle forfaitaire de Montpellier Méditerranée Métropole à 250 000 € H.T., soit 275 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susvisée ainsi que tout autre document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : MC 03925 - OE

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PRÉFIGURATION DU BÂTIMENT TOTEM DÉDIÉ AU NUMÉRIQUE DANS LES LOCAUX DE L'ANCIEN HÔTEL DE VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSENTIE PAR LA VILLE - MANDAT À LA SAAM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du développement de sa stratégie économique, Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu, le 12 novembre 2014, le label national « French Tech » pour le dynamisme de son écosystème dédié au numérique et à l'innovation.

Cette distinction particulière est destinée à mettre en valeur un écosystème notamment de start-ups. Montpellier Méditerranée Métropole poursuit ainsi dans la voie de l'innovation et met en œuvre les moyens nécessaires pour favoriser le développement économique des entreprises. La réalisation d'un bâtiment totem du numérique est un élément clé de cette stratégie.

Dans ce cadre et en attendant la construction prochaine de ce bâtiment totem, la métropole a souhaité, pour accompagner cette dynamique, mettre dès à présent à disposition de la communauté French Tech une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier.

Dans ce contexte et afin de se doter de structures permettant l'accueil provisoire de ces entreprises, la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien hôtel de ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans.

Montpellier Méditerranée Métropole assurera, dans le cadre d'un mandat confié à la SAAM pour la réalisation des travaux et l'accompagnement à l'installation des futurs utilisateurs, l'aménagement et la gestion d'un pôle numérique « totem » dans le cadre de la labellisation « French Tech ».

L'espace dédié concerne le rez-de-chaussée pour une contenance d'environ 977 m², le R+1, hors circulations verticales et sanitaires, pour une contenance d'environ 480m² et les R+2 à R+4, dans les mêmes conditions, pour une contenance d'environ 2140m². Soit un total d'environ 3 600 m².

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à:

- assumer les responsabilités et obligation du propriétaire sur les biens objet de la convention portant autorisation constitutive de droits réels au titre de l'article L 1311-5 du code général des collectivités territoriales, étant entendu que ces responsabilités ne concernent que la gestion locative, les travaux d'aménagement et l'entretien traditionnel des locaux,
- se substituer aux droits et obligations de la Commune de Montpellier en ce qui concerne les conventions d'occupation du domaine public en cours d'exécution sur les locaux concernés par la présente convention.
- prendre à sa charge exclusive l'ensemble des travaux d'aménagement nécessaires pour permettre l'affectation des locaux,

Aux termes de cette convention, la Commune de Montpellier s'engage à:

- conserver la totalité des autres droits et obligations du propriétaire ce qui inclut notamment la gestion du gros œuvre et la maintenance des structures et réseaux,
- mettre en œuvre les travaux de mise en sécurité du bâtiment, notamment les travaux sur ascenseurs, mise aux normes de la sécurité incendie, plomberie, remplacement de l'échangeur eau glacée et sous station, etc...

Plus généralement :

Redevance versée à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole :

- l'autorisation précitée induit le versement par Montpellier Méditerranée Métropole, à la Commune de Montpellier, d'une redevance décomposée de la façon suivante :

- une part correspondant à la prise en charge, au prorata des surfaces occupées dans l'immeuble des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune, sur la base des dépenses effectivement engagées sans que le montant à la charge de la métropole ne soit inférieur à 250 000 € HT.(part A)
- une part correspondant, au prorata des surfaces occupées dans l'ensemble immobilier
- au remboursement des frais de gestionnaire technique, travaux d'entretien et réparation de l'immeuble, frais de maintenance curative et préventive, des frais de taxe foncière et consommation de fluides. (part B). Ce montant est estimé à 60 €HT/m2/an.
- une part correspondant à la valorisation de la location de la salle Pagezy.
- La Métropole sera appelée à régler la part correspondant à la prise en charge des travaux (montant plancher) courant 2016 sur émission d'un titre de recettes de la part de la commune. Ce montant fera l'objet d'une régularisation par émission de titre de recette de la part de la commune sur la base des dépenses effectivement engagées pour ces travaux.
- La Métropole sera appelée à régler le montant estimé annuel de la part B de la redevance sur émission d'un titre de recettes de la part de la commune à la date de conclusion de la convention puis à chaque date anniversaire. Ce montant estimé fera l'objet d'une régularisation semestrielle sur la base des dépenses effectivement engagées.
- La Métropole sera appelée à régler la part correspondante à la valorisation de la location de la salle Pagezy sur émission d'un titre de recettes annuel.

Redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole par les entreprises hébergées :

- les clauses des conventions préexistantes conclues entre la Commune de Montpellier et les entreprises hébergées seront maintenues.
- les entreprises qui seront hébergées par Montpellier Méditerranée Métropole dans les locaux précités devront acquitter auprès de cette dernière une redevance et une participation aux charges d'entretien et de fonctionnement.

Ces éléments financiers seront contractualisés.

- le montant annuel de la redevance n'excédera pas 90€/m² de surface de plancher, les charges annuelles s'élèveront à 30€ /m²
la participation à la taxe foncière annuelle s'élèvera à 30€/m²
- le calcul des charges pourra être revu chaque année en fonction de la détermination du coût réel de l'entretien et du fonctionnement.

Afin d'accueillir les entreprises de la filière du numérique dans des conditions optimales, des travaux d'aménagements des locaux sont nécessaires :

- travaux de câblage en courant fort et courant faible,
- aménagements de plateaux de bureaux,
- travaux de signalisation et de mise en valeur du bâtiment en cohérence avec l'image de la démarche French Tech

Compte tenu de la complexité des interventions (site occupé en centre urbain) il apparaît opportun de désigner la SAAM en tant qu'opérateur mandataire dans le cadre d'un contrat de mandat de réalisation des travaux de réhabilitation et d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs. Le montant global des travaux est estimé à 801 000 €HT, les honoraires de maîtrise d'œuvre à 187 000 €HT, les frais divers à 103 000 €HT la rémunération du mandataire à 297 000 €HT intégrant l'accompagnement à l'installation des entreprises sur une durée de 6 ans soit un coût global d'opération d'environ 1 389 000 €HT (1 667 000 €TTC).

La durée prévisionnelle du contrat de mandat proposé est de 6 ans depuis la notification du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'autorisation d'occupation temporaire génératrice de droits réels précitée entre la Commune de Montpellier et la Métropole et ce pour une durée de 6 années,
- approuver la substitution de la Métropole à la Commune de Montpellier dans tous les droits et obligations de cette dernière pour les conventions d'occupation du domaine public en cours d'exécution sur les locaux concernés par la présente convention,
- approuver la prise en charge exclusive de l'aménagement des locaux,
- approuver le principe d'hébergement de nouvelles entreprises dans les locaux dédiés selon les modalités précitées,
- approuver le montant des redevances et charges qui seront facturées aux entreprises hébergées dans les locaux,
- approuver le programme des travaux de l'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle
- approuver le mandat confié à la SAAM pour la réalisation des travaux de réhabilitation et l'accompagnement à l'installation des futurs utilisateurs,
- autoriser Monsieur le Directeur Général de la SAAM à signer l'ensemble des marchés à intervenir dans le cadre de ce mandat,
- dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC MOSAUS-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960T13.01 - LOT N°1 - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Créé en 1965, le parc d'activités du Salaison s'étend sur 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises représentant plus de 2 500 emplois. L'état de vétusté de ce parc a amené Montpellier Méditerranée Métropole à impulser une opération de requalification de grande ampleur. Elle s'articule autour de deux grands axes : le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les nombreuses entreprises installées, dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité au parc d'activités.

Le 1^{er} avril 2010, le Conseil a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et Montpellier Méditerranée Métropole. Le 31 juillet 2014, le Conseil a autorisé le Président à signer l'avenant n°1 au mandat d'études et de réalisation initial qui portait sur la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, la mobilisation d'une avance remboursable et la modification des modalités de remboursements de l'avance du mandant. Le 22 juillet 2015, le Conseil a autorisé le Président à signer l'avenant n°2 au mandat d'études et de réalisation qui portait sur la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle du mandat ainsi que sur la mobilisation d'une nouvelle avance remboursable.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- l'identification des besoins en travaux publics ;
- la définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude). Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activités du Salaison vise divers objectifs :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises de la zone d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public de travaux, décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 « Aménagements paysagers ».

Le 26 juin 2013, l'organe délibérant a attribué le lot n°1 « Voirie et réseau humides » à l'entreprise « Eurovia », située « ZI La Biste – CS Baillargues – 34748 Vendargues Cedex », comme titulaire du marché n°2960T13.01, pour un montant hors taxe de 3 748 875,90 €. Le 22 juillet 2015, l'organe délibérant a approuvé l'avenant n°1 sur le lot n°1. Cet avenant portait sur des modifications techniques apportées au marché initial entraînant une plus-value de 180 539,57 € H.T, soit une augmentation de 4,82 % du montant H.T du marché initial, une prolongation de la durée des travaux et une modification du détail quantitatif estimatif.

Le présent avenant a notamment pour objet de prendre en compte des prestations complémentaires qui doivent être réalisées dans le cadre du présent marché :

- Réalisation d'une grave bitume provisoire sur l'extrémité de la rue de la Marbrerie afin de sécuriser l'extrémité de cette rue sur laquelle se forment de nombreuses ornières dues au trafic poids

lourds très important. L'aménagement définitif de l'extrémité de la rue de la Marbrerie interviendra ultérieurement, dans un nouveau marché de travaux, après avoir mené des études hydrauliques permettant de dimensionner le réseau pluvial de cette portion de rue, devenu obsolète au vu des récents épisodes pluvieux. Le montant de cette prestation s'élève à 16 517,60 € HT.

- Réalisation de purges de voirie sur l'avenue Bigos et rue de la Marbrerie : de nombreux « faiencements » sont apparus sur la couche de base en grave bitume, à l'aplomb d'anciennes tranchées réalisées il y a plusieurs années par des concessionnaires de réseaux. Afin de garantir une pérennité de la couche de base de la chaussée, il est nécessaire de réaliser des purges à l'aplomb de ces « faiencements » ; le montant de cette prestation s'élève à 14 776,20 € HT.

- Réalisation de travaux de liaison de voirie entre le double giratoire réalisé par le Conseil Départemental et l'Avenue de Bigos : lors de la finalisation du calendrier des travaux de ce double giratoire, intervenue le 1^{er} octobre 2015, des travaux de liaison entre cet ouvrage et la voirie du parc d'activités sont été jugés nécessaires. Ils permettent de garantir un accès sécurisé au parc d'activités lors de la phase de travaux du double giratoire et après livraison de cet ouvrage. Le montant de cette prestation s'élève à 20 560,30 € HT.

- Travaux de terrassement dans un terrain rocheux lors de la mise en place d'un réseau pluvial sur une parcelle récemment acquise par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'entreprise Charvet : les travaux de redimensionnement de l'exutoire pluvial de la rue Mégère nécessitaient l'acquisition d'une emprise privative. Les récents épisodes pluvieux ont démontré la nécessité des travaux précités. Malgré la prévision de travaux en sol rocheux, l'utilisation intensive d'un matériel adapté à ce type de sol entraîne une plus-value de cette prestation pour un montant de 9 486,00 € H.T.

- Travaux de dégagement, étalement, sablage et remblaiement du réseau électrique existant se situant le long du réseau pluvial nouvellement implanté : la présence d'une ligne souterraine de moyenne tension mal récolée et finalement localisée à proximité du nouveau réseau pluvial nécessite la mise en œuvre de mesures spécifiques et adaptées aux exigences d'ERDF. Le montant de cette prestation s'élève à 11 983,20 € HT.

- Réparation sur le réseau d'assainissement des eaux usées de la rue Massacan, rendue nécessaire suite à une obturation du réseau qui entraîna le déversement important d'eaux usées sur la chaussée : le présent marché comprend la réhabilitation en lieu et place de sections du réseau d'assainissement des eaux usées. Afin de faire cesser rapidement la fuite qui générerait une gêne très importante pour les riverains, l'entreprise Eurovia est intervenue sur le réseau eaux usées afin de traiter très rapidement ce problème, sur une portion de réseau qui n'avait pas été réhabilitée dans le cadre du présent marché. Le montant de cette prestation s'élève à 4 510,65 € HT.

- Modification d'un ouvrage hydraulique existant pour permettre l'amélioration de l'écoulement des effluents pluviaux vers l'exutoire du Salaison : suite aux fortes intempéries survenues fin août 2015 une modification sommaire de l'ouvrage doit permettre d'améliorer le fonctionnement hydraulique de cet ouvrage. Le montant de cette prestation s'élève à 3 129,00 € HT.

- Travaux de démolition par rabotage d'une ancienne bordure « berger » découverte le long de la rue Mégère : avant la démolition de cette bordure, il apparaît nécessaire de dégager les câbles abandonnés situés à l'intérieur de celle-ci. Le montant de cette prestation s'élève à 2 810,00 € HT.

Le montant total des prestations complémentaires s'élève à 83 772,95 € H.T.

Le présent avenant a, par ailleurs, pour objet de prendre en compte des prestations supprimées dans le cadre du présent marché :

- Abandon du rabotage de certaines bordures implantées sur l'impasse Millepertuis. Cette prestation s'élève à 7 975,00 € H.T.

- Abandon d'une intervention programmée de nuit pour la mise en œuvre de la grave bitume qui constitue la couche de base de la voirie. Cette intervention s'élève à 6 649,00 € H.T.

Le montant total des prestations à supprimer s'élève à 14 624,00 € H.T.

L'ensemble des modifications techniques, liées au présent avenant et apportées au marché initial entraîne une plus-value de 69 148,95 € H.T soit une augmentation de 1,84 % du montant H.T du marché initial et une prolongation de la durée des travaux jusqu'au 12 avril 2016. L'ensemble des modifications techniques apportées au marché initial par avenant n°1 et n°2 entraînent une plus-value de 249 688,52 € H.T soit une augmentation de 6,66 % du montant H.T du marché initial.

La Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la passation de cet avenant lors de sa séance du 12 janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au marché de travaux n°2960T13.01 avec l'entreprise Eurovia,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser M. Christophe PEREZ, représentant du mandataire, à signer l'avenant au marché susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture
Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : TMC 1108962 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - AXE EURO-MÉDITERRANÉE - MISSION EXPLORATOIRE ET D'AFFAIRES ITALIE (PALERME), ALGÉRIE (TLEMCEEN ET ALGER CHANGEMENT DE DATE) FÉVRIER 2016 ET ALLEMAGNE (RHEIN-NECKAR) MARS 2016 - FINANCEMENT DES MISSIONS - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada. Elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite consacrer ses partenariats internationaux en premier lieu au développement économique. Le but est de favoriser l'écosystème entrepreneurial en jouant un rôle de facilitateur à l'international, mais aussi de permettre à nos partenaires de déployer leurs actions de développement économique sur le territoire de la Métropole.

Au-delà des partenariats « grand export » il convient de travailler sur un nouvel axe Euro-Méditerranée.

Le but de ces missions porte principalement sur 2 niveaux :

- Dynamiser les jumelages grâce notamment au développement économique,
- Travailler sur un axe fédérateur au double niveau Europe et Afrique du nord qui porterait sur les secteurs de la Santé et du Numérique,

Mission exploratoire et d'Affaires Italie (Palerme) - février 2016

Dans le cadre du prochain jumelage entre la Ville de Palerme et la Métropole de Montpellier, une mission de 3 jours est programmée en février 2016.

Cette mission, pilotée par la Ville de Montpellier, devra définir les bases des contours du prochain jumelage dans les domaines du développement économique.

Plusieurs secteurs concernant les 3 axes suivants seront développés :

- Axe 1 - Entreprises (Incubateur, Pôle de Compétitivité, Cluster d'entreprises...),
- Axe 2 – Universités et CHU,
- Axe 3 – Economie Sociale et Solidaire,

D'autres aspects comme la Culture et le Tourisme doivent aussi être approchés.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 3 000 € TTC. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et nationaux, l'hébergement et les repas.

Cette mission, côté Métropole, sera composée d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne).

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Mission exploratoire et d'Affaires Algérie (Tlemcen et Alger) - changement de dates février 2016 - Délibération n°13286 du 30 septembre 2015

A l'invitation du Consulat Général d'Algérie une mission exploratoire de 4 jours est organisée, pour évoquer les possibilités d'accords de coopération technologique et économique: partenariats potentiels entre incubateurs, universités, pôles de compétitivité, CHU, incubateurs et entreprises.

Cette mission permettra d'échanger, de mieux comprendre et d'adapter les points potentiels de partenariats qui pourraient correspondre aux deux parties.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 4 500 € TTC. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et nationaux, l'hébergement et les repas.

Cette mission, sera composée d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) et éventuellement de 2 entreprises.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

Mission exploratoire et d'Affaires Allemagne (Rhein-Neckar) - mars 2016

A la demande de la Métropole de Rhein-Neckar (Région Métropolitaine européenne), une mission d'Affaires de 3 jours est organisée.

La Métropole de Rhein-Neckar, (2,4 Millions d'habitants, activités économiques : 61 % tertiaire, 30 % industrie) dont les principales villes sont Mannheim et Heidelberg, souhaite mettre en place avec Montpellier Méditerranée Métropole des liens privilégiés dans le cadre du développement économique.

La mission doit donc permettre de vérifier les adéquations potentielles entre les secteurs d'activités que les 2 Métropoles souhaitent mettre en avant.

Une journée est prévue à Heidelberg afin de rencontrer les autorités locales dans le cadre du jumelage (55 ans en 2016), de mieux apprécier le fonctionnement de la Maison de Montpellier à Heidelberg, et voir dans quelle mesure un espace plus focalisé « développement économique » avec des bureaux d'accueil pour les entreprises et un espace promotion (technologie et viticole) pourrait être envisagé.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 6 700 € TTC. Ce coût comprend les frais de transports internationaux et nationaux, l'hébergement et les repas.

Cette mission, sera composée sera composée d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) et éventuellement de 2 entreprises.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'une mission Italie (Palerme) en février 2016,
- approuver la prise en charge financière de la mission Italie estimée à 3 000 €,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) à la mission Italie,
- approuver la mise en place d'une mission Algérie (Tlemcen, Alger) en février 2016,
- approuver la prise en charge financière de la mission Algérie estimée à 4 500 €,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) et éventuellement 2 entreprises à la mission Algérie,
- approuver la mise en place d'une mission Allemagne (Rhein-Neckar) en mars 2016,
- approuver la prise en charge financière de la mission Allemagne estimée à 6 700 €,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) et éventuellement 2 entreprises à la mission Allemagne,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 409083 - DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

- 1 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -
PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION
EUPIC POUR 2016 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), en Russie (Province de Kalouga) aux Etats-Unis (New Jersey) et au Canada (Québec) et est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec, par exemple, la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt-cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Le partenaire principal de la Métropole à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France).

La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

En janvier 2015 EUPIC a été labélisé par la Commission Européenne pour étendre sa zone « d'influence » aux 7 régions du nord de la Chine dont Pékin.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à Montpellier Méditerranée Métropole de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

Délibération n° 13585

La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon.

En septembre 2012, lors de la mission organisée à Chengdu par Montpellier Méditerranée Métropole, celle-ci a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de notre territoire à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Lors des délibérations n°11698 du 17 janvier 2013, n°11800 du 25 juillet 2013, n°12384 du 31 juillet 2014 et n°12795 du 5 mars 2015, notre assemblée délibérante a acté la signature de la convention de coopération fixant les règles et résultats escomptés ainsi que la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole sous les conditions ci-après rappelées :

Prévisionnel des Ventes

Année	Conteneurs	Bouteilles	CA généré (K€)	Coût moyen
2013	10	130 000	195 à 325	De 1,5 € à 2,5 €
2014	20	260 000	390 à 650	De 1,5 € à 2,5 €
2015	40	520 000	780 à 1 300	De 1,5 € à 2,5 €

Le soutien financier à cette action de promotion se fait de façon dégressive sur 3 ans et est soumis à validation biannuelle ou annuelle du Conseil de Métropole.

Financement de l'action

Année	Montpellier Méditerranée Métropole	EUPIC
2013	245 000 €	212 000 €
2014	120 000 €	100 000 €
2015	60 000 €	50 000 €

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Trois ans après le lancement de l'opération, nous pouvons établir le bilan suivant en terme qualitatif et quantitatif validant la stratégie de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole :

D'un point de vue opérationnel nous pouvons citer les résultats suivants :

- la mise en place d'une double plateforme de promotion à Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (Chengdu, Pékin, Canton, Shanghai avec plus de 900 contacts professionnels établis),
- diverses participations à des galas de bienfaisance, des dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Shanghai, Qingdao...

D'un point de vue plus quantitatif sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole l'action mise en place concerne :

- 17 communes impliquées indirectement par leurs vignerons (Montpellier, Saint Geniès des Mourgues, Sussargues, Saint Georges d'Orques, Castries, Saint-Drézéry, Murviel-les-Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone, Cournonterral, Fabrègues, Juvignac, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas, Vendargues).

- 23 producteurs sur 52 qui font partie de l'opération,
- 19 producteurs qui dans le cadre de l'action ont déjà vendu du vin en chine,
- 15 producteurs qui ont été accompagnés en Chine dans le cadre de 10 missions,
- 10 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 50 et 150 K€

Résultats sur 3 ans

Année	CA réalisé	Coût prévu*	Coût réalisé	delta	Ratio Invest./ CA
2013	470 K€	1,5 €	3,52 €	135 %	1 /1,9
2014	225 K€	1,5 €	4,17 €	178 %	1/1,9
2015	305 K€	2 €	4,09 €	105 %	1/5
	1 000 K€	1,67 €	3,93 €	135 %	1/2,4

*CA prévu (évaluation basse), Coût moyen par bouteille

La maturité du marché porte en avant une tendance vers le milieu de gamme, qui est le cœur de métier de la filière viticole métropolitaine (90 % des ventes concernent les AOC / AOP).

Le positionnement sur ce secteur du marché est le plus rentable pour la filière viticole métropolitaine.

Le prix moyen de vente est largement au-dessus du prévisionnel 3,93 € réalisé soit 135 % au-dessus du prix moyen estimé.

Le ratio investissement sur chiffre d'affaires généré directement à la filière viticole métropolitaine est positif (1/2,4) avec pour l'année 2015 un ratio de 1/5, qui devrait s'accroître en 2016.

La Chine est devenue en 2015 le 3^{ème} consommateur de vin dans le monde. Les vins français sont les **premiers vins** étrangers consommés. Depuis **2 ans** et la **baisse** des exportations de **Bordeaux**, les vins **du Languedoc-Roussillon** ont connu la plus **forte** croissance sur le marché chinois **avec** + 30 % par an pour les AOP.

En 2015, le marché chinois c'est stabilisé, l'action portée par Montpellier Méditerranée Métropole et EUPIC, devrait monter en puissance.

Fort de ces constats, il est proposé sur la base des résultats attendus, de poursuivre l'opération en 2016 en attribuant une subvention « filière viticole export » de 40 000 € TTC à notre partenaire en Chine EUPIC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien **vouloir** :

- approuver les termes de la convention « **plateforme** de promotion des vins » avec l'association EUPIC,
- approuver l'attribution d'une subvention de 40 000 € TTC à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre **936**,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Délibération n° 13585

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

ENC 208692-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOLUTION MUTUALISÉE D'UNE PLATEFORME OPEN DATA AVEC LES COMMUNES MEMBRES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME AUX ARTICLES L 5217-5 ET L 5215-27 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

L'ouverture des données ou OPEN DATA consiste à mettre à disposition des données publiques aux citoyens et aux entreprises et de faciliter leur réutilisation afin de favoriser l'innovation.

En effet, la réutilisation libre, facile et gratuite des informations publiques permet à des entrepreneurs de créer de nouveaux services ou des applications innovantes. Montpellier Méditerranée Métropole a toujours favorisé le développement des technologies sur son territoire et l'open data relève de cette même volonté.

Ce droit de réutilisation a été impulsé par la directive européenne 2003/98/CE du 17 novembre 2003 qui a été transposée en France par l'ordonnance n°2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques qui a elle-même modifié la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration, le public et diverses transpositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques, notamment en poursuivant le développement de la plateforme mutualisée d'OPEN DATA et souhaite faire participer ses 31 Communes membres à ce projet.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise à disposition de ces données numériques et afin de garantir à l'ensemble des communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a en effet souhaité développer une solution mutualisée de mise à disposition dématérialisée des données publiques en partenariat avec ses Communes membres dans le cadre des articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de la présente convention de mise à disposition des services, Montpellier Méditerranée Métropole assure les prestations suivantes :

- Acquisition et maintenance de serveurs dédiés à la solution mutualisée de plateforme OPEN DATA,
- Hébergement et sauvegarde des informations du système mutualisé,
- Maintenance et mise à jour du portail,
- Paramétrage de la charte graphique,
- Assistance pour la mise en œuvre de la plateforme au sein de la Commune. Les agents responsables de la mise à jour des données ouvertes pourront bénéficier de formations proposées par Montpellier Méditerranée Métropole en rapport avec la plateforme.

Cette mise à disposition de données numériques publiques ouvertes participe au développement économique du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et à l'amélioration des services publics relevant de sa compétence. Cette prestation est donc effectuée à titre gratuit pour le compte de la Commune.

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la commune jusqu'au 31 décembre 2016 puis pour deux années supplémentaires.

Les conventions précédentes étant achevées ou arrivant à échéance, il apparaît nécessaire dans un souci d'harmonisation de renouveler le dispositif contractuel déjà mis en œuvre, tel qu'exposé ci-dessus, en accord avec les 31 Communes membres.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services avec les Communes membres,

Délibération n° 13586

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 1108456 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOLUTION MUTUALISÉE DE DÉMATÉRIALISATION DES PROCÉDURES DE MARCHÉS PUBLICS EN PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES MEMBRES - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES SERVICES CONFORME AUX ARTICLES L 5217-5 ET L 5215-27 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Conformément à l'article 56 du Code des marchés publics, pour les achats de fournitures de matériels informatiques et de services informatiques d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique. En outre, pour les marchés d'un montant supérieur à 90 000 euros HT, les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent refuser de recevoir les documents transmis par voie électronique.

La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics se déroule conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de marchés publics et à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Au regard des contraintes techniques et juridiques inhérentes à la mise en place de ces procédures et afin de garantir à l'ensemble des Communes membres un service sécurisé et de qualité pour un coût optimal, Montpellier Méditerranée Métropole a développé une solution mutualisée de dématérialisation des procédures en partenariat avec les 31 Communes membres et 3 Centres Communaux d'Action Sociale, conformément aux articles L.5217-5 et L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a développé un portail d'accès aux procédures dématérialisées où chaque organisme partenaire est identifié.

Ce portail est élaboré sur la base d'une solution de dématérialisation paramétrée, hébergée et mise à jour par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Outre ces prestations, les services de la Métropole ont procédé à :

- la maintenance de deux serveurs dédiés à la solution mutualisée de dématérialisation,
- l'hébergement et la sauvegarde des informations du système mutualisé de dématérialisation des marchés publics avec bande passante garantie,
- la maintenance et la mise à jour du portail de dématérialisation,
- le paramétrage de la charte graphique, des messages de réponse et mise en place de l'application dans les Communes,
- l'assistance pour la mise en œuvre du système de dématérialisation au sein des Communes et la formation des agents des Communes ou du Centre Communal d'Action Sociale responsables des marchés publics,
- l'archivage automatique sur CD ou DVD en fin d'année transmis à chacune des Communes.

Les nouvelles conventions de mise à disposition des services à intervenir avec les Communes partenaires seront conclues à compter de leurs notifications jusqu'au 31 décembre 2018.

Le coût annuel de mise à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'une solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics a été fixé forfaitairement quel que soit le nombre de procédures concernées.

Il a été calculé au prorata de la population municipale de chacune des Communes membres telle que définie par décret n°2015-1851 du 29 décembre 2015, déduction faite d'une participation de 50%

Délibération n° 13587

de Montpellier Méditerranée Métropole, compte tenu de l'intérêt métropolitain de ce projet, selon la formule suivante:

$$\frac{\text{population de la Commune} \times \text{coût de mise en œuvre du logiciel de dématérialisation (*)}}{\text{population totale des Communes membres}}$$

(*) = 37 512,00 € H.T.

Les conventions précédentes étant achevées ou arrivant à échéance, il apparaît nécessaire dans un souci d'harmonisation de renouveler le dispositif contractuel déjà mis en œuvre, tel qu'exposé ci-dessus, sur la base des tarifs annuels calculés selon cette formule, en accord avec 31 Communes membres :

Baillargues	91,48 € H.T.
Beaulieu	25,03 € H.T.
Castelnau-le-Lez	224,50 € H.T.
Castries	84,79 € H.T.
Clapiers	76,65 € H.T.
Cournonsec	35,22 € H.T.
Cournonterral	87,55 € H.T.
Le Crès	118,00 € H.T.
Fabrègues	91,93 € H.T.
Grabels	94,24 € H.T.
Jacou	72,26 € H.T.
Juvignac	110,06 € H.T.
Lattes	234,78 € H.T.
Lavérune	40,32 € H.T.
Montaud	13,36 € H.T.
Montferrier-sur-Lez	49,90 € H.T.
Montpellier	3 884,89 € H.T.
Murviel-lès-Montpellier	28,17 € H.T.
Pérols	125,43 € H.T.
Pignan	93,84 € H.T.
Prades-le-Lez	66,84 € H.T.
Restinclières	22,91 € H.T.
Saint-Brès	39,20 € H.T.
Saint-Drézéry	31,78 € H.T.
Saint Geniès des Mourgues	24,94 € H.T.
Saint Georges d'Orques	78,76 € H.T.
Saint Jean de Védas	128,49 € H.T.
Saussan	21,85 € H.T.
Sussargues	37,84 € H.T.
Vendargues	82,24 € H.T.
Villeneuve-lès-Maguelone	134,75 € H.T.

En ce qui concerne les 3 CCAS, les tarifs annuels ne dépendent pas de cette formule, mais sont des montants forfaitaires suivants :

- CCAS de Montpellier 150,00 € H.T.,
- CCAS de Lattes 50,00 € H.T.,
- CCAS de Castelnau-le-Lez 50,00 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de mise à disposition de services avec les Communes et les CCAS membres,
- dire que les crédits correspondant à la mise en oeuvre de cette solution mutualisée de dématérialisation des procédures de marchés publics sont prévus au budget métropolitain 2016, chapitre 930,
- **autoriser** Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

- 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 1108603-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA
COMMUNE DE CLAPIERS - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC -
APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°2016-56 en date du 13 janvier 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la première modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Clapiers afin de mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau plan de composition de la ZAC « Castelet », de créer un secteur UD3 indicé et une OAP ; Orientation d'Aménagement et de Programmation (interface ZAC Castelet/secteur du Château), de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet dit « Soleil des Garrigues » et, le cas échéant, d'apporter des adaptations rédactionnelles d'ordre mineur du règlement du PLU.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L12-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Clapiers aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Clapiers permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Clapiers (www.ville-clapiers.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Clapiers telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : - 3 FEV 2016
SNC 208615-DE

- 1 FEV. 2016
Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
MODIFICATION SIMPLIFIÉE DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA
COMMUNE DE PRADES-LE-LEZ - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC
- APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n° 2016-55 en date du 13 janvier 2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la première modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Prades-le-Lez afin de rectifier une erreur matérielle relative à la délimitation des zones N (Site de Coste Rousse) et IIAU1a et IIAU1b (ZAC Prata) .

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées au I et III de l'article L121-4 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L12-13-3 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé que le dossier de modification soit :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Prades-le-Lez aux heures d'ouverture habituelles;
- accompagné d'un registre en Mairie de Prades-le-Lez permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Prades-Le-Lez (www.prades-le-lez.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition par voie de presse et d'affichage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU de la commune de Prades-le-Lez telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture :

Le :

Numéro de l'acte : INC 1103588 DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
AMÉNAGEMENT ET URBANISME - ENFOUISSEMENT DES LIGNES À HAUTE
TENSION À L'EST DE MONTPELLIER - VILLES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET
DE MONTPELLIER - CONVENTION DE RÉALISATION ET DE FINANCEMENT
AVEC RÉSEAU DE TRANSPORT ET D'ELECTRICITÉ (RTE) - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers d'activités tertiaires Eurêka, du projet de quartier mixte Extension Eurêka, et Hippocrate - Cavallade sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-lez, aménagements confiés à la SERM, il est apparu nécessaire d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes à haute tension et très haute tension qui surplombent actuellement ces secteurs.

A cet effet une convention d'études avec Réseau de Transport d'Electricité (RTE) a été approuvée par le Conseil de Métropole par délibération n°10025 du 18 mars 2011, et signée le 30 juin 2011, complétée par un avenant approuvé le 18 décembre 2014 et signé le 27 décembre 2014. Leur objet était d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes électriques aériennes faisant partie du Réseau Public de Transport situées à l'Est de Montpellier, entre l'autoroute A9 (sud) et les postes d'IBM et de Castelnau, d'une part, et du domaine de Verchant, d'autre part.

Ont parallèlement été revus et optimisés les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Commune de Montpellier et leurs aménageurs sur la totalité du vaste périmètre concerné incluant la ZAC Eureka, la ZAC Extension Eureka, le secteur Millénaire 1, la ZAC Hippocrate, la ZAC Parc Marianne et la ZAC République. Des études ont été menées sur chacune de ces ZAC pour déterminer le schéma d'aménagement pertinent permettant de tenir compte de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine.

A l'issue de ces études, RTE estime le projet d'enfouissement à un montant maximum 18 418 240 € dont 1 371 050 € d'études. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade ;
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation);

L'enfouissement des lignes qui impactent le lotissement Mermoz à Castelnau-le-Lez a été remis à une phase ultérieure, ces lignes étant susceptibles d'être abandonnées dans les prochaines années.

Ces enfouissements, qui visent à améliorer le cadre de vie des quartiers Est de Montpellier et sud de Castelnau-le-Lez, ont pour conséquence de permettre la commercialisation de lots gelés du fait de la présence de ces lignes et de permettre une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en terme de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement et à une meilleure qualité urbaine. Au total, le surplus de recettes induites sur ces opérations est estimé à 12,9 M€.

En outre une subvention à hauteur de 3 M€ peut être sollicitée auprès de la DREAL au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9.

Afin de poursuivre le processus par la phase d'autorisations administratives et les études de détail, RTE propose aujourd'hui de signer une convention de réalisation de financement par laquelle RTE

Délibération n° 13590

s'engage sur ce coût maximum d'opération et sur une contribution de leur part à hauteur de 16,816% (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 €.

La Métropole pour sa part s'engage, si le projet n'aboutit pas, à assumer le solde des études, soit un montant prévisionnel de 791 000 €HT (949 000€ TTC), la somme de 580 000 €HT ayant déjà été engagée dans le cadre des conventions d'études.

A l'issue des procédures administratives, l'engagement du projet nécessitera la signature d'une convention de travaux. Les travaux d'enfouissement sont prévus par tronçons sur la période 2018-2019, et la dépose des lignes permettant la libération des terrains est prévue en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la Convention de réalisation et de financement relative à la mise en souterrain et la dépose de 4 lignes à haute tension sur Castelnau-le-Lez et l'Est de Montpellier,
- dire que la Métropole s'engage, si le projet n'aboutit pas à une convention de travaux, à assumer le solde des études engagées par RTE, soit un montant prévisionnel de 791 000 €HT, soit 949 000€ TTC,
- dire que les crédits seront inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter pour ce projet une subvention de 3 M€ au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 208567 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE TYPE « VEILLE FONCIÈRE » AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE GRABELS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La commune de Grabels s'est développée autour de son cœur de village et sur le quartier de la Valsière. La commune souhaite préserver l'équilibre des programmes entre ces deux entités et poursuivre son effort de production de logements locatifs sociaux plus particulièrement dans son cœur de village.

A cet effet, la commune de Grabels s'est rapprochée de l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) en vue d'une intervention sur le cœur de village.

C'est dans ce cadre qu'une convention tripartite sur 8 ans est élaborée. Elle associe l'EPF-LR, la commune de Grabels et la Métropole. Elle définit les modalités de mise en œuvre des missions de veille foncière sur le centre ancien de la commune en vue de réaliser des opérations de logements comprenant au moins 30% de logements locatifs sociaux en lien avec des bailleurs sociaux.

Selon les termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

A l'égard de la commune de Grabels :

- à apporter un appui technique pour l'aider dans la production de logements locatifs sociaux en centre ancien (expertise technique et financière, partenariat avec les bailleurs sociaux) ;
- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels, nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à veiller, conformément aux règles du SCOT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune.

A l'égard de l'EPF LR :

- à déléguer le droit de préemption urbain sur son périmètre d'intervention ;
- à informer l'EPF LR de l'état d'avancement des dossiers relatifs à la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avérerait possible un conventionnement direct avec eux après accord de la commune ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L 314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage à mettre à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, dans le domaine du conseil aux communes ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite entre la commune de Grabels, l'EPF- LR et la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13591

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 207821 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

FINANCES – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION AUX COMMUNES POUR L'EXERCICE 2016

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation doit être notifié aux communes avant le 15 février 2016.

Le rapport de Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) établi le 22 septembre 2015 prévoyait que de nouvelles évaluations seraient intégrées dans l'AC 2016, en particulier pour le transfert de la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité, le transfert des emprunts affectés à 100% à une compétence transférée ainsi que les emprunts relatifs aux constructions d'ouvrage.

L'évaluation de ces nouvelles charges transférées concerne les communes de Grabels et Montpellier pour la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité, les communes de Cournonsec, Cournonterral, Lavérune, Montaud, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Saussan pour les emprunts affectés à 100% à une compétence transférée et la commune de Montpellier pour les emprunts relatifs aux constructions d'ouvrage.

La CLETC a été réunie le 19 janvier 2016 afin de rendre ses conclusions sur ces transferts et a émis un avis favorable sur l'évaluation des charges nettes.

Afin de notifier les attributions de compensation, il convient donc de délibérer sur son chiffrage prévisionnel conformément au rapport de CLETC du 19 janvier dernier, joint au présent rapport :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole	Evaluation des nouvelles charges transférées en 2016	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 perçue par la Commune	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 versée par la Commune
Baillargues		478 903,05			478 903,05
Beaulieu		153 518,67			153 518,67
Castelnau-le-Lez		2 121 098,69			2 121 098,69
Castries		250 395,18			250 395,18
Clapiers		592 941,59			592 941,59
Cournonsec		22 945,86	40 166,98		63 112,84
Cournonterral		453 595,40	28 825,32		482 420,72
Fabrègues	141 690,97			141 690,97	
Grabels		829 743,47	170 854,85		658 888,62
Jacou		739 417,28			739 417,28
Juvignac		1 921 894,13			1 921 894,13
Lattes		497 350,21			497 350,21
Lavérune	700 393,96		97 890,19	602 503,77	
Le Crès		947 230,91			947 230,91
Montaud		79 234,40	17 686,60		96 921,00
Montferrier-sur-Lez		633 477,03			633 477,03
Montpellier		45 682 709,78	2 379 984,63		43 302 725,15
Murviel-lès-Montpellier		163 436,34			163 436,34
Pérols		1 583 920,31			1 583 920,31
Pignan		401 289,97	17 037,42		418 327,39
Prades-le-Lez		725 419,59			725 419,59
Restinclières		142 957,90	51 952,41		194 910,31
Saint-Brès		174 912,02	19 385,93		194 297,95
Saint-Drézéry		152 597,45	16 523,81		169 121,26
Saint Geniès des Mourgues		183 417,27	6 486,81		189 904,08
Saint Georges d'Orques		135 493,32			135 493,32
Saint Jean de Védas		338 391,55	145 700,01		484 091,56
Saussan		158 304,24	9 592,12		167 896,36
Sussargues		237 325,46			237 325,46
Vendargues	1 405 145,92			1 405 145,92	

Communes	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole	Evaluation des nouvelles charges transférées en 2016	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 perçue par la Commune	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 versée par la Commune
Villeneuve-lès-Maguelone		492 436,19			492 436,19
TOTAL	2 247 230,85	60 294 357,26	3 002 087,08	2 149 340,66	58 096 875,19

Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 versée par Montpellier Méditerranée Métropole	2 149 340,66
Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 reçue par Montpellier Méditerranée Métropole	58 096 875,19
Attribution de Compensation prévisionnelle globale 2016	55 947 534,53

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant des attributions de compensation prévisionnelles des 31 Communes de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Certifié Exécutoire

- 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture

- 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 00089-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



27 JAN. 2016

Commission d'évaluation des transferts de charges du 19 janvier 2016

Rapport Définitif

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences qui se sont accompagnés d'un transfert de charges.

La CLETC, réunie le 22 septembre 2015, a défini les principes d'évaluation de ces charges et en a déterminé le montant pour l'exercice 2015 avec pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire des transferts, la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole. Ces évaluations ont été approuvées par le conseil métropolitain du 30 septembre 2015 et l'unanimité des conseils municipaux.

Ce rapport de CLETC prévoyait également que de nouvelles évaluations seraient intégrées dans l'attribution de compensation 2016, en particulier pour le transfert de la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE), le transfert des emprunts affectés à 100% à une compétence transférée ainsi que les emprunts relatifs aux constructions d'ouvrage.

1. La Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) :

La création de la Métropole implique le transfert de la compétence « concession de la distribution publique d'électricité et de gaz », Montpellier Méditerranée Métropole ayant vocation à se substituer aux communes au titre de cette compétence soit pour son exercice direct soit au sein de syndicats intercommunaux délégataires. Le transfert de la TCFE devait être décidé par le conseil municipal avant le 1^{er} octobre de l'année précédant le transfert de compétence pour être effectif au 1^{er} janvier de l'année. Deux communes, Grabels et Montpellier, ont adopté une délibération en ce sens pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2016.

Conformément aux dispositions qui avaient été présentées lors de la CLETC du 26 janvier 2015, il est proposé de compenser le transfert de la TCFE sur la base du montant perçu l'année précédant le transfert.

Les évaluations correspondantes s'établissent comme suit :

- Grabels : 170 854,85 €
- Montpellier : 4 608 149,63 €.

L'exercice budgétaire 2015 n'étant pas encore clos, des ajustements pourront être adoptés, le cas échéant, lors d'une CLETC ultérieure.

2. Les emprunts affectés à 100% à une compétence transférée :

Les emprunts affectés à 100% à une compétence transférée sont transférés de droit à la Métropole, qui en assure le remboursement auprès des établissements bancaires. L'annuité de l'emprunt transféré est déduite de l'attribution de compensation jusqu'à extinction de la dette pour garantir la neutralité budgétaire. A échéance de l'emprunt, il sera mis fin à cette déduction sur l'attribution de compensation.

Le transfert d'emprunts affectés à 100% à une compétence transférée concerne les communes de Cournonsec, Cournonterral, Lavérune, Montaud, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Saint Jean de Védas et Saussan.

Les montants d'annuités transférées s'établissent comme suit :

- Cournonsec : 40 166,98 €
- Cournonterral : 28 825,32 €
- Lavérune : 97 890,19 €
- Montaud : 17 686,60 €
- Pignan : 17 037,42 €
- Restinclières : 51 952,41 €
- Saint-Brès : 19 385,93 €
- Saint-Drézéry : 16 523,81 €
- Saint Génès des Mourgues : 6 486,81 €
- Saint Jean de Védas : 145 700,01 €
- Saussan : 9 592,12 €

3. Le transfert des constructions d'ouvrages :

Il s'agit d'ouvrages dont la durée de renouvellement excède 30 ans : ponts, parkings en ouvrage, recalibrages majeurs de réseau pluvial.

Le mode d'évaluation du transfert de ces ouvrages et son montant définitif ont été définis lors de la CLETC du 22 septembre 2015.

Pour mémoire, la base de calcul retenue correspond à la somme des dépenses nettes réalisées au cours des 10 dernières années, moyennées sur 30 ans.

Une part de dette communale ou équivalent emprunt est transférée à la Métropole pour un montant équivalent, la première année, à ce montant moyen annuel des dépenses nettes transférées. La somme imputée dans l'attribution de compensation est figée et ne donne pas lieu à modification lors de l'extinction de la dette.

Les transferts de passif devant être concomitants aux transferts d'actifs, l'attribution de compensation est impactée à compter de 2016.

Ce transfert concerne la commune de Montpellier pour un montant de 2 228 165 €.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé à la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de bien vouloir approuver le montant de l'Attribution de Compensation provisoire 2016 comme exposé dans le tableau suivant :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole	Evaluation des nouvelles charges transférées en 2016	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 perçue par la Commune	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 versée par la Commune
Baillargues		478 903,05			478 903,05
Beaulieu		153 518,67			153 518,67
Castelnau le Lez		2 121 098,69			2 121 098,69
Castries		250 395,18			250 395,18
Clapiers		592 941,59			592 941,59
Cournonsec		22 945,86	40 166,98		63 112,84
Cournonterral		453 595,40	28 825,32		482 420,72
Fabrègues	141 690,97			141 690,97	
Grabels		829 743,47	170 854,85		658 888,62
Jacou		739 417,28			739 417,28
Juvignac		1 921 894,13			1 921 894,13
Lattes		497 350,21			497 350,21
Lavérune	700 393,96		97 890,19	602 503,77	
Le Crès		947 230,91			947 230,91
Montaud		79 234,40	17 686,60		96 921,00
Montferrier-sur-Lez		633 477,03			633 477,03
Montpellier		45 682 709,78	2 379 984,63		43 302 725,15
Murviel les Montpellier		163 436,34			163 436,34
Pérois		1 583 920,31			1 583 920,31
Pignan		401 289,97	17 037,42		418 327,39
Prades le Lez		725 419,59			725 419,59
Restinclières		142 957,90	51 952,41		194 910,31
Saint-Brès		174 912,02	19 385,93		194 297,95
Saint-Drézéry		152 597,45	16 523,81		169 121,26
Saint Geniès des Mourgues		183 417,27	6 486,81		189 904,08

Communes	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Métropole à la Commune	Attribution de Compensation définitive 2015 versée par la Commune à la Métropole	Evaluation des nouvelles charges transférées en 2016	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 perçue par la Commune	Attribution de Compensation prévisionnelle 2016 versée par la Commune
Saint Georges d'Orques		135 493,32			135 493,32
Saint-Jean-de-Védas		338 391,55	145 700,01		484 091,56
Saussan		158 304,24	9 592,12		167 896,36
Sussargues		237 325,46			237 325,46
Vendargues	1 405 145,92			1 405 145,92	
Villeneuve-lès-Maguelone		492 436,19			492 436,19
TOTAL	2 247 230,85	60 294 357,26	3 002 087,08	2 149 340,66	58 096 875,19

Comme il était indiqué dans le rapport de la CLETC du 22 septembre 2015, d'autres CLETC pourront intervenir en cours d'année pour compléter les évaluations établies ou apporter les correctifs qui s'avèreraient nécessaires sur les données individuelles des communes.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

FINANCES – ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATION FINANCES GESTION ÉVALUATION (AFIGESE), ASSEMBLÉE DES COMMUNAUTÉS DE FRANCE (ADCF), ASSOCIATION FRANCE URBAINE - COTISATIONS 2016 - ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE (AMGVF) - COTISATION 2015 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'inscrit dans une logique permanente et continue de développement du pilotage de l'action de ses services autour du développement des métiers et compétences en finances et contrôle de gestion.

C'est pourquoi, elle souhaite poursuivre sa collaboration avec l'association AFIGESE dont le siège social est localisé à Saint-Herblain.

L'objet de cette association est :

- de faciliter les échanges d'expérience entre collectivités territoriales dans le cadre des fonctions finances, contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques ;
- de diffuser un savoir faire professionnel notamment par le vecteur de la formation sur ces trois fonctions ;
- de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant à leur structuration et à leur reconnaissance.

Elle compte aujourd'hui plus de 80 collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale adhérents.

Le montant annuel de la double cotisation (contrôle de gestion et finances) pour 2016 s'élève à 680 euros.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer aux grands débats relatifs à l'organisation territoriale française. A ce titre, elle désire prolonger son adhésion à l'association Assemblée des Communautés de France (AdCF) qui représente la fédération nationale des élus de l'intercommunalité.

Le montant annuel de la cotisation pour 2016 s'élève à 9 000 euros.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer à France urbaine, l'association des élus urbains, issue de la fusion de l'Association des Communautés Urbaines de France (ACUF) et de l'Association des Maires de Grande Villes de France (AMGVF).

Cette nouvelle association compte 99 membres répartis en 4 collèges représentatifs de la diversité urbaine dont la population avoisine 30 millions d'habitants. Elle se fixe pour objectif de défendre le monde urbain au bénéfice de l'ensemble du pays et de ses habitants et ainsi de peser dans la mise en œuvre de la réforme territoriale et dans les négociations à venir avec l'exécutif sur les grandes réformes.

Il est donc proposé au Conseil d'adhérer à cette association et de payer à ce titre une cotisation pour l'exercice 2016 qui s'élève à 57 347,68 euros ; soit 0,13 € par habitant rapporté à la population exacte résultant du dernier recensement, à savoir 441 136 habitants.

Enfin, il est proposé au Conseil d'approuver le versement de la cotisation 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AMGVF pour un montant de 22 220,76 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement de la double cotisation 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AFIGESE pour un montant de 680 € ;
- approuver le versement de la cotisation 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AdCF pour un montant de 9 000 € ;
- approuver le versement de la cotisation 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association France Urbaine pour un montant de 57 347,68 € ;
- approuver le versement de la cotisation 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole à l'AMGVF pour un montant de 22 220,76 € ;
- confirmer la désignation de M. Lévit, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de la représenter auprès desdites associations, notamment lors des votes aux assemblées générales ;

Délibération n° 13609

- dire que les crédits sont prévus au budget 2016, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 5 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : - 5 FEV. 2016

Numéro de l'acte : Ime 1109530 - DE

Fait à Montpellier, le - 5 FEV. 2016
Pour extrait/certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**GESTION DES TEMPS, ACCESSIBILITE, HANDICAP ET
AUTONOMIE**

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**LOGEMENT – ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 107 LOGEMENTS SOCIAUX
- RÉSIDENCES « MOLIERE ET SÉGUR » - 721 RUE DU PRÉ AUX CLERCS
- MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité la contribution de la Métropole à l'acquisition-amélioration de 107 logements sociaux, résidences « Molière et Ségur », 721 rue du Pré aux Clercs à Montpellier. Les travaux d'amélioration consistent au remplacement des menuiseries, à la réfection des façades, ainsi que des parties communes des immeubles. L'opération comprend 107 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS).

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 7 846 000 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont le contrat est annexé à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 7 846 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par ACM Habitat auprès de la CDC pour financer l'acquisition-amélioration de 107 logements locatifs sociaux, résidences « Le Molière » et « Le Ségur », 721 rue du Pré aux Clercs à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°43929 annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13593

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 208786-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « RENÉ SUBIAS », 2 IMPASSE DU STADE À CASTRIES - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) a sollicité le concours de Montpellier Méditerranée Métropole pour faciliter l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 10 logements sociaux, résidence « René Subias », 2 impasse du Stade à Castries. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de RUSSO PROMOTION, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatifs Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Chicaud-Blouet.

L'OPH demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des quatre prêts d'un montant total de 1 098 962 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont le contrat est annexé à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 098 962 €, représentant 100 % des quatre prêts sollicités par l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer l'acquisition de 10 logements sociaux, résidence « René Subias », 2 impasse du Stade à Castries, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°42346 annexé à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Délibération n° 13594

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

INC 208924-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « QUINT ET SENS » - AVENUE NINA SIMONE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la **garantie** des emprunts qu'elle va contracter pour financer la **construction** de 37 logements sociaux, **résidence « Quint et Sens »**, avenue Nina Simone à Montpellier. L'**opération** comprend 26 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par les cabinets d'architecture A+ architecture et AMG architectes à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les **quatre emprunts d'un montant total de 3 910 101 €** qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un **montant** de 2 182 001 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 568 997 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 919 363 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 239 740 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 182 001 €	568 997 €	919 363 €	239 740 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt – 0,2 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,36%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,5 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

Délibération n° 13595

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 932 575,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 910 101 € sollicités par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, résidence "Quint et Sens", avenue Nina Simone à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016
- 3 FEV. 2016
INC 1108226 DE

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.

- 1 FEV. 2016





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 25 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION
- RÉSIDENCE « QUINT ET SENS » - AVENUE NINA SIMONE À MONTPELLIER
- GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 25 logements en location-accession, résidence « Quint et Sens », avenue Nina Simone à Montpellier.

Le projet sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion a été conçu par les cabinets d'architecture A+ architecture et AMG architectes à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location Accession (PSLA) d'un montant total de 3 676 000 € qu'il sollicite auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	3 676 000 €
Préfinancement :	jusqu'en février 2018
Durée d'amortissement :	5 ans maximum
Périodicité	trimestrielle
Amortissement	in fine
Taux d'intérêt phase préfinancement :	Ti3M (moyenne mensuelle taux Euribor 3 mois) + 1,50%
Taux d'intérêt phase consolidation :	Euribor 3 mois (E3M) + 1,50%

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

Délibération n° 13596

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 676 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour financer la réalisation de 25 logements en location-accession, résidence « Quint et Sens », avenue Nina Simone à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention d'octroi de garantie ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

INC 208192 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour ~~extra~~trait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « QUINT ET SENS » - AVENUE NINA SIMONE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI FONCIÈRE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société FDI Foncière a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 5 logements sociaux, résidence « Quint et Sens », avenue Nina Simone à Montpellier. L'opération comprend 5 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par les cabinets d'architecture A+ architecture et AMG architectes à Montpellier.

FDI Foncière demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % l'emprunt d'un montant total de 700 000 € qu'il sollicite auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour financer cette opération.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières du prêt consenti par Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels sont les suivantes :

Montant du prêt PLS :	700 000 €
Durée :	40 ans maximum
Préfinancement :	de 3 à 24 mois maximum
Amortissement :	progressif
Périodicité :	annuelle
Taux d'intérêt préfinancement :	Ti3M (moyenne mensuelle taux Euribor 3 mois) + 1,50%
Taux d'intérêt phase de consolidation :	Livret A +1,36%

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Foncière, dont la société ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Foncière est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Foncière opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Foncière pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 525 000 €, représentant 75 % du prêt d'un montant de 700 000 € sollicité par la société FDI Foncière auprès de Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels

Délibération n° 13597

pour financer la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Quint et Sens », avenue Nina Simone à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et la société FDI Foncière, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV 2016

Numéro de l'acte : INCU03203-DE

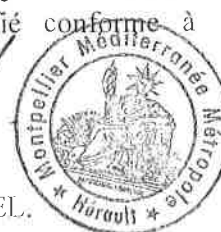
Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.

- 1 FEV. 2016





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LINK » - 1 033 AVENUE DU PIC SAINT-LOUP À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux résidence « Link » 1 033 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur NG Promotion, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture Atelier 5.

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 088 219 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 480 883 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 265 773 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 217 011 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 124 552 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-I et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	480 883 €	265 883 €	217 011 €	124 552 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans

pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 816 164,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 088 219 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements sociaux, résidence « Link », 1 033 avenue du Pic Saint-Loup à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 1108835 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour l'extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « BO GARDEN », 696 RUE DE LA SORBES À MONTPELLIER - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 12 logements sociaux résidence « Bo Garden », 696 rue de la Sorbes à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ANGELOTTI, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le Cabinet SERRADO SARL Architectes Urbanistes.

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 402 583 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 634 336 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 331 388 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 277 343 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 159 516 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	634 336 €	331 388 €	277 343 €	159 516 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 051 937,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 402 583 € sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 12 logements sociaux, résidence « Bo Garden », 696 rue de la Sorbes à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

MC 1108831-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE DOMAINE DE L'ARBOUSIER », ROUTE DE SAINT-DRÉZERY À SUSSARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 4 logements sociaux, résidence « Le Domaine de l'Arbousier », route de Saint-Drézery, à Sussargues. L'opération comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Laetitia Di Mascio Architecte

Un Toit Pour Tous demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 528 705 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 300 148 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 100 631 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 96 139 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 31 787 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	300 148 €	100 631 €	96 139 €	31 787 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans

pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 396 528,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 528 705 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 4 logements sociaux, résidence « Le Domaine de l'Arbousier », route de Saint-Drézery à Sussargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 1108824-DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 17 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LES PORTES DU SUD » - AVENUE DES PLATANES À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe CILEO) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 17 logements sociaux résidence « Les Portes du sud », 1130 avenue des Platanes à Lattes. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur URBAT, comprend 12 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architectes Cusy-Maraval à Montpellier.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 777 715 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 762 916 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 597 471 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 207 289 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 210 039 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	762 916 €	597 471 €	207 289 €	210 039 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.6 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.39 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité	simple révisabilité	double révisabilité	simple révisabilité
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

Délibération n° 13601

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 333 286,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 777 715 € sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la réalisation de 17 logements sociaux Résidence « Les Portes du sud », 1130 Avenue des Platanes à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC - 08773 - DE

- 1 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 56 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CALAHORRA » - ZAC SAINT-ESTÈVE LOT M1 À PIGNAN - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À LA SA D'HLM ERILIA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 56 logements sociaux, résidence « Calahorra » ZAC Saint-Estève lot M1 à Pignan.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur AMETIS, comprend 39 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 17 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture Garcia Diaz, le programme développe une surface habitable totale de 3565,48 m² selon la typologie suivante : 17 T2 – 28 T3 – 10 T4 – 1T5

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS / PLAI en zone 3 du financement du logement social pour permettre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : 7 530 880 €
- Subvention Etat déléguée : 119 000 €
- Subvention Région : 56 000 €
- Prêt Action Logement : 216 000 €
- Prêt CDC : 6 075 880 €
- Fonds propres : 1 008 000 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 56 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de l'opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA D'HLM Erilia de 56 000 € pour la réalisation de 56 logements locatifs sociaux, résidence « Calahorra », ZAC Saint- Estève lot M1 à Pignan ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13602

Certifié Exécutoire

- 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : IHC 1108895 - DE

- 1 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « URBAN EDEN » - 18 RUE DES PERRIÈRES À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 27 logements sociaux résidence « Urban Eden », 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BOUYGUES IMMOBILIER, comprend 19 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par la SARL d'architecture Boyer / Giraud / Percheron / Assus.

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 929 306 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 866 530 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 523 627 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 336 069 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 203 080 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	866 530 €	523 627 €	336 069 €	203 080 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 446 979,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 929 306 € sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 27 logements sociaux, résidence « Urban Eden », 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 208333 -DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié
l'original.
Le Président,

- 1 FEV. 2016



M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - AVENUE DE MAURIN
À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM ICF SUD-EST
MÉDITERRANÉE - DÉLIBÉRATION N°13491 DU 16 DÉCEMBRE 2015 - MODIFICATION**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13491 du 16 décembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 20 logements sociaux, résidence « Maurin », 1093 avenue de Maurin à Montpellier.

La délibération initiale comportant une erreur matérielle, il est proposé de modifier le montant du Prêt Locatif Social (PLS) consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations comme suit :

- Montant du Prêt Locatif Social (PLS) (délibération du 16 décembre 2015) :

Désignation	PLS
Montant du prêt	70 809 €

- Montant du Prêt Locatif Social (PLS) à prendre en compte dans la présente délibération :

Désignation	PLS
Montant du prêt	170 809 €

Les autres éléments de la délibération n°13491 restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°13491 du 16 décembre 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : **INC 1409392 - DE**

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait **certifié** conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL

- 1 FEV. 2016





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 181 LOGEMENTS SOCIAUX ÉTUDIANTS -
RÉSIDENTE « LA COLOMBIÈRE II », RUE COLOMBIÈRE À MONTPELLIER -
ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°13269 - GARANTIE D'EMPRUNTS À L'OPH
DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

La présente délibération abroge la délibération n°13269 du Conseil de Métropole du 30 septembre 2015.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

L'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) a sollicité la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 181 logements sociaux étudiants, résidence universitaire « La Colombière II », rue Colombière à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ADIM, société de VINCI Construction France dédiée au développement immobilier, comprend 181 logements étudiants financés par un Prêt Locatif Social (PLS) et un Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension (PHARE).

ACM Habitat demande ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement des 2 prêts d'un montant total de 9 529 508 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et dont le contrat est annexé à la présente délibération.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ACM Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à ACM Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage également, pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°13269 du 30 septembre 2015 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 9 529 508 € représentant 100 % des 2 prêts sollicités par l'OPH de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour financer la construction de 181 logements locatifs sociaux étudiants, résidence « la Colombière II », rue Colombière à Montpellier, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°44539 annexé à la présente délibération ;

Délibération n° 13605

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 11 08943 - DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SOIXANTE-TREIZE LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux. La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et très modestes, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante-treize logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Geniès des Mourgues, Saint Jean de Védas, Saint-Brès, Saussan, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont deux locatifs et soixante-onze occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 319 754 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13606

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : Inc 1103226 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

M. Philippe SAUREL,



Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016

Commune	Nom du demandeur	Adresse du Logement	Adresse du bénéficiaire si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de travaux	Montant du loyer après travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole base	dont subvention base Métropole	dont Eco-prime PO Métropole	dont Eco-prime PUJ Métropole (2000 ou 5%)	dont prime vacance PB (2000 € ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Baillet-Latour	BENSICHI Mohamed	8 impasse du Verger d'école		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles, installation d'un système de chauffage (pompe à chaleur et radiateurs) - Gain énergétique de 46 % (étiquette E à D)	T5	114	18 306 €	20 394 €	18 306 €	7 450 €	2 000 €	5 126 €	25%	4 724 € 500 €			16 676 €	3 715 €	
Castelnau le Lez	BLONDIN SOUDJAE Lamine et Senny	19 rue des Portières		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Acquisition, amélioration, menuiseries et du système de chauffage - gain énergétique de 51% (étiquette F à E)	T5	94,68	20 700 €	21 893 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	4 393 €	
Castelnau le Lez	HADDAM Dounia	10 bis avenue Adrien Sirend Résidence Le Lycaut b3 F Lycée 2 porte 23		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Acquisition, amélioration, menuiseries, du système de production d'eau chaude sanitaire, des radiateurs et des robinets - Gain énergétique de 28% (étiquette E à D)	T3	60	8 107 €	8 074 €	8 107 €	4 954 €	2 000 €	2 537 €	25%	2 027 € 500 €			8 561 €	93 €	
Castelnau le Lez	MARTY Laurence	10 rue du Maréchal Marnin		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Changement de la porte d'entrée, isolation par l'extérieur, isolation des combles et du mur du garage - Gain énergétique de 35 % (étiquette D à C)	T4	89	17 329 €	18 070 €	17 329 €	2 665 €	2 000 €	4 832 €	25%	4 332 € 500 €			15 437 €	13 473 €	
Castries	LEPRETRE Coralie	41 rue Frédéric Szele		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Acquisition, amélioration, menuiseries, installation d'une VMC et isolation des murs - Gain énergétique de 35% (étiquette E à D)	T4	80	25 444 €	30 098 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	12 589 €	
Castries	NISERT Féléc	1 impasse des Châliens		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, du cumulus, installation d'un système de chauffage, isolation des combles - Gain énergétique de 47% (étiquette E à C)	T6	180	12 861 €	15 537 €	12 891 €	6 445 €	2 000 €	3 723 €	25%	3 233 € 500 €			12 169 €	3 366 €	
Clapiers	PINAY Corole	13 impasse St Baucille 34070 SAINT ESPES		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Acquisition, amélioration, menuiseries, du système de chauffage, isolation des combles - Gain énergétique de 37% (étiquette F à D)	T2	54	20 201 €	21 872 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	4 372 €	
Fabrigues	CLEMENT Agnès	9 avenue de la Fontaine		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des combles - Gain énergétique 25% (étiquette E à D)	T3	90	11 495 €	12 188 €	11 495 €	5 146 €	2 000 €	3 370 €	25%	2 870 € 500 €			14 119 €	1 069 €	
Fabrigues	FLORACK Noëlle	32 rue Notre Mère des Herbes		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			TRAVAUX LOURDS - LOI 100% TRES	Répar. des fondations, toiture, VMC, menuiseries, chauffage, isolation murs	T4	90	60 351 €	65 592 €	51 675 €	25 834 €	2 000 €	10 000 €	10 000 €	25%	10 000 € 500 €			37 834 €	26 754 €
Fabrigues	GRACIA Marjolaine	14 rue des Hermines		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Isolation des combles - VMC - gain énergétique 33% (étiquette F à E)	T5	81	1 137 €	1 200 €	20 €	11 €	94 €	242 €	25%	5 € 217 €			1 200 €	0 €	
Grabels	SANCHEZ Jeanine	7 route de Montpellier		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Changement du chauffage, isolation des combles et VMC - gain énergétique 31% (étiquette E à C)	T5	112	10 612 €	11 436 €	10 612 €	5 408 €	2 000 €	3 283 €	25%	2 703 € 500 €			10 609 €	821 €	
Jacou	ACCORIST Fabienne	39 rue Lau Prades		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes			ENERGIE	Installation d'un chauffage au sol, isolation des combles et des murs - Gain énergétique de 25 % (étiquette D à B)	T6	180	11 755 €	12 392 €	11 755 €	5 976 €	2 000 €	3 439 €	25%	2 939 € 500 €			11 317 €	1 075 €	

Entretien des subventions 80% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes 100 % du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes (étiquette D à B)

Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016

Commune	Nom du demandeur	Adresse du Logement	Adresse du bénéficiaire si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de loyer après travaux	Montant du loyer après travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Métropole	Taux base Métropole	dont subvention base Métropole	dont Eco-prime PO	dont Eco-prime PB (2000 ou 5%)	dont prime vacance PB (2000 ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Jacou	MANDANARES Monique	6 rue des Minimes	180 rue des Minimes CS 23000 MONTPEL	Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation et isolation de la toiture - Gain énergétique de 30 % (étiquette E à D)	T4	80	15 037 €	16 871 €	15 037 €	2 000 €	2 000 €	4 334 €	25%	3 834 € 500 €	3 834 € 500 €			14 003 €	2 868 €
Jacou	VALROSE Catherine	14 rue du Thym		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Remplacement des menuiseries et isolation des murs - Gain 45% (étiquette G à E)	T8	82	12 077 €	13 375 €	12 077 €	8 384 €	2 000 €	3 669 €	25%	3 165 € 500 €	3 165 € 500 €			12 003 €	1 367 €
Juvignac	COUDERC Elise Marie	9 rue du Métrac		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Isolation des murs, des combles, VMC et changement du système de chauffage. Gain énergétique de 41% (étiquette C à C)	T4	114	20 003 €	21 142 €	20 003 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €	5 000 € 500 €			17 500 €	3 642 €
Juvignac	HEPAILLE Jeanine	50 rue du Labournat		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Menuiseries, isolation des combles, du plancher du bas et du mur du garage, chauffage au sol - Gain énergétique 41% (étiquette D à C)	T4	101	15 602 €	16 460 €	15 602 €	7 801 €	2 000 €	4 400 €	25%	3 901 € 500 €	3 901 € 500 €			14 201 €	2 259 €
Lattes	CLERQUE Brigitte	51 rue des Chapelets		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur, isolation des combles et changement des menuiseries - Gain énergétique 51% (étiquette D à C)	T3	85	9 589 €	10 459 €	9 589 €	4 795 €	2 000 €	2 807 €	25%	2 397 € 500 €	2 397 € 500 €			9 602 €	766 €
Lattes	RAMOUA Nelly	165 rue de Pie Saint Loup		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Mise en place d'une chaudière à condensation et pose de panneaux solaires - Gain énergétique 59% (étiquette C à C)	T6	110	9 203 €	9 925 €	9 203 €	4 502 €	2 000 €	2 801 €	25%	2 301 € 500 €	2 301 € 500 €			9 403 €	520 €
Lattes	PIROT Simone	119 rue du Pailh		Propriétaire occupant	Modestes	Modestes	*		AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain	T5	115	4 150 €	4 596 €	4 150 €	1 451 €	0 €	856 €	20%	856 €	856 €			2 399 €	2 299 €
Lo Crès	ALVAREZ FASOLA Jociane	40 avenue Paul Valéry		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Isolation des combles et mise murs - Gain énergétique 50% (étiquette D à C)	T4	80	22 395 €	24 049 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €	5 000 € 500 €			17 500 €	5 548 €
Le Crès	MAZOIR Guy et Marie	24 avenue Joseph Ratzel		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE + AUTONOMIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage et isolation de la toiture. Association de	T5	120	32 830 €	33 113 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €	5 000 € 500 €			17 500 €	18 613 €
Montpellier	ACEMEL Omar	250 rue de Loyola, Résidence Le Nouveau Poyrou Bat A1		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 33% (étiquette D à C)	T3	80	14 684 €	15 583 €	14 624 €	7 312 €	2 000 €	4 166 €	25%	3 666 € 500 €	3 666 € 500 €			13 088 €	2 085 €
Montpellier	AIT HADDOCH Lâncien	Résidence la Soreille site 1, 341 avenue de Habsbourg		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Changement des menuiseries et de la chaudière - Gain énergétique de 31% (étiquette D à C)	T4	94	15 345 €	15 740 €	15 345 €	7 673 €	2 000 €	4 336 €	25%	3 836 € 500 €	3 836 € 500 €			14 009 €	1 731 €
Montpellier	AIT HIDA Ahmed	1 soit DMI 911		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Engagement financier pour la remise en état des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 35% (étiquette D à C)	T4	80,55	177 €	195 €	177 €	36 €	0 €	44 €	25%	44 €	44 €			132 €	152 €
Montpellier	ABDELHAKIM	65 avenue de Soreille, Résidence le Soreille, 341 avenue de Habsbourg		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Changement des menuiseries, de la chaudière et isolation des murs - Gain énergétique 35% (étiquette D à C)	T4	71	18 459 €	19 517 €	18 459 €	9 230 €	2 000 €	5 115 €	25%	4 615 € 500 €	4 615 € 500 €			16 345 €	3 204 €
Montpellier	AQUALI Hassan	120 rue de Languedoc, Résidence Le Nouveau Poyrou Bat B31		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	*		ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 25% (étiquette D à C)	T5	100	17 126 €	18 936 €	17 126 €	8 563 €	2 000 €	4 781 €	25%	4 281 € 500 €	4 281 € 500 €			15 344 €	3 592 €

Endement des subventions 80% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes/ 100 % du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016

Commune	Nom du demandeur		Adresse du Logement	Adresse du bénéficiaire si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de travail après travaux	Montant du loyer après travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole base	dont subvention base Métropole	dont Eca-prime PO Métropole	dont Eca-prime PB Métropole (2000 ou 5%)	dont prime vacance PB (2000 € ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Montpellier	Association GAMMES	Représenté par Jean-Luc NEGRE	235 avenue du docteur Despyon	6 rue Saint-Euthymy 34000 Montpellier	Propriétaire Bailleur	vacant	-	Loyer conventionnel social	516 €	LOGEMENT DEGRADE	Reprise du plan, changement du chauffage, des menuiseries, démolition, peinture, zols électricité et plomberie - Gain énergétique 37% (étiquette F à D)	76,9	39 317 €	42 165 €	39 317 €	22 296,4	1 600 €	7 883 €	15%	5 887 €		1 996 €	34 759 €	7 406 €	
Montpellier	AVAS	Martin	7 rue des Corréglons		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, installation d'une VMC et d'un insert avec isolation des combles - gain énergétique de 26% (étiquette D à D)	151	24 222 €	27 602 €	20 000 €	10 700 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 5000 €			17 500 €	10 102 €	
Montpellier	BENENES	Mehamed	27 rue Jaurès Rodol		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Acquisition-Amélioration, Changement des menuiseries et isolation des murs par l'extérieur.	130	32 259 €	34 034 €	20 000 €	10 010 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 5000 €			17 500 €	16 534 €	
Montpellier	BERTEA	Philippe	54 boulevard Ernest Renan		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation des combles et des murs - Gain énergétique 49% (étiquette F à D)	81	26 330 €	27 778 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 5000 €			17 500 €	10 278 €	
Montpellier	BOUZOUF	Massim	5 rue de Chercheuil Bât 22 Copropriété Saint Martin 2		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur, isolation des murs et du plancher - Gain énergétique 51% (étiquette G à D)	66	13 280 €	14 344 €	13 280 €	6 643 €	2 000 €	3 822 €	25%	3 322 € 5000 €			12 465 €	1 878 €	
Montpellier	EUSCATO	S/Alia	Résidence Les Pins Sol 142 porte 30+		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et de la chaudière - Gain	36,76	7 237 €	7 665 €	7 153 €	3 537 €	0 000 €	2 285 €	25%	1 788 € 5000 €			7 865 €	0 €	
Montpellier	CASELLES BARRUCO LE TAREAU	Monica	13 rue Jacques Desdardes 34000 Le Mas de la Garde		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage et installation de radiateurs thermostatiques - Gain énergétique 26 30%	71	5 727 €	6 116 €	4 021 €	2 411 €	2 000 €	1 705 €	25%	1 205 € 5000 €			5 316 €	0 €	
Montpellier	CETHANLI	Hovo	154 rue de Lardès Résidence Le Nouveau Bal C 10		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 28% (étiquette D à C)	70	11 920 €	12 315 €	11 920 €	5 854 €	2 000 €	3 482 €	25%	2 982 € 5000 €			11 436 €	1 998 €	
Montpellier	CASTRIER	Saboteu	138 rue d'Alsace de la Vigelle		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation de la façade - Gain énergétique 33% (étiquette E à C)	110	24 394 €	26 279 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 5000 €			17 500 €	8 779 €	
Montpellier	CLERGUE	ClaraBris	125 bis avenue de Palavas Ville E		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des combles et de la façade - Gain énergétique 29% (étiquette E à C)	128	13 375 €	14 368 €	13 375 €	6 586 €	2 000 €	3 844 €	25%	3 344 € 5000 €			12 532 €	1 734 €	
Montpellier	DADANI	Asil	24 rue des Esclaves d'Or		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Acquisition-Amélioration, Isolation des murs, des combles et changement de la chaudière - Gain	67	25 004 €	23 804 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 5000 €			17 500 €	8 364 €	
Montpellier	DENIGOT	Milouja	2300 avenue des Moulins Pâtescoire Le Concorde B01		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et changement du système de chauffage - Gain énergétique 33% (étiquette E à F)	40	2 583 €	4 437 €	2 583 €	1 282 €	2 000 €	1 146 €	25%	946 € 5000 €			4 458 €	-1 €	

Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016

Commune	Nom du demandeur	Adresse du Logement	Adresse du Bénéficiaire si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de travaux	Montant du loyer après travaux /m²/mois	Priorité d'intervention	Description des Travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FAIRT	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole	dont subvention base Métropole	dont Eco-prime PO Métropole	dont Eco-prime PB (2000 ou 5%)	doit prime vacance PB (2000 € ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Montpellier	EL BOURKI Mohamed et Hamed Messiri, Bât 23 étage 3	270 allée de la Messerie, Résidence El Bourki, Bât 23 étage 3		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation de charpente et de combles, robinetterie thermostatiques et isolation des murs - gain énergétique de 25% (étiquette D à E)	T5	101	13 970 €	14 921 €	13 970 €	5 994 €	2 000 €	3 995 €	25%	3 482 € 500 €			12 982 €	1 937 €	
Montpellier	EL HAMZAOU Ali	147 rue Emile Capotain Bât C		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation de charpente et de combles, robinetterie thermostatiques et isolation des murs - gain énergétique 35% (étiquette E à D)	T4	73	18 123 €	19 453 €	18 123 €	18 000 €	2 000 €	5 031 €	25%	4 531 € 500 €			16 093 €	3 360 €	
Montpellier	ERRAGRAGUI Mohamed	122 rue de Salamandre, porte 7		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs gain 25% (étiquette D à D)	T6	80	21 001 €	21 954 €	20 000 €	10 300 €	2 000 €	5 300 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	4 464 €	
Montpellier	FALLU Nicolas	222 rue du Centenaire Bât 4		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Isolation des murs, des combles, installation d'une VMC et d'un puits à granulés - Gain énergétique de 40% (étiquette G à E)	T5	80	23 240 €	24 284 €	20 000 €	13 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	6 784 €	
Montpellier	FOUDA Odile	821 rue de Bugat Réa Les Hauts d'Argencey Bât 13		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Menuiseries, chauffage avec thermostat et robinets thermostatiques - Gain énergétique 31% (étiquette D à C)	T5	110	14 711 €	15 735 €	14 711 €	7 355 €	2 000 €	4 175 €	25%	3 675 € 500 €			13 533 €	2 202 €	
Montpellier	GARON GAGNE Lucille	65 rue de l'Indus		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation de la toiture - Gain énergétique 41% (étiquette D à D)	T6	123	19 452 €	20 522 €	19 452 €	9 726 €	2 000 €	5 303 €	25%	4 563 € 500 €			17 089 €	3 437 €	
Montpellier	GERAUD et LORENTE Céline	153 rue de Corse		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Acquisition-amélioration, Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation des combles, chauffe-eau et extracteur d'air - Gain énergétique 52% (étiquette D à B)	T4	98	25 547 €	27 737 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	10 237 €	
Montpellier	HELLI Duclair	200 rue de Loyde, Résidence Le Poycaud, Poycaud Bât 11		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 25% (étiquette C à C)	T5	82	11 124 €	12 707 €	11 124 €	5 562 €	2 000 €	3 281 €	25%	2 761 € 500 €			10 643 €	1 864 €	
Montpellier	HILALI Charif	101 avenue de Louis-Vincent, Résidence Le Sorbier, Bât 5		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, des robinets thermostatiques - Gain énergétique de 25 % (étiquette D à C)	T3	62	15 188 €	16 113 €	15 188 €	7 594 €	2 000 €	4 297 €	25%	3 797 € 500 €			13 891 €	2 222 €	
Montpellier	KHEZAMI Zineb	3 rue Charbon Bât 11		Propriétaire occupant		Très Modestes	ENERGIE		ENERGIE	Autoréhabilitation encadrée, Changement des menuiseries, installation d'une pompe à chaleur, d'un chauffe-eau, isolation des murs et remise aux normes électriques de 45% (étiquette E à C)	T3	72	33 495 €	35 726 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € 500 €			17 500 €	18 226 €	

Eco-prime des subventions 90% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes 100 % du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources très modestes

**Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016**

Commune	Nom du demandeur	Adresse du Logement	Adresse du bénéficiaire si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant	Ressources du demandeur	Type de logement	Montant du loyer après travaux	Montant du loyer avant travaux	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface habitable en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépenses subventionnées	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole	dont subvention base Métropole	dont éco-prime PO	dont éco-prime PB Métropole (2000 ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Montpellier	LOPEZ	38 impasse de la Fenêlue		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes	vacant	308 €	308 €	TRAVAUX LOURDS - INSALUBRITÉ	Remise au sautoir suivant étude technique isolation des combles, électricité, Gain énergétique de 33% (étiquette E à C) - Grille insalubrité 0 à 40	T4	110	86 580 €	89 477 €	51 765 €	25 383 €	2 000 €	10 000 €	25%	10 000 € 500 €			37 883 €	30 595 €
Montpellier	METALLAKOU	214 rue des Péniches		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Mise en place d'une VMC et isolation par l'extérieur - Gain énergétique 47% (étiquette D à B)	T4	70	17 118 €	18 104 €	17 118 €	6 558 €	2 000 €	4 775 €	25%	4 275 € 500 €			15 338 €	2 736 €
Montpellier	MEYLANDI	3 cours Del Plus Apt 38 Résidence Del Rio		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, de la chaudière et isolation des murs - Gain énergétique 30% (étiquette D à D)	T5	114	16 516 €	17 425 €	15 515 €	6 258 €	2 000 €	4 822 €	25%	4 129 € 500 €			14 867 €	2 538 €
Montpellier	MOUSOUNI	283 rue Uppsal, Résidence Les Allées du Bois Bat 101 Etage 1 porte 487		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, installation de robinets thermostatiques et isolation des murs - Gain énergétique de 27 % (étiquette D à D)	T3	68	10 455 €	11 501 €	10 155 €	5 228 €	2 000 €	3 114 €	25%	2 614 € 500 €			10 342 €	1 150 €
Montpellier	OLIVE	14 bis Les 157 rue de la Marquise Bat B Apt 134 - Résidence Les Rollets E		Propriétaire bailleur	vacant	vacant	vacant	308 €	308 €	LOGEMENT DEGRADE	Rénovation thermique et mise aux normes du logement, isolation des combles, électricité, chauffage, gain énergétique de 33% (étiquette E à C) - Grille insalubrité 0 à 40	T1	28,19	20 050 €	21 074 €	20 050 €	7 018 €	1 503 €	3 005 €	10%	2 005 €		1 003 €	11 625 €	10 048 €
Montpellier	PAOLI	19 rue de la Concord		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, installation d'une VMC et isolation des combles - Gain énergétique de 42% (étiquette F à D)	T4	65	10 602 €	11 205 €	10 602 €	5 576 €	2 010 €	3 163 €	25%	2 663 € 500 €			10 489 €	719 €
Montpellier	SADAOUI	1003 rue de Contrazou des Résidences Le Cœur 981 F		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation des combles - Gain énergétique 33% (étiquette D à C)	T4	66	15 493 €	16 345 €	15 493 €	7 747 €	2 000 €	4 373 €	25%	3 873 € 500 €			14 720 €	12 225 €
Montpellier	SADI	Résidence la Mirado 237 rue d'Alico		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Acquisition et installation de menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique 43% (étiquette D à C)	T3	72	9 933 €	10 511 €	9 963 €	4 482 €	2 000 €	2 991 €	25%	2 481 € 500 €			9 975 €	838 €
Montpellier	SILVAGAS	40 rue Alain Colas		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, isolation de la toiture et installation d'une VMC - Gain énergétique de 34% (étiquette C à B)	T4	100	14 736 €	15 487 €	14 736 €	7 358 €	2 000 €	4 184 €	25%	3 684 € 500 €			12 552 €	1 805 €
Montpellier	SIDHUM	Résidence Saint Clement 215 place Urbin		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				AUTONOMIE	Adaptation de la salle de bain, modernisation de deux volets roulants	T5	90	2 982 €	3 171 €	2 862 €	1 421 €		721 €	25%	721 €			2 162 €	1 009 €
Montpellier	SOUDDU	16 allée de l'Osier Résidence l'Osier Bat A		Propriétaire occupant	Très Modestes	Très Modestes				ENERGIE	Changement des menuiseries, système de chauffage, isolation des combles, électricité, Gain énergétique 25% (étiquette D à D)	T4	82	14 227 €	15 324 €	14 227 €	7 114 €	2 000 €	4 057 €	25%	3 657 € 500 €			15 171 €	2 155 €

Annexe à la délibération relative à l'opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2016
Conseil de Métropole du 27 janvier 2016

Commune	Nom du demandeur	Adresse de Logement	Adresse si différente	Type de demandeur	Nature de l'occupation avant travaux	Ressources du demandeur	Type de loyer après travaux	Montant du loyer après travaux /m²/mois	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération HT	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FAIRT	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole	dont subvention base Métropole	dont Eco-prime PO Métropole	dont Eco-prime PB Métropole (2000 ou 5%)	dont prime vacance PD (2000 € ou 5%)	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire
Montreuil	ZAVOUI	Maison 20 allée du Parc Labbin		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Isolation des murs et des combles - Gain 34 % (étiquette C à B)	T4	78	15 135 €	15 068 €	15 135 €	7 568 €	2 000 €	4 384 €	25%	3 794 € (500 €)				12 852 €	12 116 €
Pérel	NAVARRO	Fonds 24 bis de Pérel		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des murs - Gain énergétique de 46% (étiquette E à D)	T3	80	23 438 €	24 727 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	7 227 €
Pérel	SIADOUX	Maison 10 rue des Mardées		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Mise en place d'un système eau chaude solaire et chauffage, chaudière à condensation en appoint, isolation énergétique 62% (étiquette E à D)	T4	135	28 158 €	27 597 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	10 057 €
Pignou	FALLER	1 impasse des Branders		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et pompe à chaleur - Gain énergétique 51% (étiquette E à C)	T4	90	24 525 €	26 225 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	8 725 €
Pignou	THUILLIER	25 rue des Breaches		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et de la chaudière - gain énergétique de 38% (étiquette D à C)	T6	132	17 242 €	18 191 €	17 242 €	3 821 €	2 000 €	3 811 €	25%	3 311 € (500 €)				15 432 €	12 758 €
Prades-le-Lac	COVACHO	Maison 10 impasse Les Coraux		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Installation d'une pompe à chaleur et isolation d'une pièce - Gain énergétique de 46 % (étiquette D à C)	T5	131	12 470 €	13 430 €	11 800 €	1 630 €	2 000 €	3 472 €	25%	2 972 € (500 €)				11 417 €	12 015 €
Saint Genès des Mourgues	DESPOCH	8 traversée d'Arche		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Menuiseries, réflexion et isolation de la toiture et installation d'un puits à vent - Gain énergétique de 85% (étiquette F à D)	T3	100	16 218 €	17 900 €	16 218 €	1 682 €	2 000 €	4 555 €	25%	4 055 € (500 €)				14 664 €	2 335 €
Saint Genès des Mourgues	RUIZ	101 rue du Bassin		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Isolation et réflexion de la toiture (cf. infiltrations) et installation d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 40% (étiquette F à D)	T4	83	29 596 €	23 006 €	20 000 €	13 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	5 586 €
Saint Jean de Vézins	MARTIN	2 rue des Cardonnies		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et isolation des combles - Gain énergétique 27% (étiquette D à C)	T4	90	10 080 €	10 635 €	10 080 €	5 550 €	2 000 €	3 020 €	25%	2 520 € (500 €)				10 080 €	575 €
Saint-Bas	BOISSELOT	42 rue du Levant		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries, du système de chauffage, isolation de la toiture et installation d'un chauffage eau solaire - Gain énergétique 52% (étiquette E à B)	T6	150	24 031 €	25 881 €	20 000 €	16 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	8 381 €
Saint-Bas	RUIZ	11 rue du planas		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Mise en place d'une pompe à chaleur - Gain énergétique 35% (étiquette E à D)	T5	71	6 030 €	6 054 €	5 905 €	2 000 €	2 000 €	1 951 €	35%	1 451 € (500 €)				6 554 €	0 €
Sausan	WASSERLIN	4 rue de l'Arbrevoir		Propriétaire occupant		Très Modestes			TRAVAUX LOUDS - LOGEMENTS TRES DEGRADES	Acquisition-amélioration, Réhabilitation complète d'une maison de village - D +0.62 - Gain énergétique de 73% (étiquette E à B)	T3	150	60 539 €	30 550 €	32 500 €	26 500 €	2 000 €	10 000 €	25%	10 000 € (500 €)				33 250 €	42 312 €
Vendargues	MIRO	3 impasse des Chapeaux		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Changement des menuiseries et installation d'un système de chauffage - Gain énergétique de 40% (étiquette F à D)	T5	102	21 054 €	23 610 €	20 000 €	10 000 €	2 000 €	5 500 €	25%	5 000 € (500 €)				17 500 €	6 130 €
Villeneuve-Maguelaine	TRANC	7 rue des Morpantes		Propriétaire occupant		Très Modestes			ENERGIE	Isolation des combles, installation d'un chauffage neu thermodynamique et d'une pompe à chaleur - Gain énergétique de 48 % (étiquette C à B)	T5	100	9 545 €	10 846 €	9 545 €	4 271 €	2 000 €	2 986 €	25%	2 386 € (500 €)				9 558 €	1 138 €
TOTAL													1 255 752 €	1 245 184 €	1 202 457 €	600 533 €	138 119 €	319 754 €						1 047 259 €	

Engagement des subventions 50% du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes/ 100 % du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes/ 100 % du TTC pour les propriétaires occupants aux ressources modestes



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil a décidé la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements occupés par des propriétaires modestes et très modestes pour un montant total de 5 877 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 2006783 - 02

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



Annexe à la délibération relative à l'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées "Gambetta, Figuerolles, Nord-Ecusson" à Montpellier 2010 / 2015

Conseil de Métropole du 27/01/2016

Commune	Nom du demandeur		Adresse du logement	Type de demandeur	Ressources du demandeur	Priorité d'intervention	Description des travaux	Typologie	Surface fiscale en m²	Coût de l'opération TTC	Dépense subventionnée	TOTAL subventions ANAH	TOTAL subventions FART	TOTAL subvention Métropole	Taux Métropole base	dont subvention base Métropole	TOTAL des subventions	Reste à charge du propriétaire	Taux de subvention / TTC
Montpellier	PASCAL Michel	Madataire : Syndic CITYA, VILAR Sébastien	36 rue de l'Université	Propriétaire occupant	Très Modestes	AUTRES TRAVAUX (parties communes copropriété)	Remise en sécurité et salubrité des parties communes de l'immeuble (gros œuvre, couverture, ferronnerie, électricité, plomberie, peinture, menuiseries, réseaux)	T1	13	6 556 €	5 960 €	2 085 €	0 €	596 €	10%	596 €	2 682 €	3 874 €	41%
Montpellier	GILBERT Daniel	Madataire : Syndic CITYA, VILAR Sébastien	36 rue de l'Université	Propriétaire occupant	Modestes	AUTRES TRAVAUX (parties communes copropriété)	Remise en sécurité et salubrité des parties communes de l'immeuble (gros œuvre, couverture, ferronnerie, électricité, plomberie, peinture, menuiseries, réseaux)	T2	20	13 113 €	11 921 €	2 384 €	0 €	1 192 €	10%	1 192 €	3 576 €	9 537 €	27%
Montpellier	GALLET DE VIVIE DE REGIE	Ernaut	60 cours Gambetta	Propriétaire occupant	Très Modestes	TRAVAUX LOURDS - INSALUBRITE	Réhabilitation complète du logement (mise aux normes électricité et réseaux, chauffage, menuiseries, sols, SDB et cuisine).	T3	56	43 492 €	40 890 €	20 445 €	2 000 €	4 089 €	10%	4 089 €	30 534 €	12 958 €	70%
TOTAL												24 915 €	2 000 €	5 877 €		5 877 €	36 792 €	26 368 €	



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - DÉLIBÉRATION N°13275 DU 30 SEPTEMBRE 2015 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au logement, rapporte :

Par délibération n°13275 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé l'attribution d'une aide à Monsieur KABA, pour la rénovation du logement qu'il occupe et dont il est propriétaire, situé 15 rue Daru à Montpellier.

A la suite d'une erreur matérielle, cette subvention a été plafonnée à 1 300 €, alors que l'application des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain Gambetta Figuerolles Nord Ecusson, dont relève ce logement et pour ce type de projet, conduit à l'attribution d'une aide de 2 847 €.

Les autres éléments de la délibération n°13275 restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°13275 du 30 septembre 2015 et attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 847 € à Monsieur KABA demeurant 15 rue Daru à Montpellier, en lieu et place des 1 300 € accordés initialement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le : - 3 FEV. 2016
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte : INC 1103496 - DE

- 1 FEV. 2016
Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original,
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**PARTICIPATION CITOYENNE, PERFORMANCE ET
EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
- AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU À
FABRÈGUES - MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET ÉLABORATION DES DOSSIERS
RÉGLEMENTAIRES - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°12183 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme d'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues. Ce programme consiste essentiellement à réaliser des digues de protection rapprochée qui seront positionnées le long des secteurs habités des Plantades et des Campanelles en rive gauche du Coulazou, depuis l'ancienne voie SNCF jusqu'à la RD 613. Elles seront complétées en rive droite par une digue de protection rapprochée d'un quartier urbanisé au niveau de la confluence entre le Merdanson et le Coulazou. Ce programme est estimé à 4,2 M€ H.T. Il se décompose selon les postes suivants : études préliminaires 150 000 €, mission de maîtrise d'œuvre 250 000 €, acquisitions foncières 200 000 €, travaux 3 600 000 €.

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens pour la période 2015-2020. L'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues correspond à l'action 7.2 de ce PAPI. Ce dernier a été labellisé le 9 juillet 2015 par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé le 11 décembre 2015.

Les études préliminaires ont été financées dans le cadre du PAPI Lez. Les prestations de maîtrise d'œuvre et d'établissement des dossiers réglementaires et PSR (Plan de Submersions Rapides), estimées à 250 000€ H.T., pourront être financées dans le cadre du PAPI2. Dans ces conditions, le plan de financement de ces prestations serait le suivant :

- 40% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, pour le financement des prestations de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers réglementaires relatifs à l'aménagement de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues, prestations d'un montant prévisionnel de 250 000 €HT,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 13564 DE

Fait à Montpellier, le 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, **légalement convoqués**, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE
VALLÉE DE LA MOSSON - APPROBATION DE L'AVANT-PROJET - DEMANDES
D'AIDES FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°10975 du 28 juin 2012, le Conseil a approuvé le programme de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, puis par délibération n°11674 du 26 juin 2013, a été approuvé le programme de travaux de cette opération pour un montant de 3,5 M€ H.T.

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Action de Prévention des Inondations) sur le bassin versant du Lez Mosson Étangs palavasiens pour la période 2015-2020. Les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone correspondent à l'action n°7.1 de ce PAPI. Ce dernier a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) le 9 juillet 2015 et signé le 11 décembre 2015.

L'avant-projet relatif à ce programme d'aménagement a été élaboré, notamment en concertation avec le SYBLE, les services de l'État et les communes concernées.

Cet avant-projet comporte :

- 1) la réalisation d'un ouvrage de régulation dynamique des crues de la Mosson, comprenant le recul de la digue rive gauche actuelle sur une longueur de 620 m, entre la voie SNCF et la RD 116, et le renforcement de cette même digue rive gauche en aval, entre la RD 116 et le Thôt, sur une longueur de 2 200m environ,
- 2) la suppression de plusieurs digues en rives droite et gauche de manière à faciliter l'expansion des crues de la Mosson, hors des zones densément habitées,
- 3) la création d'un chenal d'évacuation des crues du Rieucoulon et du Lantissargues vers l'étang de l'Arnel, d'une longueur de 750m environ,
- 4) la création d'une zone humide en bordure du Thôt et l'arasement partiel du seuil aval de la Mosson, comme mesures compensatoires des aménagements afin de répondre aux enjeux écologiques et faciliter le ressuyage des plaines agricoles.

L'ensemble de ce programme de travaux est estimé par le maître d'œuvre à 3,3 M€ H.T. Il permet de protéger les secteurs densément habités jusqu'à une crue d'occurrence centennale.

Les acquisitions foncières estimées à 840 000 € et les travaux estimés à 3 960 000 € TTC pourront être financés dans le cadre du PAPI2. Dans ces conditions, le plan de financement, pour un montant de 4,8 M€, serait le suivant :

- 25% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées,
- 55% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le présent avant-projet des aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, pour un montant de travaux de 3,3 M€ H.T.,
- solliciter **les aides financières les plus larges** auprès des différents **partenaires concernés**, notamment l'État et la **Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées** pour le **financement des acquisitions foncières** et des travaux relatifs à ce programme,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13565

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 201906-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE
VALLÉE DE LA MOSSON - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3233EA13 - AVENANT
N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°10975 du 28 juin 2012, le Conseil de Métropole a approuvé le programme de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Par délibération n°11674 du 26 juin 2013, le Conseil de Métropole a approuvé le programme de travaux de cette opération pour un montant de 3,5 M€ H.T, et autorisé le lancement d'un appel d'offres et la signature du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce marché de maîtrise d'œuvre, n°3233EA13, a été passé avec le bureau d'études Égis Eau. La mission confiée est une mission complète de maîtrise d'œuvre au sens de l'arrêté du 21 décembre 1993, comportant les éléments de missions normalisés suivants :

- en phase conception : les études d'avant-projet et de projet,
- en phase réalisation : l'ensemble des missions relatives à la dévolution des travaux jusqu'aux opérations de réception.

Cette mission comprend aussi la réalisation et le suivi de l'ensemble des études et dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations administratives préalables aux travaux et à l'obtention de la labellisation Plan de Submersion Rapide (PSR) des ouvrages projetés.

La rémunération du maître d'œuvre résulte de l'application du taux de 3,29 % fixé par le marché sur le coût prévisionnel des travaux, soit 115 177,00 € H.T., et du montant forfaitaire retenu pour les dossiers réglementaires et de labellisation PSR, soit 41 982,00 € H.T. Le montant total du marché est donc de 157 159,00 € H.T. Ce forfait de rémunération provisoire de maîtrise d'œuvre doit être fixé de manière définitive à l'issue des études d'avant projet.

Est également soumis à l'approbation du Conseil du 27 janvier 2016 l'avant-projet de l'opération pour un montant de travaux de 3,3 M€ H.T., légèrement inférieur au montant prévisionnel.

En conséquence, la part du forfait de rémunération pour la mission de maîtrise d'œuvre est ramenée à 108 570 € H.T.

Par ailleurs, pour répondre aux demandes des services de l'Etat dans le cadre de la labellisation du PAPI2, le maître d'ouvrage a confié au maître d'œuvre l'étude de nouvelles variantes d'aménagement. Dans ce même cadre et pour aider à la validation finale du programme d'aménagement par l'Etat, une analyse multicritères relative à la santé humaine, à l'environnement a aussi dû être réalisée afin notamment de prendre en compte les mesures compensatoires et d'accompagnement du projet.

Le coût de ces prestations supplémentaires s'élève à 15 734 € H.T. Le montant de la rémunération du maître d'œuvre pour la réalisation des dossiers réglementaires et de labellisation PSR est ainsi porté à 57 716 € H.T..

Au final, le montant total du marché est ainsi porté à 166 286 € H.T., soit une augmentation de 5,81% par rapport au montant du marché initial.

Enfin, compte tenu de la réalisation des études complémentaires, le délai de la phase AVP est porté à 12 mois.

La Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant le 12 janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°3233EA13 passé avec Égis Eau portant le montant du marché à 166 826 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 108505-02

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA BASSE
VALLÉE DE LA MOSSON SUR LES COMMUNES DE LATTES ET VILLENEUVE-LÈS-
MAGUELONE - APPROBATION DU PLAN DE SUBMERSIONS RAPIDES (PSR)**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Est soumis au Conseil du 27 janvier 2016 l'approbation de l'avant-projet de l'opération d'aménagement contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, pour un montant de travaux de 3,3M€ HT.

Cette opération correspond à l'action 7-1 inscrite au Programme d'Actions de Prévention des Inondations sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens (PAPI2), labellisé le 9 juillet 2015 par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé le 11 décembre 2015.

Tout financement de l'État concernant la sécurisation d'un ouvrage existant ou l'augmentation du niveau de protection d'un territoire doit faire l'objet d'une labellisation Plan de Submersions Rapides (PSR). Cette labellisation PSR repose sur une exigence de garanties techniques élevées pour tous les ouvrages protégeant les populations contre les inondations. Elle permet de garantir la cohérence des projets dans une démarche de prévention et de mise en sécurité, et la prise en compte des zones à protéger.

Le dossier PSR relatif à l'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson est composé des pièces suivantes :

- Identification de la zone à protéger pour laquelle les aménagements garantissent l'absence d'inondation et de submersion,
- Identification de l'ensemble des ouvrages constituant le système,
- Identification du maître d'ouvrage,
- Classement de l'ouvrage conformément à l'article R.214-113 du Code de l'environnement,
- Identification des enjeux de la zone à protéger et diagnostic de l'ouvrage,
- Étude de dangers,
- Niveaux de protection actuelle et envisagée,
- Analyse Coûts-Bénéfices,
- État d'avancement des Plans de Protection contre les Risques Naturels concernés par le projet,
- Mise en œuvre d'un projet global de prévention des inondations,
- Définition du projet : Avant-projet des aménagements de protection,
- Modalités de financement des travaux et de leur entretien ultérieur.

L'objet de la présente délibération est d'approuver le dossier PSR en vue d'une demande de labellisation auprès de Monsieur le Préfet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier du Plan de Submersions Rapides relatif à l'opération d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, en vue d'une demande de labellisation auprès de Monsieur le Préfet,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13567

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 1104572 - DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA
BASSE VALLÉE DE LA MOSSON - APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUÊTES
PUBLIQUES ET DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES CONJOINTES
POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET LES AUTRES PROCÉDURES
ADMINISTRATIVES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°10975 du 28 juin 2012, le Conseil de Métropole a approuvé le programme de l'opération de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone.

Par délibération n°11674 du 26 juin 2013, le Conseil de Métropole a approuvé le programme de travaux de cette opération pour un montant de 3,5M€ H.T.

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Action de Prévention des Inondations) sur le bassin versant du Lez Mosson Étangs palavasiens pour la période 2015-2020. Les aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sur Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone correspondent à l'action 7.1 de ce PAPI. Ce dernier a été labellisé le 9 juillet 2015 par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé le 11 décembre 2015.

Il est proposé au Conseil en séance du 27 janvier 2016, d'approuver l'avant projet pour un montant de 3,3 M€ HT, ainsi que le dossier Plan de Submersions Rapides (PSR).

Dans le cadre de cette délibération, il est également proposé d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet, soit une emprise de 40 ha,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis aux procédures d'enquête publique sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. On distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général,
- le dossier d'autorisation au titre des articles L214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau),
- le dossier d'enquête parcellaire.

Il est également proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R232-1 du Code de l'expropriation compte tenu de l'intérêt de réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité de la commune de Lattes face à une crue de la Mosson.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, la déclaration d'intérêt général, l'autorisation au titre des articles L 214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau) et le dossier d'enquête parcellaire concernant le projet d'aménagement contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, ainsi que les opérations induites, en vue des acquisitions foncières nécessaires à sa réalisation, au besoin par voie d'expropriation,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault l'ouverture des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général, à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau et de l'enquête parcellaire,
- requérir à l'issue des enquêtes publiques le prononcé des arrêtés correspondants,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault qu'il déclare l'urgence en application de l'article R 232-1 du Code de l'expropriation,

Délibération n° 13568

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 1404582 -DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL,





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– AMÉNAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU À
FABRÈGUES - MARCHÉS POUR LA DÉSIGNATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET POUR
L'ÉTABLISSEMENT DES DOSSIERS RÉGLEMENTAIRES ET PSR - COMMISSION
COMPOSÉE EN JURY - ÉLECTION - AUTORISATION DE LANCER DEUX APPELS
D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°12183 du 6 février 2014, le Conseil a approuvé le programme d'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues. Ce programme consiste essentiellement à réaliser des digues de protection rapprochée qui seront positionnées le long des secteurs habités des Plantades et des Campanelles en rive gauche du Coulazou, depuis l'ancienne voie SNCF jusqu'à la RD 613. Elles seront complétées en rive droite par une digue de protection rapprochée d'un quartier urbanisé au niveau de la confluence entre le Merdanson et le Coulazou. Ce programme est estimé à 4,2 M€ H.T. Ce montant se décompose selon les postes suivants : études préliminaires 150 000 €, mission de maîtrise d'œuvre 180 000 €, établissement des dossiers réglementaires et PSR 70 000 €, acquisitions foncières 200 000 €, travaux 3 600 000 €.

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens pour la période 2015-2020. L'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues correspond à l'action 7.2 de ce PAPI. Ce dernier a été labellisé le 9 juillet 2015 par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé le 11 décembre 2015.

Sur la base du programme décrit ci-dessus, la désignation d'un maître d'œuvre est nécessaire pour la poursuite des études et la réalisation des travaux. À cette fin, il convient de lancer une procédure de consultation sous forme d'appel d'offres restreint, conformément aux dispositions des articles 33, 60 à 64 et 74.III.4°.b du code des marchés publics.

La mission confiée sera une mission complète de maîtrise d'œuvre au sens de l'arrêté du 21 décembre 1993, comportant les éléments de missions normalisés suivants :

- en phase conception : les études préliminaires, d'avant projet et de projet,
- en phase réalisation : l'ensemble des missions relatives à la dévolution des travaux jusqu'aux opérations de réception.

La rémunération de la maîtrise d'œuvre résultera de l'application du taux de rémunération proposé par le maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux, égal à 3 600 000 € H.T. Le forfait de rémunération de maîtrise d'œuvre sera fixé de manière définitive à l'issue des études d'avant-projet. Les honoraires de maîtrise d'œuvre sont estimés à 180 000 € H.T., soit 216 000 € T.T.C.

La procédure d'appel d'offres restreint relative aux marchés de maîtrise d'œuvre prévoit que la Commission d'Appel d'Offres, après avis motivé d'un jury constitué conformément aux dispositions du I de l'article 24 du code des marchés publics, dresse la liste des candidats admis. Ce jury émet également un avis motivé sur les offres.

Conformément aux dispositions de l'article du code des marchés publics susvisé, le jury de maîtrise d'œuvre sera composé, outre de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, président de droit, ou de son représentant, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus au sein du Conseil de Métropole. Les autres membres siégeant au jury, avec voix délibérative, seront désignés par le président du jury.

Il s'agit :

- des personnes dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du marché, sans que leur nombre ne puisse excéder cinq, la désignation de ces personnes étant facultative,
- des personnes ayant la qualification (ou une qualification équivalente) exigée des candidats pour participer à la consultation, représentant au moins un tiers du jury.

Monsieur le Trésorier Principal municipal et un représentant du service en charge de la concurrence seront invités à participer au jury avec voix consultatives.

En application de l'article 22 du code des marchés publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu. Sur la base de ces précisions :

- les listes devront être exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du conseil de Métropole,
- la date limite de remise des dépôts des listes a été fixée au mercredi 27 janvier 2016 à 12 heures au service du Conseil de la direction des affaires juridiques et de la commande publique,
- les listes devront être transmises par courrier avec accusé de réception avant cette date ou remises contre récépissé aux jours et heures d'ouvertures du service conseil,
- chaque liste établie devant parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Élection du jury de maîtrise d'œuvre pour les aménagements de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

De même, il y a lieu de désigner un titulaire pour la réalisation et le suivi de l'ensemble des études et dossiers réglementaires nécessaires à l'obtention des autorisations administratives préalables aux travaux et à l'obtention de la labellisation Plan de Submersions Rapides (PSR) des ouvrages projetés. À cette fin, il convient de lancer une procédure de consultation sous forme d'appel d'offres restreint, conformément aux dispositions des articles 33 et 60 à 64 du code des marchés publics. Le montant de ce marché est estimé à 70 000 € H.T., soit 84 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement des procédures d'appel d'offres restreint pour la désignation du maître d'œuvre et pour la réalisation des dossiers réglementaires et PSR relatifs à l'aménagement de protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues,
- procéder aux élections des membres du jury concernant la procédure de passation du marché de maîtrise d'œuvre,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement des procédures de passation et en application de l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue des procédures de consultation ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'Assemblée, il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil et mentionnés ci-dessus.

La liste n°1 déposée par le Président est composée comme suit :

Titulaires :

Éliane LLORET

Pierre BONNAL

Jackie GALABRUN-BOULBES

Isabelle GUIRAUD

Mylène FOURCADE

Suppléants :

Guy BARRAL

Sauveur TORTORICI

Yvon PELLET

Rosi BUONO

Génies BALAZUN.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci-dessus.

Présents (émargements) : 83
Votants : 81
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire art L65 et L66 du Code électoral) : 3
Bulletins blancs : 2
Suffrage exprimés : 78

Titulaires :
sièges à pourvoir : 5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6
- Liste 1 :
Voix obtenues : 78
Attribution au quotient : 5
Attribution au plus fort reste : 0
Total : 5

Suppléants :
sièges à pourvoir : 5
Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 15,6
- Liste 1 :
Voix obtenues : 78
Attribution au quotient : 5
Attribution au plus fort reste : 0
Total : 5

La liste 1 est élue.
Les représentants de la Métropole au sein du Jury sont :

Titulaires :
Éliane LLORET
Pierre BONNAL
Jackie GALABRUN-BOULBES
Isabelle GUIRAUD
Mylène FOURCADE

Suppléants :
Guy BARRAL
Sauveur TORTORICI
Yvon PELLET
Rosi BUONO
Génies BALAZUN.

Concernant les autres points exposés dans la présente délibération,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

- 3 FEV. 2016

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 1108549-02

- 1 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– PRÉVISION DES CRUES ET PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - ACTIONS 2.4 ET 4.2.2 DU PAPI 2 LEZ -
DEMANDES D'AIDES FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI a été labellisé le 9 juillet 2015 par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signé le 11 décembre 2015.

L'action 2.4, d'un montant de 150 000 € H.T., intitulée « études hydrauliques complémentaires et cartes de scénarios pour la prévision de crue » et l'action 4.2.2 « Etude de caractérisation des aléas préalables à l'identification des zones de développement urbain sur le territoire de la Métropole », d'un montant de 100 000 € H.T., sont inscrites au PAPI 2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 50% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées,
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

A travers l'action 2.4, il est proposé de cartographier les zones inondées lors des épisodes de 2014 et 2015 afin de conserver la trace des niveaux d'eau constatés et la connaissance des phénomènes, souvent proches voire supérieurs aux événements d'occurrences centennales, qui ont touchés la plupart des communes de la Métropole. Ces cartes « risques » sont nécessaires au déploiement de l'outil Ville en alerte sur les secteurs concernés afin de permettre une gestion globale et collaborative à l'échelle intercommunale des risques liés aux débordements de cours d'eau, au ruissellement urbain, à la submersion marine.

Avec l'action 4.2.2, il est prévu d'engager en 2016 des études nécessaires à la prise en compte des risques dans la révision du SCoT et à l'accompagnement des projets urbains situés dans les zones où le risque inondation est mal connu. En effet, la connaissance du risque inondation n'existe pas, ou de manière insuffisante, au niveau du réseau hydrographique secondaire constitué de petits cours d'eau, ruisseaux et talwegs qui drainent le territoire métropolitain et qui sont très sensibles aux orages cévenols. Hors c'est justement sur ces secteurs, classés hors zones inondables des PPRi, qu'une partie des projets d'aménagement du territoire, notamment urbain, se développent.

Dans le cadre de la révision du SCoT, la prise en compte de ces risques est indispensable pour un aménagement du territoire responsable et durable. Elle nécessite notamment une réflexion préalable sur les zones à risques de manière à proposer un développement urbain cohérent avec l'existence de ces risques, mais aussi réorganiser s'il le faut l'existant ou les projets.

Ces actions feront ensuite l'objet de demandes de subventions spécifiques auprès des financeurs au fur et à mesure de la constitution de dossiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges possibles des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées pour le financement des actions 2.4 et 4.2.2 du PAPI2 Lez,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13570

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016
Le :
Numéro de l'acte : INC 1108904. DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES –
ECOCITÉ - VILLE EN ALERTE - MARCHÉ N°3460EA14 POUR LA MISE EN ŒUVRE
D'UN SYSTÈME OPÉRATIONNEL DE SURVEILLANCE ET DE GESTION EN TEMPS
RÉEL DU RISQUE HYDROLOGIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le programme d'investissement d'avenir « Ville de Demain », approuvé par délibération n°10605 du 30 janvier 2012 prévoit parmi les actions retenues, la mise en œuvre sur le territoire de l'EcoCité d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique, appelé Ville en alerte.

Ce projet financé à hauteur de 35% par l'Etat – Fonds Ville de Demain et de 45 % par l'Europe – programme FEDER, a pour objectif de réduire les conséquences des inondations sur les biens et les personnes par la mise en place d'un outil innovant permettant une gestion de la période de crise à l'échelle intercommunale, de manière collaborative et en temps réel avec l'ensemble des acteurs locaux, les communes et les services de l'Etat.

L'outil sera développé dans un premier temps sur le territoire de l'EcoCité qui comprend notamment les communes de Montpellier, Lattes et Pérols où tous les risques hydrologiques sont présents avec le débordement des cours d'eau notamment le Lez, la Lironde, le Nègue Cats, le débordement du réseau d'assainissement pluvial, le ruissellement urbain et la submersion marine.

Sur ce territoire, les enjeux et les contraintes sont nombreux et particulièrement importants puisqu'ils concernent le réseau de transport, incluant la ligne 3 du tramway, les voiries, les zones résidentielles, les zones d'activités et de loisirs, nombreuses et attractives, drainant une population locale mais aussi touristique.

L'outil pourra ensuite être développé à l'échelle du territoire dans le cadre des actions 2.1 à 2.4 inscrites au PAPI2 Lez, labellisé et signé en 2015.

Pour développer cet outil, une procédure de mise en concurrence négociée a été menée en application des articles 35-I-2°, 65 et 66 du Code des Marchés Publics.

Le marché a pour objet la réalisation d'un outil opérationnel à la pointe de la technologie, fiable, pérenne, évolutif, facilement exploitable, adapté aux spécificités du territoire et répondant aux besoins du maître d'ouvrage. Le marché comprend la mise en œuvre d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique dont la chaîne opérationnelle intègre notamment :

- l'information de prévision météorologique,
- le suivi des phénomènes en temps réel via l'acquisition et l'installation de capteurs sur le terrain, notamment dans les étangs, en complément des capteurs existants,
- la transmission, le stockage et le traitement des données en temps réel,
- la gestion collaborative de crise grâce à un outil de supervision consultable et actionnable à distance,
- l'anticipation de l'évènement et de ses conséquences sur le territoire à travers des cartes de risques préétablies et interactives,
- la transmission de l'information et de l'alerte aux acteurs locaux,
- la communication et la gestion des actions adaptées et coordonnées entre les acteurs du territoire.

La rémunération de l'entreprise sera globale et forfaitaire. La durée du marché est fixée à 3 ans dont deux ans de garantie et de maintenance du système.

À l'issue de la procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 12 janvier 2016, a décidé d'attribuer le marché correspondant au

groupement formé par Egis Eau et Synapse Informatique, pour un montant de 493 243,63 € H.T., soit 591 892,36 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché n°3460 EA 14 pour la mise en œuvre d'un système de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrologique avec le groupement Egis Eau - Synapse Informatique, d'un montant de 493 243,63 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le marché à intervenir, ainsi que les actes relatifs à son exécution, y compris son éventuelle résiliation, et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : - 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le : - 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 2016 08 299 - 02

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
-- SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - STATION D'ÉPURATION DE SAINT
GENIÈS DES MOURGUES / SUSSARGUES - MESURES COMPENSATOIRES SUR
LA VIREDONNE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DEMANDE D'AIDES
FINANCIÈRES**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier, approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoyait la création d'un nouveau système d'assainissement pour les communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues. Par délibération n°12353, en date du 19 juin 2014, le Conseil d'Agglomération a approuvé la réalisation de la nouvelle station d'épuration intercommunale située sur le territoire de Saint-Geniès des Mourgues.

Ce projet, d'une capacité de 7200 équivalents habitants et dont le rejet des eaux traitées s'effectue dans la Viredonne, a fait l'objet d'une procédure réglementaire de déclaration au titre du Code de l'Environnement. Dans ce cadre, et compte tenu de la sensibilité du milieu récepteur, des mesures compensatoires ont été demandées visant l'amélioration de la morphologie de la Viredonne.

La nature précise de ces mesures compensatoires s'appuie sur le diagnostic réalisé par le Syndicat Mixte du Bassin de l'Etang de l'Or. Il a été retenu de :

- nettoyer une berge de la Viredonne de déblais anthropiques, sur un linéaire de 100 mètres
- restaurer le cours d'eau naturel sur un linéaire de 220 mètres, en déplaçant le lit de la Viredonne dans son lit initial.

Par ailleurs, la ripisylve sera reconstituée sur les deux secteurs restaurés.

Le montant total estimé de ces mesures compensatoires, comprenant les études, acquisitions foncières et travaux, est établi à ce jour à 330 000 € HT.

Cette opération a été identifiée parmi les actions du Contrat de Métropole conclu avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse. Elle est susceptible de faire l'objet de subventions jusqu'à concurrence de 80% du montant de l'opération. Il convient donc de solliciter ces aides financières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux de rétablissement du ruisseau de la Viredonne dans son lit d'origine,
- solliciter de tous les organismes intéressés, notamment l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, leurs meilleures aides financières pour la réalisation de cette opération dont le coût total est évalué à 330 000 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le : - 3 FEV. 2016
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte : INC 201599 DE

- 1 FEV. 2016
Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**

**PROXIMITE, RELATION AVEC LES USAGERS,
COMPLEXE FUNERAIRE, CHASSE ET PECHE**

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

RESSOURCES HUMAINES – MISE À JOUR DES CONCESSIONS DE LOGEMENT - LISTE D'ATTRIBUTION - MODIFICATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La délibération n°13171 du 22 juillet 2015 établit la liste et les modalités d'attribution de concessions de logement au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux nouvelles dispositions du décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement.

Ainsi, en application de l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe notamment la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

Par ailleurs, consécutivement au décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole, la délibération n°13449 du 16 décembre 2015 approuve le transfert effectif de personnel au 1^{er} janvier 2016.

Il est donc proposé de prendre acte du transfert effectif de personnel au 1^{er} janvier 2016 et d'actualiser la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service en y ajoutant le gardien de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne.

Dès lors, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2016, la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service, notamment pour des raisons de sûreté, sécurité ou responsabilité, est établie comme suit :

- le concierge du domaine Bonnier de la Mosson,
- le concierge du Palais des Sports René Bougnol,
- le concierge de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau,
- le concierge du Conservatoire à Rayonnement Régional affecté au bâtiment de Candolle,
- le concierge de l'Ecolothèque de Saint-Jean-de-Védas,
- le concierge du Musée archéologique de Lattes,
- le concierge du domaine de la Providence,
- le concierge du domaine de la Pompignane,
- le gardien de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- actualiser la liste des emplois bénéficiant d'un logement de fonction comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le :
Déposé En Préfecture
Le :
Numéro de l'acte :

- 3 FEV. 2016
- 3 FEV. 2016

INC 2016021 - 02

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans **l'annexe 1** ci-jointe.

II- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2016.

III- Confirmations de postes :

a/ Par délibération n°12536 du 1er octobre 2014, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de Chef du service politique de la ville au sein de la DUH (n° du poste : 2014-027), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat.

- nature des fonctions : contribuer à définir et piloter la mise en œuvre de la politique communautaire en matière de cohésion sociale. Accompagner également la mise en œuvre les projets de rénovation urbaine avec l'objectif de réduction des écarts de développement entre quartiers prioritaires et la Métropole
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études et justifier d'une expérience professionnelle dans la conduite de projets de développement, impliquant le travail en partenariat.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux ou sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole de définir piloter la stratégie en matière de cohésion sociale et urbaine sur son territoire, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13611

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : INC 100907 - SE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL



ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-454	Ressources et moyens	Direction des Affaires Juridiques et des Marchés publics	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire suivi des sinistres
1	2016-455	Culture sport solidarité	Musée Henri-Prades	B	Temps Complet	Assistant de conservation	Guide animateur sites Lattara et Castellars
1	2016-456	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction des Mobilités	C	Temps Complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire comptable
1	2016-457	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Action Territoriale	C	Temps Complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie Pôle Littoral

ANNEXE 2 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Ref Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2002- 112	Cabinet	Protocole	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Chargée d'accueil à la Direction du Protocole	2016- 458	Culture sport solidarité	Guichets uniques	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Agente d'accueil guichet unique
2006- 023	-	-	Temps complet	Adjoint technique territorial	Porteur-chauffeur au SFMA	2016- 459	Culture, sport, solidarité	Direction des Sports	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agente de maintenance au stade de la Mosson
2007- 053	-	-	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Chargée d'accueil au SFMA	2016- 460	Ressources et moyens	Direction des Ressources Humaines	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Agente administratif
2007- 054	-	-	Temps complet	Agent de maîtrise territorial	Thésaurapriceur au SFMA	2016- 461	Culture, sport, solidarité	Conservatoire Rayonnement Régional Musical	Temps complet	Agent de maîtrise territorial Ou Adjoint technique territorial	Agente polyvalent au CRR
004-550	-	-	Temps complet	Technicien territorial	Thésaurapriceur au SFMA	2016- 462	Ressources et moyens	Direction des Moyens Général et des Bâtiments	Temps complet	Technicien territorial	Gestionnaire du parc auto à la DMGB

ANNEXE 2 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 27 janvier 2016– Modification du tableau des effectifs



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (I.H.T.S.) - MODALITÉS DE PLAFONNEMENT - MODIFICATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

La délibération n°8074 du 30 janvier 2008 approuve l'indemnisation horaire des travaux supplémentaires (I.H.T.S.) et encadre les modalités de réalisation de ces heures supplémentaires, conformément aux dispositions du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié.

Ainsi, en application de l'article 6 du décret n°2002-60 précité, l'assemblée délibérante détermine notamment les conditions dans lesquelles est autorisé le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires mensuelles par agent.

Par ailleurs, consécutivement au décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole, la délibération n°13449 du 16 décembre 2015 approuve le transfert effectif de personnel au 1^{er} janvier 2016.

Il est donc proposé de prendre acte du transfert effectif de personnel au 1^{er} janvier 2016 et d'actualiser les cas pour lesquels le dépassement du contingent maximum de 25 heures supplémentaires (semaine, nuit, dimanche ou jour férié) mensuelles par agent est autorisé, à raison de la nature des fonctions exercées.

Aux fonctions spécifiques recensées par la délibération n°8074 du 30 janvier 2008, après avis du Comité Technique du 21 janvier 2016, est ajouté le gardiennage de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne, compte tenu des fluctuations ponctuelles et notamment saisonnières de la charge de travail, auxquelles ces missions donnent lieu.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- actualiser la liste des exceptions au plafond de 25 heures supplémentaires mensuelles comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *INC 109323-DE*

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le *- 1 FEV. 2016*
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - MODIFICATION DES STATUTS ET DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - APPROBATION

M. R, REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17 octobre 2012 les compétences « eau potable », « assainissement des eaux usées » ainsi que « développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône Languedoc », dite « Eau Brute ».

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a décidé de créer une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière, en application des articles L.1412-1, R.1412-1, L.2221-1 à L.2221-14, R.2221-1 à R.2221-17, et R.2221-63 à R.2221-94 du CGCT, et a voté ses statuts

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la régie assure la gestion du service public métropolitain de l'eau potable sur le territoire de 13 (treize) communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone et du service public métropolitain de l'eau brute sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

Afin de prendre en compte différentes évolutions intervenues depuis sa création, il y a lieu de modifier les statuts sur deux points :

- la dénomination de la Régie qui devient "Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole", en lieu et place de "AQUA D'OC - Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole"
- le siège social de la Régie qui devient 391 rue de la Font Froide - 34090 Montpellier, en lieu et place de 50 place Zeus - 34000 Montpellier.

Par ailleurs, en application de l'article 4.1 des statuts, la régie est administrée par un conseil d'administration composé de vingt (20) membres avec voix délibérative constitué de la manière suivante:

- Quatorze (14) membres issus du conseil de la Métropole, désignés par le conseil de la Métropole sur proposition de son Président ;
- Quatre (4) représentants d'associations désignés par le conseil de la Métropole, sur proposition de son Président, parmi des associations d'usagers et/ou des associations de consommateurs et/ou des associations de défense de l'environnement et/ou des associations familiales ou d'éducation populaire ;
- Une (1) personnalité qualifiée choisie en raison de sa compétence, désignée par le conseil de la Métropole, sur proposition de son Président ;
- Un (1) salarié issu de la représentation élue du personnel et désigné, à la majorité, par cette dernière en son sein.

Le Conseil de Métropole avait désigné les membres du Conseil d'Administration par délibération n°12902 du 28 avril 2015 notamment les représentants des associations CLCV, Association de quartier Mare Nostrum, Eau Secours 34 et Paillade Mosson Coulée Verte.

A la demande de la CLCV, il est proposé de désigner Mme Simone BASCOUL, Présidente de la CLCV de Montpellier, en remplacement de Madame Jacqueline JAMET.

En application de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de la Métropole de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Délibération n° 13624

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des statuts de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, telle que décrite ci-dessus,
- désigner au sein du Conseil d'administration de la Régie un nouveau représentant pour l'association CLCV dans les conditions telles que mentionnées ci-dessus et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre,
- autoriser le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 203619 - AE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le

Pour extrait certifié

l'original.

Le Président,

- 1 FEV. 2016

conforme à



M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST TRANCHE 5 POMPIGNANE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3402EA13 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°10434 du 29 septembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le programme de l'Intercepteur Est – Tranche 5 de l'avenue de la Pompignane réalisé selon une technique sans tranchée par microtunnelier.

Les études de maîtrise d'œuvre ont été confiées au groupement de bureaux d'études BRLi/EGIS Eau. Par délibération n°12268 du 19 mai 2014, le Conseil Communautaire a approuvé l'attribution du marché de travaux n°3402EA13, au groupement d'entreprises CSM BESSAC /SADE pour un montant de 9 159 274,00 € H.T., soit 10 991 128,80 € T.T.C

Les travaux ont débuté en janvier 2015 et consistent en :

- la construction de 9 puits dont 5 puits d'entrée et 4 puits de sortie le long de l'avenue de la Pompignane, depuis le rond-point Maréchal Philippe Leclerc De Hauteclocque sur la Commune de Castelnau le Lez, jusqu'à la place Christophe Colomb sur la Commune de Montpellier, à des profondeurs comprises entre 5 et 7 mètres environ, ainsi que tous les travaux de signalisation et d'aménagement de la voirie, et les travaux liés aux dévoiements de réseaux ;
- la mise en oeuvre par microtunnelage, d'une conduite gravitaire en béton armé de diamètre 1200 mm pour le transport d'eaux usées sur un linéaire de 2200 mètres sous l'avenue,
- la création d'un siphon sous le Lez en aval immédiat du Pont de la République à Montpellier, permettant l'interconnexion de secours entre le réseau unitaire de diamètre 1500 mm en rive droite en sortie du bassin d'orage des Aiguerelles et l'Intercepteur Est,
- les travaux d'aménagement des puits en ouvrages définitifs,
- les opérations de raccordement sur les réseaux amont et aval existants.

Les conditions de réalisation de ces travaux, telles que prévues dans le marché, sont modifiées du fait de plusieurs sujétions d'ordre technique, à la demande du Maître d'Ouvrage :

Elles portent en particulier sur :

- le dévoiement d'une canalisation diamètre 200 mm devant l'Hôtel de Région et l'aménagement d'un cheminement pour les piétons aux normes accessibilité,
- des modifications des aménagements des puits en bordure du Lez afin d'améliorer les conditions d'exploitation,
- la modification des aménagements du puits PS1 afin d'améliorer les conditions de raccordement au réseau existant et faciliter son exploitation.

Ces sujétions imposent une modification dans la nature des prestations à réaliser telles que décrites au CCTP du marché initial et les adaptations quantitatives et financières correspondantes.

Un avenant n°1 au marché de travaux n°3402EA13 s'avère donc nécessaire afin de prendre en compte les incidences des adaptations du projet et les travaux supplémentaires en résultant.

Cet avenant tenant compte de la création de prix nouveaux ainsi que des quantités réellement exécutées, génère une plus-value de **203 924,41 € HT** soit **244 709,29 € TTC**.

Celui-ci porte le nouveau montant du marché à **9 363 198,41 € HT**, soit **11 235 838,09 € TTC**, en augmentation de **2,22 %**.

Les modifications présentées dans le présent avenant ne conduisent pas à un accroissement des délais d'exécution.

Les autres clauses du marché demeurent également inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13625

- approuver les termes de l'avenant n°1 au marché de travaux n°3402EA13, d'un montant de 244 709,29€ T.T.C.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV 2016

Numéro de l'acte : INC 18 97 64-DE

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

- 1 FEV. 2016

M. Philippe SAUREL,





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – DÉVOIEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RUE FONTMAGNE SUR LA COMMUNE DE SAINT-BRÈS - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par délibération n°13116 en date du 29 juin 2015, la Métropole a approuvé et autorisé la signature de la convention de groupement de commandes avec la commune de Saint-Brès pour le dévoiement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du projet de réaménagement de la rue de Fontmagne incluant la pose d'un réseau d'assainissement pluvial.

Ce groupement de commandes a permis en 2015 de réaliser les études, lancer les consultations des entreprises et notifier le marché de travaux.

Par contre, pour la réalisation des travaux sur l'année 2016, il convient de prendre en compte les modifications suivantes :

- La convention confiant de manière transitoire à la commune de Saint Brès l'exercice de la compétence Voirie au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole a pris fin le 31 décembre 2015. Désormais, ce sont les services du pôle Métropolitain Cadoule et Bérange qui assureront les missions anciennement dévolues à la commune,
- Par délibération n°12901 en date du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet la prise en charge de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute par la Régie des Eaux à partir du 1^{er} janvier 2016.

Les parties concernées par l'exécution des travaux sont donc aujourd'hui la Régie des eaux, pour l'eau potable, et Montpellier Méditerranée Métropole pour la voirie et l'assainissement.

Ces travaux consistent en :

- La pose d'une canalisation d'eau potable en fonte de diamètre de 150 mm sur 45 ml.
- La pose d'une canalisation EU de diamètre 200mm d'une longueur 72 ml
- La création d'un réseau Eaux Pluviales de diamètre 800 mm et le réaménagement de la voirie de surface.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 12 000 € TTC pour la part eau potable à la charge de la Régie,
- 50 400 € TTC pour la part assainissement relevant du budget annexe de l'assainissement de 3M
- 229 200 € TTC pour la part voirie et assainissement pluvial relevant du budget général à la charge de 3M.

Dans la perspective de la réalisation de ces travaux en 2016, la Régie des eaux délègue à Montpellier Méditerranée Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable, dans les conditions définies par la convention annexée aux présentes.

La Métropole sera chargée de conduire les procédures d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques ... mis à la charge de chaque entité. La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13626

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le cadre du réaménagement de la rue de Fontmagne à Saint-Brès,
- dire que la présente délibération abroge la délibération n°13116 en date du 29 juin 2016 afin d'intégrer les modifications en lien avec la création de la Régie et des pôles territoriaux.
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23, et au budget principal de la Métropole pour les travaux de pluvial et de voiries, chapitres 907 et 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte :

INC 1108882 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU PÔLE BALARD À MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire du pôle Balard de chimie porté par la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, et de l'étude des besoins en matière de branchements d'eau et d'assainissement, il est apparu nécessaire :

- de restructurer le réseau d'assainissement des eaux usées pour permettre le raccordement des nouveaux bâtiments et améliorer le fonctionnement hydraulique,
- de renouveler le réseau de distribution d'eau potable en fonte grise ayant fait l'objet de casses et réparations fréquentes sur la zone,
- de restructurer le réseau d'assainissement pour pouvoir raccorder les eaux pluviales du site et minimiser les problèmes de ruissellement de cette zone, déjà conséquents.

Compte tenu des contraintes de circulation, des caractéristiques géométriques et de l'interconnexion des projets, les travaux de cet ensemble d'ouvrages doivent être réalisés concomitamment pour optimiser les interventions et notamment le coût financier et limiter au maximum la gêne aux usagers.

Ces travaux consistent à :

- remplacer une canalisation d'eau potable d'un diamètre de 300 mm en mauvais état par une canalisation en fonte DN300 sur 415 ml,
- restructurer le réseau eaux usées par la pose d'une canalisation en diamètre 200mm d'une longueur 215 ml,
- restructurer le réseau eaux pluviales par la pose d'une canalisation en diamètre 600mm d'une longueur 350 ml.

Le coût estimé de l'opération (études et travaux) s'élève à :

- 226 000 € H.T. soit 271 200 € T.T.C. pour la part eau potable à la charge la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole,
- 215 000 € H.T. soit 258 000 € T.T.C. pour la part assainissement à la charge du budget annexe de la Métropole,
- 300 000 € H.T. soit 360 000 € T.T.C. pour la part pluvial à la charge du budget général de la Métropole.

Dans la perspective de la réalisation de ces projets, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole propose de déléguer à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans la convention jointe aux présentes, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

La Métropole sera chargée à ce titre de conduire les procédures d'appel à la concurrence et est mandatée pour signer et exécuter les différents marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux, mais également de maîtrise d'œuvre, de prestations topographiques, géotechniques mis à la charge de chaque entité. La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et la Métropole pour le renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable dans le cadre du réaménagement du pôle Balard de chimie sur la commune de Montpellier,

Délibération n° 13627

- dire que les crédits sont inscrits aux budgets annexes de l'assainissement de la Métropole, au chapitre 23, et au budget principal de la Métropole pour les travaux d'assainissement pluvial,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 406226 DE

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le

- 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSE, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESTRUCTURATION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT DU LOTISSEMENT LES PRÉMAGES ET DE LA ZAC DES PLANS À RESTINCLIÈRES - CONVENTION DE REMBOURSEMENT DE TRAVAUX RÉALISÉS POUR LE COMPTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Dans le cadre des travaux d'aménagement du lotissement Les Prémages et de la ZAC Les Plans sur la commune de Restinclières, il est apparu opportun, en accompagnement de ces deux projets, de prévoir le renouvellement du réseau structurant d'assainissement Eaux Usées de la commune.

Une partie de ce réseau est actuellement sous des terrains privés, plantés en vignes, et va être remplacé par un réseau sous la future voirie du lotissement Les Prémages.

Les travaux correspondants consistent en la pose de 187 mètres de canalisations fonte de diamètre 250 mm à forte profondeur (jusqu'à 5,30m), et 5 antennes PVC de diamètre 200 mm, à une profondeur moyenne de 1,20m, munies de regards pour permettre un raccordement des futures antennes du lotissement. Le montant estimé des travaux, sur la base du plan projet, est de **127 555,50 € HT**, soit **153 066,60 € TTC**.

En raison des contraintes de date de livraison des logements, il a été convenu avec l'aménageur, le Groupe RAMBIER Immobilier, que ces travaux seront réalisés par l'entreprise mandatée par lui, à savoir l'entreprise TP SONERM, puis remboursés par la Métropole.

Pour cela, une convention doit être conclue avec le Groupe RAMBIER Immobilier afin de fixer les conditions techniques et financières de réalisation de ces travaux. Celle-ci dispose notamment que les dépenses seront remboursées par la Métropole selon les quantités réellement mises en œuvre à réception du dossier des ouvrages exécutés, mais plafonnées à un montant maximum de **160 000,00 € HT**, soit **192 000,00 € TTC**.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de remboursement de travaux d'assainissement avec le groupe Rambier d'un montant maximum de 192 000 € TTC,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention et tout document relatif à l'affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 1109287 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – PAYS DE L'OR
AGGLOMÉRATION - CONVENTION D'ACHAT D'EAU POTABLE - AVENANT N°1 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole dispose de la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010. Elle l'exerce directement sur 13 de ses communes membres.

Le Conseil de Métropole a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en Régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1^{er} Janvier 2016 sur les 13 communes, dont Lattes et Pérols.

Par délibération en date du 28 avril 2015, a ainsi été créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération du 16 décembre 2015, la Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'objectifs avec la Régie dans laquelle le rôle des deux acteurs est précisé et les objectifs assignés à l'EPIC sont définis.

Dans ce cadre et afin d'assurer ses missions, la Régie doit gérer le contrat de livraison et de fourniture d'eau signé avec Pays de l'Or Agglomération (POA) pour alimenter les communes de Lattes et Pérols, qu'il convient de lui transférer par avenant.

Cet avenant de portée réduite est bâti selon le même modèle que ceux proposés lors de cette même séance du conseil et signés avec BRLE. Il rappelle le cadre des relations entre la Métropole, la Régie et POA.

- la Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau sur son territoire, définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs, à ce titre elle:
 - définit la politique générale du grand cycle de l'eau en adéquation avec les directives européennes, notamment en matière de préservation et de restauration des masses d'eau souterraines et superficielles,
 - établit et révisé les schémas directeurs d'alimentation et les conventions d'alimentation en eau potable et de desserte en eau brute en cohérence avec sa politique d'aménagement et de développement de son territoire,
- la Régie des Eaux, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est chargée à compter du 1^{er} janvier 2016, dans le cadre de ses statuts approuvés par le Conseil de Métropole, de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute; à ce titre, elle se substitue à la Métropole dans chaque convention et en assurera la bonne exécution. Pour ce faire, elle aura accès aux équipements et assurera le paiement des factures.
- Pays de l'Or Agglomération continue à assurer ses obligations de fourniture d'eau.

Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 1 à la convention d'achat d'eau potable conclue avec Pays de l'Or Agglomération introduisant la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole comme partie prenante à la convention initiale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13629

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 1107 137 - DE

- 3 FEV. 2016

- 3 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié
l'original.
Le Président,

- 1 FEV. 2016

conforme à

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLÔRET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – BRLE - AVENANTS
AUX CONVENTIONS DE LIVRAISON D'EAU À LA MÉTROPOLE - AVENANTS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole dispose de la compétence eau potable depuis le 1er janvier 2010. Elle l'exerce directement sur 13 de ses communes membres.

Elle est compétente pour le développement et la gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas-Rhône Languedoc (BRL) sur l'ensemble de son territoire.

Le **Conseil de Métropole** a adopté en date du 7 mai 2014 le principe d'une gestion en Régie du service public de l'eau potable et du service public de l'eau brute à compter du 1^{er} Janvier 2016.

Par délibération en date du 28 avril 2015, a ainsi été créé l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Par délibération du 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a autorisé la signature d'une convention d'objectifs avec la Régie dans laquelle le rôle des deux acteurs est précisé et les objectifs assignés à l'EPIC sont définis.

Dans ce cadre et afin d'assurer ses missions, la Régie doit gérer plusieurs contrats de livraison et de fourniture d'eau signés avec BRL Exploitation qu'il convient de lui transférer par avenant.

Il s'agit des contrats suivants :

- Convention pour l'alimentation du Lez et le secours du service des eaux de Montpellier,
- Convention de livraison d'eau non potable pour le réseau d'eau brute de la Métropole,
- Convention de livraison d'eau à partir de la station de traitement du Crès,

Ces avenants de portée réduite sont tous bâtis sur le même modèle. Ils rappellent le cadre des relations entre la Métropole, la Régie et BRL Exploitation.

- la Métropole, autorité organisatrice du service public de l'eau sur son territoire, définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs, à ce titre elle:
 - définit la politique générale du grand cycle de l'eau en adéquation avec les directives européennes, notamment en matière de préservation et de restauration des masses d'eau souterraines et superficielles,
 - établit et révisé les schémas directeurs d'alimentation et les conventions d'alimentation en eau potable et de desserte en eau brute en cohérence avec sa politique d'aménagement et de développement de son territoire,
- la Régie des Eaux, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est chargée à compter du 1^{er} Janvier 2016, dans le cadre de ses statuts approuvés par le Conseil de Métropole, de gérer le Service Public Industriel et Commercial de l'eau potable et de l'eau brute; à ce titre, elle assure la bonne exécution des conventions de vente et d'achat d'eau en gros, existantes ou à venir, conclues par la Métropole et notamment le règlement des factures
- BRLE continue à assurer ses obligations de fourniture d'eau.

Les autres clauses restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants aux conventions de livraison d'eau conclues avec BRLE introduisant la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole comme partie prenante à chaque convention initiale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13630

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

Le :

- 3 FEV. 2016

Numéro de l'acte : 11 08520 DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président.

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONTRATS DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT - DOCUMENT D'EXÉCUTION DE LA PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement, rapporte :

Par avenant transmis en préfecture le 10 novembre 2014 et notifié par courrier du 11 décembre 2014, VEOLIA et Montpellier Méditerranée Métropole ont défini les procédures de fin des contrats de délégation du service public d'assainissement sur les communes de Baillargues, Beaulieu, Clapiers, Castelnau le Lez, Castries, Grabels, Jacou Juvignac, Lattes, le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues, Saint-Jean-de-Védas, Sussargues, Vendargues, et Villeneuve-les-Maguelone ainsi que pour l'exploitation de la station Maera.

Ces procédures concernaient le patrimoine et l'état de remise des biens, le système d'information, le rendu des données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle, le personnel affecté au service, les éléments comptables et financiers et les engagements contractuels éventuels des différents services.

Afin de garantir les contrôles de dispositions contractuelles, plusieurs dates jalons ont été fixées à la notification de l'avenant, au 31 décembre 2014 puis à la fin de chaque contrat.

L'avenant reportait après l'échéance des contrats l'établissement des bilans financiers intégrant les conséquences de l'échéance anticipée de certains contrats en application de la législation et de la jurisprudence en vigueur ainsi que les plus values liées à des travaux supplémentaires et à l'allongement de délai de réalisation indépendants des dispositions et obligations fixées au délégataire, intervenus lors de la construction de l'unité de cogénération et de l'installation de prétraitement des déchets gras de Maera.

Ces bilans font l'objet d'un document d'exécution de la procédure de fin de contrats qu'il convient d'approuver.

L'article 1^{er} de l'avenant ramène au 3 février 2015 la date de fin des contrats suivants :

- Contrat du service de collecte des eaux usées sur la commune du Crès, dont l'échéance contractuelle était fixée au 31 décembre 2016 ;
- Contrat du service de collecte et traitement des eaux usées sur la commune de Prades-Le- Lez, dont l'échéance contractuelle était fixée au 31 décembre 2017 ;
- Contrat de service de collecte et traitement des eaux usées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, dont l'échéance contractuelle était fixée au 30 juin 2015.

En exécution de l'article 36.5 « indemnité d'interruption anticipée » de l'avenant, les parties ont fixé le montant de l'indemnité correspondant aux investissements initiaux qui n'étaient pas complètement amortis du fait de la réduction légale de la durée de ces contrats. Cette indemnité s'élève à 41 168 €.

Par ailleurs, l'article 36.4 de l'avenant précise que les parties conviennent de réexaminer les montants des indemnités de retour liées à la réalisation et au financement de l'unité de cogénération et de l'installation de prétraitement des déchets gras compte-tenu des plus-values liées à des travaux supplémentaires et à des allongements de délai de réalisation indépendants des dispositions et obligations fixées au Délégataire.

Après négociation, les parties ont fixé le montant des indemnités de retour intégrant : des plus-values qui constituent une amélioration technique, des moins-values, et des plus-values liées au rallongement de délais. Ce montant est arrêté à 240 880 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de document d'exécution de la procédure de fin de contrats qui clôt le bilan financier de l'exécution des contrats de délégation du service public d'assainissement,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des indemnités sont inscrits aux chapitres 67 et 21 du budget annexe d'assainissement collectif,

Délibération n° 13631

- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer ce document d'exécution à la procédure de fin de contrats et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le :

- 3 FEV. 2016

Déposé En Préfecture

- 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : *INC 1108522 - DE*

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOUSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – IMPLANTATION DE BORNES ÉLECTRIQUES SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN - GROUPEMENT DE COMMANDES - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Les contraintes relatives aux gaz à effet de serre, à la tension sur les prix des produits énergétiques, ainsi que le signal sur la fiscalité écologique et le basculement d'une frange importante de la population dans la précarité énergétique conduisent à repenser globalement les modes de vie et de déplacement au sein de notre société.

En réponse à ces enjeux économiques, environnementaux et sociaux, l'État s'est notamment positionné en faveur du véhicule électrique, prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique (loi 2010-788 dite Grenelle 2).

Il appartient également à l'initiative publique locale de s'engager dans une telle démarche, et ce d'autant plus qu'elle constitue une opportunité en termes de développement et d'attractivité du territoire : activité économique générée, offre de services renforcée pour les habitants et les touristes, lutte contre la pollution locale, lutte contre la précarité énergétique...

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite développer sur le territoire une offre d'Installation de Recharge pour Véhicule Electrique (IRVE).

Pour déployer ce réseau, Montpellier Méditerranée Métropole, sollicite un financement de l'Etat dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt (AMI) de l'ADEME – Dispositif d'aide au déploiement des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables. Ce projet porte sur le déploiement de 66 bornes de recharge électrique pour un total de 128 points de charge, représentant un investissement estimé à 800 k€

Pour permettre l'interaction entre les bornes et leur réseau public de distribution d'électricité, pour uniformiser les options techniques retenues par les différents territoires, pour offrir une continuité de service et maintenir un niveau d'interopérabilité satisfaisant, les syndicats départementaux d'énergies de la grande région Languedoc Roussillon – Midi Pyrénées, ont souhaité mutualiser leurs moyens par le recours à un groupement de commandes dédié à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge.

L'achat le plus intégré a vocation à couvrir l'ensemble de la prestation allant de l'achat et de l'installation des bornes à la gestion commune des réseaux des IRVE (supervision technique, dépannage, identification et monétique).

Ce groupement se matérialise par la conclusion d'une convention constitutive du groupement fondée sur les dispositions de l'article 8 du Code Marchés Publics, et pourra, en cas de nécessité, être modifiée par avenant.

Le **Syndicat Audois d'Énergies (SYADEN)** est désigné par l'ensemble des membres comme le Coordonnateur du groupement de commandes.

Il sera chargé de signer et de notifier les marchés ou accords-cadres qu'il passe et de conclure les marchés subséquents. Son rôle est également précisé à l'article 4 de la convention.

Chaque membre sera responsable de l'exécution des prestations sur son périmètre.

Ce projet ambitionne de couvrir l'ensemble des collectivités et groupements concernés de la grande Région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de déploiement et demander les meilleures aides financières,
- adhérer à ce groupement de commandes en qualité de membre ;
- approuver la convention de groupement à intervenir,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.
- autoriser le coordonnateur du groupement, en application de l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la convention de groupement de commandes, à procéder à la passation et à la signature des accords-cadres, marchés subséquents répondant aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole, tels que définis ci-dessus ainsi que les avenants concernant ces accords-cadres et marchés subséquents.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13562

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016
Publié le :
Déposé En Préfecture
Le : - 3 FEV. 2016
Numéro de l'acte : INC 201440 DE

Fait à Montpellier le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL.



**Convention constitutive d'un groupement de commandes pour
la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien
et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à
l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables**

PREAMBULE

La mobilité est au cœur des préoccupations actuelles de la société et constitue un enjeu environnemental et économique majeur. Il est à envisager des solutions de mobilité alternatives.

Le développement du véhicule électrique peut apporter une des réponses les plus pertinentes à cette problématique, dès lors que l'utilisation de ce mode de transport ne génère pas de freins pour l'utilisateur ; c'est à dire à condition que l'autonomie des véhicules soit significativement augmentée, que les points publics de recharge soient en nombre suffisant, que la durée des recharges soit incitative et, enfin, que la communication et l'interopérabilité entre véhicules et bornes de recharge soient opérationnelles.

Compte tenu de l'interaction entre les bornes et leur réseau public de distribution d'électricité, compte tenu de leur périmètre et de leurs missions, les syndicats départementaux d'énergies, autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité, figurent naturellement parmi les collectivités les plus à même de répondre à ce défi, la loi prévoyant au demeurant que ces autorités peuvent se voir transférer de la part des communes la compétence pour mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables (article L2224-35 du Code général des collectivités territoriales).

Pour permettre une uniformisation des options techniques retenues par les différents territoires, pour offrir une continuité de service et maintenir un niveau d'interopérabilité satisfaisant et, enfin, pour obtenir une gestion optimisée des commandes, une majorité des syndicats départementaux d'énergies de la Région Languedoc-Roussillon et de la Région Midi-Pyrénées ont souhaité mutualiser leurs moyens par le recours à un groupement de commandes dédié à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge. Cette fédération d'acteurs a pour ambition de réunir toutes les collectivités ou leurs groupements compétents situés en sein du périmètre de la future grande Région.

Ces objectifs de mutualisation de moyens et d'interopérabilité des services à l'échelle de la future grande Région seront également confortés par l'implication des élus de l'ensemble des structures concernées par le projet. A cet effet, il est envisagé de créer un Comité de pilotage, réunissant des élus membres de chacune des entités. Celui-ci aura pour mission de suivre les actions communes engagées dans le cadre du groupement.

Ce groupement se matérialise par la conclusion d'une convention constitutive du groupement entre ses membres.

COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

SYADEN – Syndicat Audois d'Energies

MEMBRES

La liste des membres est en annexe n°1.

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

La présente convention a pour objet :

- De constituer un groupement de commandes (ci-après « le Groupement »), sur le fondement des dispositions de l'article 8 du Code Marchés Publics, pour les besoins définis à l'article 2 de la présente convention,
- De définir les modalités de fonctionnement du Groupement

Il est expressément rappelé que le Groupement de commandes n'a pas la personnalité morale.

Article 2 – NATURE DES BESOINS

Le Groupement constitué par la présente convention constitutive vise à répondre aux besoins récurrents des membres concernant la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Le Groupement pourra dans ces conditions passer tout contrat nécessaire à la satisfaction des besoins précisés ci-dessus.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins constitueront des marchés publics ou des accords-cadres et marchés subséquents au sens de l'article 1^{er} du Code des Marchés Publics.

Article 3 – Composition du Groupement

Le Groupement de commandes est ouvert à toute entité publique de la grande région Languedoc Roussillon – Midi Pyrénées susceptible d'agir en matière de création, d'entretien et d'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

La liste des membres du Groupement est annexée à la présente convention constitutive (annexe 1) et mise à jour au fur et à mesure des nouvelles adhésions.

Article 4 – DESIGNATION ET ROLE DU COORDONNATEUR

4.1 Désignation du Coordonnateur

Le SYADEN est désigné, par l'ensemble des membres, Coordonnateur du Groupement au sens de l'article 8-II du Code des Marchés Publics (ci-après « le Coordonnateur »).

Le siège du Coordonnateur est situé au 47, Allée d'Iéna 11000 CARCASSONNE jusqu'au 08/06/2015.

Après cette date, le Coordonnateur siègera au 15 Rue Barbès, BP 31022, 11 850 CARCASSONNE Cedex.

4.2 Rôle du Coordonnateur

En sa qualité de Coordonnateur, le SYADEN est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code des Marchés Publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants et de passation des marchés ou accords-cadres et leurs marchés subséquents en vue de la satisfaction des besoins des membres dans les domaines visés à l'article 2.

Le Coordonnateur est également chargé de signer et de notifier les marchés ou accords-cadres qu'il passe, et en matière d'accords-cadres, de conclure les marchés subséquents.

Le Coordonnateur conclura également les avenants aux accords cadres et marchés passés dans le cadre du Groupement.

Le Coordonnateur est ainsi chargé en pratique, en lien étroit avec les membres :

- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés ;
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins précisés par les membres ;
- D'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants ;
- D'assurer la préparation et le suivi des réunions et décisions de la commission d'appel d'offres ;
- De signer et notifier les marchés et accords-cadres ;
- De préparer et conclure, en matière d'accords-cadres, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ;
- De transmettre les marchés et accords-cadres aux autorités de contrôle ;
- De préparer et conclure les avenants des marchés et accords-cadres passés dans le cadre du Groupement ;
- De gérer le précontentieux et le contentieux en demande comme en défense afférents à la passation des accords-cadres et marchés. En cas de contentieux, l'ensemble des frais de justice sera supporté, à part égale, par chaque Membre. Le Coordonnateur établira le montant total des frais engagés et transmettra à chaque Membre la répartition de ces frais.

Article 5 – COMITE TECHNIQUE SPECIFIQUE

Compte tenu de la connaissance de leurs territoires respectifs, de leur rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergies et dans un souci de cohérence territoriale, les membres du Groupement assistent le Coordonnateur dans la préparation et le suivi de ses missions décrites précédemment. Pour ce faire, les membres se réunissent sous la forme d'un comité technique spécifique au Groupement de

commandes. Ce comité technique est composé de deux représentants de chaque membre et est présidé par le représentant du Coordonnateur.

Article 6 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 8-VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres est celle du Coordonnateur.

Article 7 – ADHESION

7.1 Chaque membre adhère au Groupement suivant un processus décisionnel conforme à ses propres règles.

La décision est notifiée au Coordonnateur et vaut signature de la présente convention constitutive.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ledit code.

7.2 L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment. La procédure d'adhésion est la suivante :

- Demande d'adhésion par écrit (lettre ou courrier électronique) au Coordonnateur ;
- Transmission par le Coordonnateur au demandeur de la présente convention constitutive de groupement et du modèle de délibération-type ;
- Transmission par le demandeur au Coordonnateur de la décision de leur assemblée délibérante au groupement.

7.3 L'adhésion prend effet à compter du caractère exécutoire de la décision d'adhésion à la présente convention constitutive. Toutefois, l'engagement du nouveau membre dans le Groupement n'est effectif que pour les accords-cadres ou marchés dont l'avis d'appel public à la concurrence aura été envoyé postérieurement à la date de la réception par le Coordonnateur de la décision d'adhérer au Groupement.

Article 8 – RETRAIT DES MEMBRES

Dans le cas où un membre souhaiterait se retirer du Groupement, il en fait la demande par écrit au Coordonnateur. Ils conviennent ensemble d'une date de retrait effective afin que le retrait du membre n'entraîne pas un bouleversement de l'économie générale des accords-cadres ou des marchés en cours.

En tout état de cause, le retrait ne peut pas prendre effet avant la fin de l'exécution des marchés auxquels participe le membre.

Article 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Toute modification de la présente convention constitutive doit faire l'objet d'un avenant.

Les modifications de la présente convention constitutive du Groupement doivent être approuvées dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du Groupement dont les décisions sont notifiées au Coordonnateur.

La modification prend effet lorsque l'ensemble des membres a approuvé les modifications.

Article 10 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Coordonnateur ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de ses fonctions.

Le Coordonnateur du Groupement ne perçoit aucune indemnisation jusqu'au 15/07/2016.

Pour toutes commandes ou adhésions nouvelles intervenant après cette date, le Coordonnateur sera indemnisé des frais afférents au fonctionnement du Groupement, à la passation et à l'exécution des marchés (frais administratifs et ingénieries, frais de publication des marchés et charges directes, mise à disposition du personnel...), correspondant à un forfait unique de 1 000 € imputé à chacun des Membres concernés.

Article 11 – DUREE DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

La présente convention constitutive à une durée indéterminée. Chaque membre est libre de se retirer du Groupement dans les conditions définies à l'article 8.

Article 12 – RESILIATION

La présente convention constitutive sera résiliée de plein droit en cas de disparition du besoin.

Article 13 – CONTENTIEUX

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention constitutive relèvera de la compétence de la juridiction administrative de Montpellier.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des membres du groupement

ANNEXE

Liste des membres du groupement

Conformément à l'article 7.2 et 7.3 de la convention constitutive ci-dessus, les membres du groupement peuvent adhérer au fur et à mesure des besoins à tout moment.

Cette liste sera ainsi mise à jour au fur et à mesure des adhésions et remise sur simple demande à tous les membres du groupement.

- Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ariège (SDE09 - 09)
- Le Syndicat Audois d'Energies (SYADEN – 11)
- Le Syndicat Intercommunal d'Energies du Département de l'Aveyron (SIEDA – 12)
- Le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG - 30)
- Toulouse Métropole (31)
- Le Syndicat Mixte d'Energies du Département de l'Hérault (Hérault Energies - 34)
- Montpellier Méditerranée Métropole (34)
- La Fédération Départementale d'Energies du Lot (FDEL – 46)
- Le Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère (SDEE48 - 48)
- Le Syndicat Départemental d'Energies et d'Electricité des Pyrénées Orientales (SYDEEL66 - 66)
- Le Syndicat Départemental d'Energies du Tarn (SDET - 81)

Le SYADEN - Syndicat Audois d'Energies – Coordonnateur Membre fondateur – Syndicat mixte ouvert (Délibération du bureau syndical en date du 03/06/2015)



SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORT EN COMMUN - GRATUITÉ POUR LES ACCOMPAGNATEURS DES PERSONNES HANDICAPÉES - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Lors de la séance du 12 novembre 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le Schéma Directeur Accessibilité – Agenda d'Accessibilité Programmée (Sd'AP) de son réseau de transport en commun.

Ce Schéma définit les points d'arrêt voyageurs prioritaires et les engagements pris par la Métropole pour réaliser les aménagements nécessaires à leur mise en accessibilité ainsi que les financements qui en découlent.

Au titre du Sd'AP, 174 points d'arrêt prioritaires du réseau seront rendus accessibles.

De plus, dans le cadre de sa politique volontariste en matière d'accessibilité qui vise à permettre à tous de se déplacer sur son réseau de transport, la Métropole a souhaité aller au-delà des obligations réglementaires fixées par l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014.

Ainsi, dans le cadre du Sd'AP, la Métropole poursuivra en concertation avec le Comité de Liaison et de Coordination des Personnes Handicapées (CLCPH) la mise en accessibilité des arrêts, y compris ceux qui n'ont pas été identifiées comme prioritaires.

Ces investissements qui seront consentis en faveur des points d'arrêt complètent les financements déjà mis en œuvre par la Métropole pour proposer, à tous les voyageurs, des matériels roulants accessibles.

Cependant, certaines personnes plus lourdement handicapées auront toujours besoin d'un accompagnant lors de leur déplacement.

C'est pourquoi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accorder la gratuité à l'accompagnateur d'une personne handicapée qui voyage sur le réseau TaM lorsque cette dernière est munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tierce personne ».

Cette disposition pourrait rentrer en vigueur dès le 1^{er} février 2016. Elle sera notifiée au délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe, sur le réseau TaM, d'une gratuité des accompagnateurs des personnes handicapées munie d'une carte d'invalidité portant la mention « besoin d'une tiers personne » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 103691-DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DÉPLACEMENT DE L'AUTOROUTE A9 ET CONTOURNEMENT NÎMES MONTPELLIER (CNM) - AVENANT ET CONVENTION RELATIFS AU RÉTABLISSEMENT DE LA ROUTE DE VAUGUIÈRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9 et de la ligne à grande vitesse de Contournement Nîmes Montpellier (CNM), la route de Vauguières doit faire l'objet d'un rétablissement.

Dans ce secteur, situé au Sud de la Commune de Montpellier, les deux nouvelles infrastructures sont jumelées. Dès lors, ce rétablissement a fait l'objet d'une concertation étroite entre tous les partenaires, dont ASF portant le projet de l'A9 et OC'VIA portant le projet CNM. Cette concertation a permis d'aboutir à un accord sur la définition des ouvrages de rétablissement à réaliser pour garantir une cohérence d'ensemble entre les projets conduits par ASF, OC'VIA et la Métropole à travers son aménageur, la SAAM.

Conditions de rétablissement de la route de Vauguières par ASF

Le déplacement de l'autoroute A9 au droit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été déclarée d'utilité publique par décret en date du 30 avril 2007. Par décision ministérielle en date du 9 mai 2012, l'Etat a approuvé l'avant-projet sommaire du déplacement de l'autoroute A9 au droit de l'agglomération de Montpellier. L'Etat avait concédé l'infrastructure de l'autoroute A9 aux ASF par convention de concession en date du 10 janvier 1992.

Dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9, ASF doit donc à la collectivité le rétablissement des différentes voies de communication préexistantes et traversées par la nouvelle infrastructure, dont la route de Vauguières. A ces fins, les conditions techniques, financières et administratives des ouvrages rétablis dans le cadre de l'opération ont été actées par voie de convention entre la Ville de Montpellier et ASF approuvée par délibération en date 22 juillet 2013.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics dédiés à tous modes de déplacements urbains détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Dès lors, il convient de conclure avec ASF l'avenant n°1 à convention d'origine permettant d'assurer la mise en cohérence des projets portés par chacun des maîtres d'ouvrages. Cet avenant acte de :

- La mise en cohérence du profil en travers de l'ouvrage de franchissement à savoir une emprise totale de 20m composée de larges trottoirs partagés sur chacune des rives de ce pont et d'une chaussée à double sens de 6m de large ; profil permettant d'assurer une desserte efficace de la future gare TGV de Montpellier ;
- La mise en cohérence du raccordement nord de la route de Vauguières tenant compte du projet d'urbanisation future de ce secteur conduit par la SAAM.

Conditions de rétablissement de la route de Vauguières par OC'VIA

Le projet de Contournement Nîmes Montpellier a été déclaré d'utilité publique par décret en date du 17 mai 2005. La réalisation de cette ligne ferroviaire à grande vitesse a fait l'objet d'un contrat de partenariat entre OC'VIA et SNCF Réseau en date du 28 juin 2012.

Au même titre que ASF, dans le cadre de la réalisation du CNM, OC'VIA doit à la collectivité le rétablissement des différentes voies de communication préexistantes et traversées par la nouvelle infrastructure, dont la route de Vauguières. A ces fins, les conditions techniques, financières et administratives des ouvrages rétablis dans le cadre de l'opération doivent être actées par voie de

convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie et d'espaces publics et OC'VIA.

Cette convention doit notamment permettre d'assurer la mise en cohérence des projets portés par chacun des maîtres d'ouvrages. Cette convention acte de :

- La mise en cohérence du profil en travers de l'ouvrage de franchissement du CNM avec celui réalisé par ASF en franchissement de l'A9 déplacée ;
- La mise en cohérence du raccordement sud de la route de Vauguières tenant compte du projet d'urbanisation future de ce secteur conduit par la SAAM.

Conditions de remise des ouvrages par ASF et OC'VIA à la collectivité

Concernant les voiries nouvellement réalisées, Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire de voies et en assurera donc la gestion.

Concernant les ouvrages de franchissement, ASF et OC'VIA restent propriétaires des ouvrages au droit de leur domaine public respectif. A ce titre, ASF et OC'VIA conserveront les charges de gestion, d'entretien et de renouvellement de leur ouvrage respectif (fondations, appuis, étanchéité, joints de chaussée, dalles de transition, remblais contigus aux culées des ouvrages, dispositifs de retenue fixés à l'ouvrage). Montpellier Méditerranée Métropole aura la gestion et l'entretien des chaussées, des trottoirs, de la signalisation routière, de l'éclairage public et des dispositifs de retenue routiers des rampes d'accès aux ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention relative au rétablissement de la route de Vauguières à conclure avec ASF dans le cadre du déplacement de l'autoroute A9,
- approuver la convention relative au rétablissement de la route de Vauguières à conclure avec OC'VIA dans le cadre de la réalisation du Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM),
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la convention et l'avenant suscités.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire - 3 FEV. 2016

Publié le :

Déposé En Préfecture - 3 FEV. 2016

Le :

Numéro de l'acte : INC 1409759 - DE

Fait à Montpellier, le - 1 FEV. 2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORT EN COMMUN - MODIFICATION DE LA TARIFICATION PASS'CONGRÈS - APPROBATION

Mme J. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La Communauté d'agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé par délibération n°9279 du 22 décembre 2009 de confier au Groupement TaM-Transdev Montpellier la gestion du service public des transports urbains par un contrat de délégation passé pour une durée de 8 ans, du 1/01/2010 au 31/12/2017.

Conformément à l'annexe 19 du Contrat de Délégation de Service Public du réseau de transport de Montpellier Méditerranée Métropole, TaM commercialise une offre spécifique pour les organisateurs de congrès ou manifestations de plus de 15 personnes : ce Pass'Congrès valable 1 jour, vendu au tarif de 2,60 € TTC (au lieu de 4 € pour un Forfait 1 jour Plein Tarif), permet de voyager sur l'ensemble du réseau de manière illimitée durant 24 heures à compter de la première validation.

Les volumes s'établissent entre 5 000 et 10 000 Pass'Congrès vendus annuellement.

Dans le cadre de la mise en place d'un « Pack Congrès », il est proposé d'inclure un principe de dégressivité tarifaire en fonction de la durée de l'évènement :

- Maintien du tarif à 2,60 € pour une durée de 24h, soit 35% de réduction par rapport à un forfait 1 jour plein tarif ;
- 5 € pour un forfait 48h, soit 37,50% de réduction par rapport à ce même forfait journalier ;
- 7 € pour un forfait 72h, soit 42% de réduction ;
- 9 € pour un forfait 96 h, soit 43% de réduction.

Cette dégressivité s'appliquerait quel que soit le nombre de congressistes.

En sus, une dégressivité tarifaire pourra s'appliquer pour des congrès rassemblant plus de 1 000 participants :

Titre / Durée	Moins de 1 000 participants	Plus de 1 000 participants
Pass'Congrès 24 h	2,60 €	2,00 €
Pass'Congrès 48 h	5,00 €	4,00 €
Pass'Congrès 72 h	7,00 €	5,50 €
Pass'Congrès 96 h	9,00 €	7,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications apportées au titre Pass'Congrès telles que décrites ci-dessus et la mise à jour de l'annexe 19 du contrat de Délégation de Service Public - Grille tarifaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

- 3 FEV. 2016

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : INC 100526 DE

- 3 FEV. 2016

- 1 FEV. 2016

Fait à Montpellier, le
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 27 JANVIER 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt-sept janvier à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. R. CALVAT à M. E. PENSO, M. G. CASTRE à M. F. ABERT, M. M. FRAYSSE à M. Y. PELLET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme C. MARION à Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme C. NAVARRE à M. A. EL KANDOSSI, M. B. TRAVIER à Mme I. MARSALA.

Excusé(es):

Mme P. DANAN, M. G. LANNELONGUE

Absent(es):

M. J.-M. ALAUZET, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme M. FOURCADE, Mme C. HART

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION D'ÉCHANGES DE DONNÉES AVEC SNCF MOBILITÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Le Plan de Déplacement Urbain de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé en Conseil par délibération n°10998 du 19 juillet 2012, a pour ambition de développer les modes alternatifs à la voiture individuelle (marche à pied, vélo, transports). Pour répondre à cet objectif, il convient d'accroître l'attractivité et le confort des solutions alternatives. Il s'agit en particulier de donner aux voyageurs des informations leur permettant de préparer leur déplacement et de les accompagner durant celui-ci.

Afin d'apporter aux usagers l'information la plus complète, SNCF Mobilités et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochés pour échanger des données d'informations théoriques et temps réel des réseaux TaM et SNCF.

Grâce à ces échanges de données, il sera possible notamment :

- d'afficher les heures de passage des prochains bus et tramway dans les PEM,
- d'intégrer les horaires de train sur les supports numériques développés par la Métropole et son délégataire TaM (calculateur d'itinéraire multimodal, informations sur les perturbations...),
- d'intégrer les horaires des transports urbains de la Métropole sur les supports numériques développés par le Groupe SNCF.

Ainsi, un usager pourra trouver sur un même support l'horaire en temps réel de son prochain bus ou tramway mais également l'heure réelle de départ de son train en gare. De même, un habitant hors Métropole et notamment dans la Grande Région trouvera sur les supports développés par la SNCF, les informations concernant le réseau de transports urbains de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention constitue une étape préalable et supplémentaire au projet d'intégration de l'ensemble des modes sur un même support. Aujourd'hui, les applications développées par la Métropole et son délégataire permettent d'avoir sur le même site, les données des tramways, des bus mais également la disponibilité des Vélomagg et des places de stationnement dans les parkings en ouvrage. Demain, les futurs développements intégreront les données des autres autorités organisatrices de mobilité, mais également, les données de circulation routière, covoiturage, auto-partage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'échanges de données de transport entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Mobilités,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : *INC 10998-02*

Fait à Montpellier, le *1 FEV. 2016*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL



**VALORISATION ET PROTECTION ANIMALE,
BIODIVERSITE**

VOIRIE, ESPACE PUBLIC